

Mobiliser les Vietnamiens de l'étranger

Enjeux, stratégies et effets d'un nationalisme transnational





IRASEC

IRASEC - Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine
IRASEC - Research Institute on Contemporary Southeast Asia

29 Sathorn Tai Road, Bangkok 10120, Thailand

Tel (+66) 026 27 21 80 - Fax (+66) 026 27 21 85

www.irasec.com

ISBN 978-616-7571-10-2



**MOBILISER LES VIETNAMIENS
DE L'ÉTRANGER
ENJEUX, STRATÉGIES ET EFFETS
D'UN NATIONALISME TRANSNATIONAL**

Christophe Vigne est doctorant à l'Université Paris VII et rattaché au laboratoire SEDET (Société en Développement dans l'Espace et dans le Temps). Ancien boursier Vent d'Est (2005-2007) et de l'École Française d'Extrême-Orient (fin 2009), il est en phase de terminer sa thèse sur les politiques du gouvernement vietnamien à l'égard des Vietnamiens de l'étranger. Parallèlement à ses recherches, Christophe Vigne enseigne l'Histoire/Géographie au Lycée Français International de Hô Chi Minh-ville.

Relecture orthographique : Marieke Joly
Cartes et graphiques : Mikael Brodu, d'après Christophe Vigne
Couverture et mise en page : Mikael Brodu
Photos : Christophe Vigne

ISBN 978-616-7571-10-2

© IRASEC, avril 2012

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Une collection sous la direction de Benoît de Tréglodé

**Mobiliser les Vietnamiens
de l'étranger**
**Enjeux, stratégies et effets
d'un nationalisme transnational**

Christophe Vigne

Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n° 19



L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.

The Research Institute on Contemporary Southeast Asia (USR 3142 – UMIFRE 22), based in Bangkok, Thailand, calls on specialists from all academic fields to study the important social, political, economic and environmental developments that affect, together or separately, the eleven countries of the region (Brunei, Burma, Cambodia, Indonesia, Lao, Malaysia, The Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste and Viet Nam).

COMITÉ DE PILOTAGE

- Stéphane DOVERT (MAEE)
- Guy FAURE (CNRS-IAO)
- Yves GOUDINEAU (EFEO)
- Christophe JAFFRELOT (CNRS-Ceri)
- Christian LECHERVY (MAEE)
- Remy MADINIER (CNRS)
- Jean-François SABOURET (CNRS)
- Benoît de TRÉGLODÉ (Irasec)
- Marie-Sybille de VIENNE (Inalco)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Jean BAFFIE (CNRS-IrAsia)
- Romain BERTRAND (CNRS-Ceri)
- Sophie BOISSEAU du ROCHER
(Asia Centre)
- Bénédicte BRAC de LA PERRIÈRE
(Case-CNRS-EHESS)
- Frédéric DURAND (Toulouse Le
Mirail)
- Nathalie FAU (Paris VII-Irasec)
- Alain FOREST (Paris VII)
- Christopher E. GOSCHA (Université
du Québec à Montréal)
- Jacques IVANOFF (CNRS-Irasec)
- Nathalie LANCRET (CNRS)
- Vathana PHOLSENA (CNRS-Irasec)
- Hugues TERTRAIS (Paris I)

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 7 |
| Chapitre 1 | |
| L'Union nationale et les <i>Việt kiều</i> (1986-2004)..... | 13 |
| 1 - Répartitions des Vietnamiens de l'étranger | 13 |
| 2 - L'aboutissement d'un nationalisme transnational | 19 |
| La réhabilitation des <i>Việt kiều</i> à la nation | 19 |
| La concrétisation du discours d'Union | 20 |
| 3 - Les nouvelles missions des comités des Vietnamiens de l'étranger | 21 |
| Vers un Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger | 23 |
| Le Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hồ Chi Minh-ville | 24 |
| 4 - L'Union nationale à l'épreuve des mouvements anticommunistes | 26 |
| La RSVN et la diffusion d'un message d'Union nationale | 26 |
| La restructuration des groupuscules antigouvernementaux | 30 |
| Chapitre 2 | |
| Les structures au service de la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger | 37 |
| 1 - Les associations membres du Front de la Patrie | 37 |
| Créer un mouvement de solidarité par l'intermédiaire des proches | 37 |
| L'Association de liaison avec les <i>Việt kiều</i> de Hải Phòng | 40 |
| La persistance des blocages politiques | 43 |
| 2 - Les associations de l'étranger et les représentations diplomatiques | 45 |
| Les associations progouvernementales de l'étranger | 45 |
| Les représentations diplomatiques de la RSVN | 52 |

Chapitre 3

Un contexte propice à l'Union nationale ? 57

1 - L'encouragement au retour 57

2 - La nationalité et les droits des Vietnamiens de l'étranger 60

Régler la question de la nationalité 61

Les droits des *Việt kiều* 64

Chapitre 4

Le développement « outre-mer » du Viêt Nam 71

1 - Les *Việt kiều* dans l'économie vietnamienne 71

Les entrepreneurs *Việt kiều* au Viêt Nam 77

Le Club des entrepreneurs *Việt kiều* 81

Les filières de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* 82

2 - Participation mitigée des élites de l'étranger 86

Le Club des sciences et technologies 89

Des difficultés à géométrie variable 91

Bibliographie 95

Introduction

Depuis les années 1990, à l'instar d'autres pays et notamment de la Chine, la République socialiste du Viêt Nam (RSVN) déploie un éventail de politiques pour tirer profit de ses exilés ou enfants d'exilés. L'objectif du gouvernement est de mobiliser, au nom de l'Union nationale (*Đại đoàn kết dân tộc*), les ressortissants vietnamiens de l'étranger estimés à environ 4 millions dans plus de cent pays à travers le monde.

Pour se rapprocher des Vietnamiens de l'étranger (*Việt kiều*) et les solidariser avec leur nation d'origine, les autorités vietnamiennes ont progressivement décidé d'intervenir directement au sein des communautés en invoquant plusieurs prétextes : favoriser l'intégration et une vie stable des Vietnamiens de l'étranger dans leur pays d'accueil, protéger leurs droits et intérêts légitimes et lutter contre l'acculturation au sein des communautés. Pour ce faire, la RSVN a créé ou amélioré des structures à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières (associations progouvernementales de l'étranger, ambassades, consulats, associations de proches des Vietnamiens de l'étranger et comités). Elle a pour cela mis en place des médias qui facilitent la relation entre le Viêt Nam et les communautés d'outre-mer, tout en élaborant un cadre juridique pour (ré)intégrer les Vietnamiens de l'étranger à la nation. D'abord hésitante, l'application de ces mesures s'est pleinement concrétisée à compter de 2004 à la suite de la promulgation de la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW¹.

L'intérêt de la RSVN à l'égard des exilés vietnamiens est récent. Depuis la réunification du pays (1976) jusqu'en 1986, le Viêt Nam a en effet mis au banc de la nation les *Việt kiều* pour des raisons idéologiques et sécuritaires. Cette considération résulte de la guerre civile entre le Nord et le Sud-Viêt Nam (1954-

¹ Đảng Cộng Sản Việt Nam [Parti communiste du Viêt Nam], « Nghị quyết số 36/NQ-TW ngày 26/03/2004 của bộ chính trị về công tác đối với người Việt Nam ở nước ngoài, Nhà xuất bản chính trị quốc gia » [Directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW datée du 26 mars 2004 relative à la mission à accomplir auprès des Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2007, 35 p.

1975) qui a engendré des divergences profondes au sein de la population sur des décennies. Outre la lutte armée, les deux camps se sont affrontés à travers une triple conception historique, culturelle et idéologique (communiste/capitaliste) de la nation vietnamienne en contexte de guerre froide². Après leur victoire, les dirigeants du Parti communiste, qui entendaient être les représentants du « vrai » Viêt Nam, ont jugé que la société du Sud était « dénaturée » (*biến chất*) et avait perdu le « sens des valeurs nationales et morales³ ». Dans ce contexte tendu, les proches de l'ancien régime et les intellectuels qui n'avaient pas fui le pays ont été contraints de réaliser un séjour plus ou moins long dans des camps de rééducation (*trại học tập cải tạo*)⁴. Ceux qui se sont exilés pour échapper aux « excès » de la politique de réunification ont alors été perçus comme des traîtres qui avaient « abandonné le pays natal » (*bỏ quê hương*), accaparés par la « perversité du monde capitaliste ». Les exilés politiques furent à ce moment d'autant plus déconsidérés qu'ils représentaient toujours un danger pour le nouveau régime en place et son désir d'unité nationale.

Ce n'est qu'à partir de la période de « Renouveau » (*Đổi mới*) entamée officiellement en 1986 par la RSVN que le régime opère un changement dans son discours vis-à-vis des *Việt kiều*. En décembre 1986, lors du VI^e Congrès du Parti communiste du Viêt Nam (PCV), le président du Comité central des *Việt kiều*, Hoàng Bích Sơn, déclare que les Vietnamiens de l'étranger font partie intégrante du peuple vietnamien et constituent une force pour le pays. L'État et le Parti s'attellent dès lors à lever les obstacles psychologiques, administratifs et idéologiques qui gênent l'instauration d'un rapport de solidarité avec ces communautés d'outre-mer.

Un certain nombre d'études et d'articles de presse publiés par des chercheurs étrangers et d'origine vietnamienne n'hésitent pas à employer le mot « diaspora »

² Nguyễn Thế Anh, « Le Viêt Nam : une société unique ? », in Nguyễn Thế Anh, *Parcours d'un historien du Viêt Nam : recueil des articles écrits par Nguyễn Thế Anh*, Paris, Les Indes savantes, 2008, p. 564. Stéphane Dovert et Philippe Lambert, « La relation Nord-Sud : la clé de la construction nationale vietnamienne », in Stéphane Dovert et Benoît de Tréglodé (dir.), *Viêt Nam contemporain*, Paris, Les Indes savantes, 2009, p. 31-118.

³ Numéro spécial « Ceux qui partent », *Le Courrier du Viêt Nam*, 1979, p. 18. Extrait du passage suivant (en français dans le texte) : « En bref, c'était non seulement un pays ruiné matériellement qu'il fallait rebâtir, mais encore une société complètement dénaturée, bouleversée de fond en comble, au sein de laquelle des millions d'hommes ont désappris à travailler honnêtement, ont perdu le sens des valeurs nationales et morales. Bref, une société à refaire, des hommes à réintégrer dans la communauté sociale. »

⁴ Plusieurs d'entre eux ont publié leurs mémoires. Citons par exemple : Doan Van Toai, *Le Goulag vietnamien*, Paris, Robert Laffont, 1979, 341 p. Tran P. V., *Prisonnier politique au Vietnam, 1975-1979*, Paris, L'Harmattan, 1990, 202 p. Viet Tran, *Vietnam, j'ai choisi l'exil*, Paris, Seuil, « Histoire immédiate », 1979, 118 p.

pour définir ces Vietnamiens de l'étranger⁵. Au Viêt Nam, les chercheurs et politiques lui préfèrent en revanche le mot « communauté » (*cộng đồng*). Selon la définition utilisée par Trần Trọng Đăng Đàn (2005), ce dernier terme désigne « l'ensemble des personnes qui vivent dans une société, qui ont en général des points en commun et qui sont attachées à un même bloc⁶ ». La diversité des vagues migratoires (raisons de départs et périodes), le degré d'intégration dans le pays d'accueil, l'absence de réseaux structurés entre toutes les communautés vietnamiennes de par le monde et la panoplie des revendications identitaires des *Việt kiều* font que l'usage du terme « diaspora » n'est pas si évident. C'est pourquoi certains auteurs se montrent plus prudents quant à son utilisation. L'anthropologue Lê Huu Khoa (2004), par exemple, préfère parler d'un « début de construction diasporique⁷ » aux États-Unis et au Canada, quand d'autres évoquent des « communautés à dimensions diasporiques⁸ ».

Enfin, il est nécessaire au préalable de définir certains termes. Celui de *Việt kiều*, par exemple, désigne en vietnamien les Vietnamiens qui vivent ou qui ont vécu longtemps hors du Viêt Nam. L'utilisation de l'appellation *kiều*, d'origine chinoise, désigne au départ les personnes qui vivent hors de leur pays pour des séjours longs, mais non définitifs. Avant 1975, les Vietnamiens exilés qui soutiennent la révolution communiste sont désignés par les dirigeants du Parti comme les *Việt kiều yêu nước* (littéralement, les « *Việt kiều* qui aiment le pays » et, par extension, les « *Việt kiều* patriotes »). Le terme *Việt kiều* arbore une connotation plus négative à partir de 1975 car il fait de plus en plus référence aux exilés politiques non en phase avec le régime communiste. Il est toutefois encore largement employé aujourd'hui dans le langage courant, dans les médias ainsi que dans le titre d'associations du Front de la Patrie, à l'instar

⁵ Par exemple : Nathalie Huynh Chau Nguyen, *Memory Is Another Country. Women of the Vietnamese Diaspora*, Santa Barbara, Praeger, 2009, 248 p. Lam Thanh Liem et Jean Mais, « La diaspora vietnamienne en France : un cas particulier, la région parisienne », *Église d'Asie*, n° 207, 1995. Georges Boudarel, « La diaspora vietnamienne et les perspectives de réconciliation nationale », *Vietnam Review*, n° 1, automne-hiver 1996, p. 338-357. Notons que le chercheur vietnamien Đặng Phòng a lui aussi utilisé ce terme dans son article « The Vietnamese diaspora : returning and integrating into Vietnam », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16, n° 1, 2000, p. 183-205.

⁶ « Toàn thể những người sống thành một xã hội, nói chung có những điểm giống nhau, gắn bó thành một khối », voir Viện Ngôn ngữ học [Institut d'études linguistiques], *Từ điển tiếng Việt* [Dictionnaire vietnamien], Hanoi, Nxb Khoa học xã hội [Maison d'édition de sciences sociales], 1998, cité par Trần Trọng Đăng Đàn, *Người Việt Nam ở nước ngoài không chỉ có « Việt kiều »* [Les Vietnamiens de l'étranger ne se réduisent pas aux *Việt kiều*], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2005, p. 13-14.

⁷ Lê Huu Khoa, « Vietnamiens d'outre-mer, communauté réelle ou diaspora potentielle ? », in Stéphane Dovert et Benoît de Tréglodé (dir.), *Việt Nam contemporain*, op. cit., p. 485.

⁸ Barbara Vailla, *Boat people vietnamiens : vers l'émergence d'une mémoire collective*, IEP de Lyon, 2008.

de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng (*Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng*). À compter du milieu des années 1990, ce terme a de plus en plus droit de cité sous le vocable « Vietnamiens de l'étranger » (*người Việt Nam ở nước ngoài*) dans le discours des politiques ainsi que dans le titre des comités qui s'occupent de la gestion des communautés vietnamiennes à l'étranger. Cette dernière expression reste cependant vague quant au statut des Vietnamiens de l'étranger et semble englober de nombreuses catégories (étudiants, travailleurs, touristes, exilés, etc.).

La définition de l'expression « Vietnamien résidant à l'étranger » est plus précise. Selon l'article 3 de la loi sur la nationalité de 2009, intitulé « Interprétation de certains termes⁹ », est considéré comme « Vietnamien résidant à l'étranger » (*người Việt Nam định cư ở nước ngoài*) tout citoyen vietnamien ou personne d'origine vietnamienne qui réside et s'établit durablement à l'étranger. L'article 4 précise quant à lui qu'une « personne d'origine vietnamienne résidant à l'étranger » (*người gốc Việt Nam định cư ở nước ngoài*) est une personne qui possède « la nationalité vietnamienne, laquelle avait été déterminée par le principe du sang dès sa naissance, [et la transmet à] ses enfants ou ses petits-enfants qui résident et s'établissent durablement à l'étranger ».

L'appellation *Kiều bào*, qui est largement utilisée par les médias et les hommes politiques vietnamiens, a un écho particulier dans le discours d'Union nationale. Elle fait référence à la légende « Les enfants du dragon et de la fée » sur les origines du peuple *Việt*¹⁰. Le mot *Bào* (placenta) évoque l'œuf dans lequel se trouvaient les cent *Việt* de la légende. Respectant une interprétation mythique de la nation, l'historien et économiste Đặng Phong estime par exemple que l'expression *Kiều bào* rappelle aux Vietnamiens qu'ils sont tous issus du même « paquet », qu'ils ont les mêmes parents, les mêmes ancêtres, et ce même s'ils vivent loin du pays natal¹¹. Utilisée maintes fois par le président Hồ Chí Minh pour exalter le patriotisme des exilés lors de la révolution,

⁹ « Nghị định số 78/2009/NĐ-CP ngày 22/09/2009 : Quy định chi tiết và hướng dẫn thi hành một số điều của Luật Quốc tịch Việt Nam » [Décret n° 78/2009/NĐ-CP daté du 22 septembre 2009 : Règlement détaillé et instruction d'exécution de quelques points de la loi sur la nationalité], <http://lanhsuvietnam.gov.vn>

¹⁰ Cette légende fait référence à l'union de Lạc Long Quân, descendant du mythique empereur chinois Shen Nong, avec Âu Cơ, une fée immortelle princesse des montagnes. Il naquit de cette union cent fils, connus sous le nom de *Bách Việt*. Âu Cơ emmena cinquante fils dans les montagnes, et Lạc Long Quân les cinquante autres au bord de la mer. Lạc Long Quân fonda un pays le long de la mer de Chine méridionale et il choisit son fils aîné, Hùng Vương, pour en faire son premier roi. Le roi Hùng Vương est présenté comme le « roi ancestral », les Vietnamiens étant considérés comme les petits-enfants du dragon et de la fée.

¹¹ Propos recueillis par l'auteur en 2006.

l'appellation *Kiêu bào* trouve là un gage de légitimité supplémentaire dans son acceptation contemporaine par les autorités.

Un nouveau cadre juridique a progressivement été élaboré pour faciliter l'intégration des Vietnamiens de l'étranger à la nation vietnamienne. Pendant des années, la méfiance envers les *Việt kiều* avait empêché toute évolution. Il reste à déterminer si les récentes lois sur la nationalité et les droits qui en découlent répondent aux aspirations des *Việt kiều* et servent les desseins du gouvernement vietnamien. Si des progrès importants ont été réalisés ces dernières années, avec le retour dans leur pays d'origine de nombreux Vietnamiens de l'étranger (pour une durée plus ou moins longue), les stigmates d'un passé sous tension demeurent vivaces et questionnent la densité des relations et des échanges contemporains.

Ce travail a pour objet de présenter les différentes caractéristiques du nationalisme transnational vietnamien, ses enjeux et ses effets. Il s'agit de déterminer quels changements sont intervenus dans les relations entre le Viêt Nam et les *Việt kiều* et quelles sont les limites et perspectives des politiques transnationales du gouvernement vietnamien. Les sources utilisées dans cette étude émanent principalement d'une recherche effectuée à Hô Chi Minh-ville, Hanoi et Hải Phòng (fin 2009-début 2011). Elles comprennent des textes de loi, des articles de presse, des études de chercheurs vietnamiens ainsi que des revues ou des ouvrages édités par les différentes structures en lien avec les *Việt kiều*. Ce corpus est également nourri de différents entretiens et discussions effectués lors de rencontres avec des responsables du Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger et d'associations de liaison avec des *Việt kiều* membres du Front de la Patrie. Enfin, cette étude s'appuie sur les témoignages de *Việt kiều* de retour ou de passage au Viêt Nam dans le même laps de temps.

Elle se concentre volontairement sur la dimension juridique et officielle des institutions *Việt kiều*, sans pour autant prétendre à une quelconque exhaustivité dans un domaine associatif et identitaire par essence en permanente transformation. Ainsi ne sont pas prises en considération les associations religieuses *Việt kiều* dont le type de législation, de mobilisation sociale, de sociabilité et de revendication politique est singulier et entre dans une autre grille de lecture selon nous dans les interactions *Việt kiều*-État vietnamien¹².

¹² Pour une illustration des dynamiques et revendications politico-religieuses des *Việt kiều*, voir l'article de Jérémy Jammes, « Cao daism and its global networks : an ethnological approach of a Vietnamese religious movement in Vietnam, Cambodia and overseas » (*Moussons. Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, novembre 2009, p. 339-358), dans lequel l'auteur expose comment des tractations contemporaines entre Hanoi et Phnom Penh ont permis le rapatriement fin novembre 2006 du corps du médium caodaïste Phạm Công Tắc au Saint-Siège de Tây Ninh.

Chapitre 1

L'Union nationale et les *Việt kiều* (1986-2004)

1 - Répartitions des Vietnamiens de l'étranger

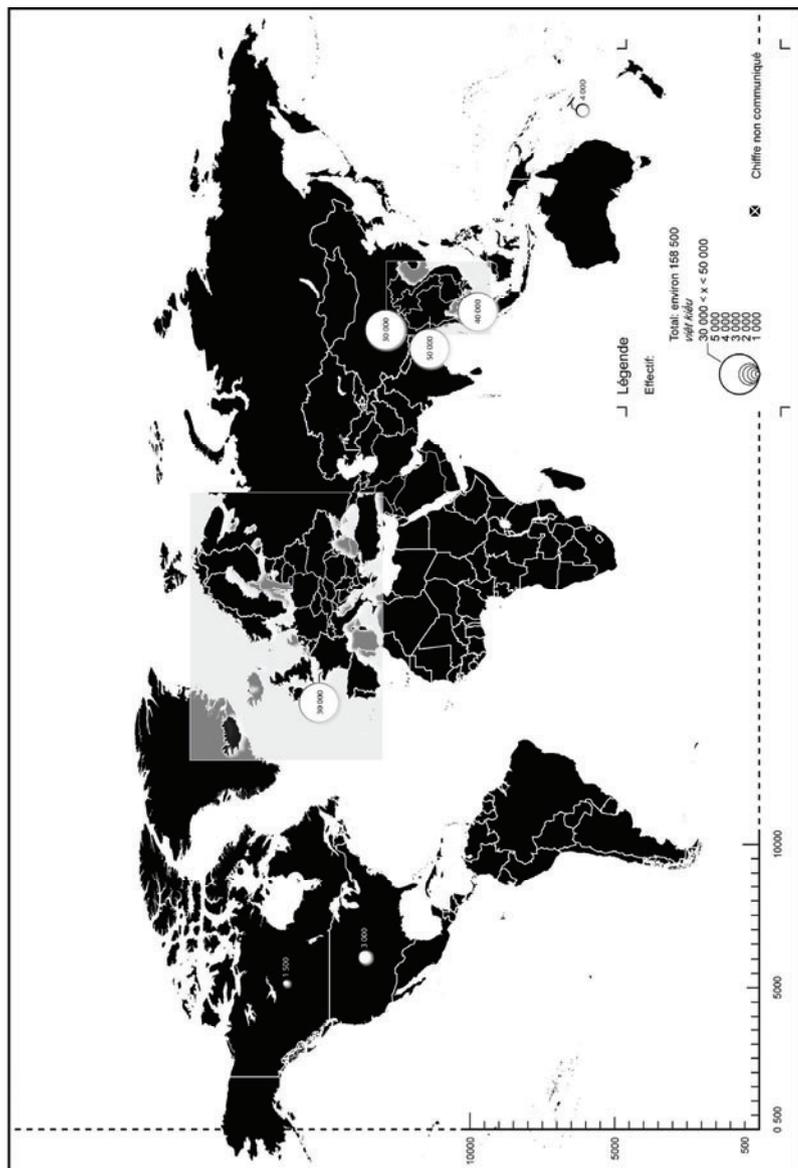
La RSVN estime à environ 4 millions¹³ le nombre de « Vietnamiens résidant à l'étranger » (*người Việt Nam định cư ở nước ngoài*). La communauté vietnamienne des États-Unis est de loin la plus nombreuse avec 2,2 millions de personnes. La France et l'Australie sont en deuxième position avec 300 000 personnes. Environ 250 000 *Việt kiều* vivent au Canada, 120 000 en Allemagne et 60 000 en Russie. D'autres communautés moins importantes se trouvent en Europe et au Moyen-Orient.

Avant 1975, le nombre de *Việt kiều* s'élève à environ 150 000 personnes vivant principalement en Asie du Sud-Est continentale. Au XVIII^e siècle, des catholiques vietnamiens se sont réfugiés en Thaïlande et ont été suivis un siècle plus tard par des résistants à la colonisation française. En 1945, des groupes de résistants autour de la cause communiste de Hồ Chí Minh y organisent une base arrière pour lutter contre les Français¹⁴. Quant à la présence vietnamienne au Cambodge et au Laos, elle s'explique en grande partie par l'envoi de fonctionnaires et de subalternes voulu par les autorités coloniales dans le cadre

¹³ Il est difficile d'avoir un chiffre précis du nombre de Vietnamiens qui se sont installés durablement à l'étranger. En 2004, le Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger estime qu'ils sont environ 3,4 millions. Actuellement, la presse vietnamienne avance des chiffres qui varient entre 3 et 4 millions. En comptabilisant les chiffres avancés sur le site <http://vietkieu.vietnamplus.vn/> (conseillé par un responsable du Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger), nous obtenons un total d'environ 4,3 millions de personnes. Notons que ce chiffre comprend les travailleurs vietnamiens qui se trouvent en principe temporairement à l'étranger.

¹⁴ Voir à ce sujet Christopher E. Gosha, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Curzon, Nordic Council of Ministers, 1999, 419 p.

Les Vietnamiens de l'étranger avant 1975



Source : Nguyễn Ngọc Hà, *Về người Việt Nam định cư ở nước ngoài [Les Vietnamiens résidents à l'étranger]*, Hồ Chí Minh-ville, 1990, p. 14.

Les Vietnamiens de l'étranger de 1975 à nos jours



Source : <http://www.vietkieu.vietnamplus.vn>

Tableau 1. Répartition des Vietnamiens à l'étranger avant 1975

| Pays | Nombre |
|--------------------|--------|
| Thaïlande | 50 000 |
| Cambodge | 40 000 |
| Laos | 30 000 |
| France | 30 000 |
| Nouvelle-Calédonie | 4 000 |
| États-Unis | 3 000 |
| Canada | 1 500 |

Source : Nguyễn Ngọc Hà, *Về người Việt Nam định cư ở nước ngoài* [Les Vietnamiens résidant à l'étranger], NXB Thành Phố Hồ Chí Minh, 1990, 123 p.

Tableau 2. Répartition des Vietnamiens à l'étranger après 1975

| Pays | Nombre | Pays | Nombre |
|--------------|-----------|------------------------------|--------|
| États-Unis | 2 220 000 | Royaume-Uni | 40 000 |
| Australie | 300 000 | Japon | 37 000 |
| France | 300 000 | Laos | 30 000 |
| Canada | 250 000 | Pologne | 20 000 |
| Taïwan | 200 000 | Norvège | 19 000 |
| Cambodge | 156 000 | Émirats Arabes Unis | 19 000 |
| Allemagne | 120 000 | Chine | 15 000 |
| Malaisie | 104 000 | Suède | 14 000 |
| Thaïlande | 100 000 | Ukraine | 10 000 |
| Corée du Sud | 90 000 | Suisse | 8 000 |
| Rép. Tchèque | 61 820 | Angola | 5 000 |
| Russie | 60 000 | N ^{elle} -Calédonie | 5 000 |

Note : ces chiffres englobent aussi les étudiants et les travailleurs vietnamiens qui sont pour la plupart à l'étranger de manière temporaire.

Source : <http://vietkieu.vietnamplus.vn/>

de la gestion administrative de l'Union indochinoise. La France avait par ailleurs envoyé, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, des travailleurs vietnamiens dans sa colonie de Nouvelle-Calédonie afin d'y exploiter les mines de nickel.

En Occident, dans les années qui précèdent la chute du Sud-Viêt Nam, seule la France compte un nombre représentatif de Vietnamiens (environ 15 000)¹⁵. Cette situation résulte du passé colonial de la France au Viêt Nam qui a, lors des deux guerres mondiales, mobilisé des Vietnamiens pour les envoyer au front ou dans les usines d'armement. En 1954, la fin de la présence française en Indochine occasionne une campagne de rapatriement des Vietnamiens qui avaient obtenu la nationalité française. Par la suite, les déboires du régime de Saïgon et la guerre civile engendrent de nouvelles arrivées. Enfin, comme le Canada, les États-Unis et le Japon, la France accueille lors de cette période des étudiants vietnamiens.

À partir de 1976, les excès totalitaires du PCV, superposés au marasme économique et au contexte causé par la troisième guerre d'Indochine en 1979 (intervention du Viêt Nam au Cambodge et guerre frontalière avec la Chine), font que de nombreux Vietnamiens quittent le pays pour des raisons politiques et/ou économiques. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que le flux migratoire des *boat people* se tariisse¹⁶. Entre 1975 et 1996, selon les Nations unies, environ 1,4 million de Vietnamiens ont quitté leur pays. Les États-Unis ont accueilli 64 % d'entre eux, le Canada 11,9 %, l'Australie 11,5 %, la France 3,4 %, l'Allemagne 2,1 % et le Royaume-Uni 1,8 %¹⁷.

À partir de la fin des années 1970 et jusqu'en 1990, de nombreux Vietnamiens « légalistes » se rendent en Europe de l'Est dans le cadre d'échanges entre pays communistes. Jusqu'en 1980, on distingue trois catégories de migrants : les diplomates, les cadres supérieurs et, dans une moindre mesure, les étudiants. Par la suite s'ajoute celle des travailleurs dont le nombre est estimé à environ 260 000¹⁸. La chute de l'URSS met fin à ce programme de coopération, mais certains Vietnamiens décident de s'installer

¹⁵ Lam Thanh Liem et Jean Maïß, « La diaspora vietnamienne en France : un cas particulier, la région parisienne », *op. cit.*

¹⁶ Voir à ce sujet Andrew Hardy, « Au-delà des vagues : écrire l'histoire des *boat people* vietnamiens », in Christopher E. Goscha et Benoît de Tréglodé (dir.), *Naissance d'un État-Parti. Le Viêt Nam depuis 1945*, Paris, Les Indes savantes, 2004, p. 305-322.

¹⁷ *Statistiques du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés*, cité par Magalie Barbier, « Les Vietnamiens de l'étranger », in Patrick Gubry, *Population et développement au Vietnam*, Paris, Karthala-CEPED, 2000, p. 289.

¹⁸ Andrew Hardy, « L'amitié et ses valeurs : esquisse ethnographique des travailleurs vietnamiens dans les pays socialistes d'Europe de l'Est », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16, n° 1, 2000, p. 235-246.

dans les ex-républiques soviétiques. Ainsi, des petites communautés vivent en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Ukraine ou en Tchécoslovaquie, et d'autres plus importantes dans l'ancienne Allemagne de l'Est et en Russie.

En 2006, selon le ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales, plus de 400 000 Vietnamiens travaillent sous contrat dans une quarantaine de pays, principalement au Japon, en République de Corée, à Taiwan et en Malaisie¹⁹. Le Viêt Nam exporte aussi sa main-d'œuvre au Moyen-Orient dans des pays comme le Qatar, la Libye et les Émirats arabes unis. Cette migration est en principe seulement temporaire.

Au Viêt Nam, la notion d'« Union nationale » (*Đại đoàn kết dân tộc*) est un principe politique préconisé pour la première fois en 1943 par le président Hồ Chí Minh avec le but de libérer le pays du joug colonial français. Elle s'adresse à toutes les composantes du peuple vietnamien de l'intérieur et de l'extérieur du pays. À cette époque, la majorité des exilés vietnamiens se trouvent en Asie du Sud-Est et en France. Nombre d'entre eux se rallient à la révolution et à la lutte contre la puissance coloniale française²⁰. La République démocratique du Viêt Nam (RDVN) mobilise à nouveau les « *Việt kiều* patriotes » lors du conflit qui l'oppose à la République du Sud-Viêt Nam (1954-1975) pour, cette fois-ci, libérer la population du Sud de la présence américaine.

À la suite de la réunification du pays en 1976, la RSVN met au banc de la nation les *Việt kiều*, et ce durant une dizaine d'années (1976-1986)²¹. Cette mise à l'écart trouve une explication dans les excès idéologiques des dirigeants qui considèrent à ce moment-là les *Việt kiều* qui ont fui le pays après la victoire de la RDVN comme des étrangers et des traîtres. Mais les relations se dégradent aussi avec les *Việt kiều* patriotes qui aspirent à plus de reconnaissance de la part de l'État-Parti. Malgré leur soutien pendant la guerre, ces derniers sont quasiment ignorés par le régime, lequel généralise une politique de méfiance.

En 1986, la politique d'ouverture du *Đổi mới* amène le Parti communiste du Viêt Nam à envisager de renouer avec les Vietnamiens de l'étranger. L'Union nationale avec les *Việt kiều* est remise à l'ordre du jour, concrétisant les nouveaux objectifs de développement et de modernisation du pays. La

¹⁹ « Le Viêt Nam cherche de nouveaux marchés d'exportation de main-d'œuvre », *Agence vietnamienne d'information*, 14 septembre 2006.

²⁰ Les *Việt kiều* de Thaïlande, mais aussi ceux du Cambodge et du Laos contribuaient par une précieuse assistance militaire. Ceux de France apportaient une aide morale et politique en soutenant les diplomates vietnamiens lors des négociations de Paris.

²¹ « Quyết định số 122-CP Về chính sách đối với người nước ngoài cư trú và làm ăn sinh sống ở Việt Nam » [Décision n° 122-CP sur les politiques envers les étrangers qui résident et vivent au Viêt Nam], <http://www.thuvienvhapluat.vn/archive/Quyết-dinh-Quyết-dinh-122-CP-chinh-sach-nguoi-nuoc-ngoai-cu-tru-va-lam-an-sinh-song-o-Viet-Nam-vb54734t1.aspx>

persistance des divergences politiques avec une partie des exilés qui militent pour des changements politiques dans leur pays d'origine concourt cependant à freiner la mise en œuvre de cette politique de rassemblement. Mais faire table rase du passé n'est pas chose aisée, ni pour le régime ni pour les exilés. Pas à pas et non sans difficulté, la RSVN va mettre en place un nationalisme transnational qui se concrétise pleinement à compter de la promulgation de la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW (2004)²².

2 - L'aboutissement d'un nationalisme transnational

La réhabilitation des *Việt kiều* à la nation

Le VI^e Congrès du PCV (décembre 1986) a représenté un tournant dans la gestion de la question *Việt kiều*. Võ Văn Kiệt²³ a été l'un des principaux artisans de ce revirement, alors qu'il était encore secrétaire du Parti communiste de Hồ Chí Minh-ville et membre alternatif du Bureau politique²⁴. Lors de ce Congrès, le président du Comité central des *Việt kiều*, Hoàng Bích Sơn²⁵, affirme dans un discours que « la communauté vietnamienne de l'étranger fait partie intégrante du peuple vietnamien²⁶ ». Il insiste non seulement sur le potentiel économique et intellectuel des exilés, mais aussi sur leur patriotisme potentiel. Afin d'appuyer ses propos, il cite le président Hồ Chí Minh qui avait mentionné que, « chez tout

²² Đảng Cộng Sản Việt Nam [Parti communiste du Việt Nam], « Nghị quyết số 36/NQ-TW ngày 26/03/2004 của bộ chính trị về công tác đối với người Việt Nam ở nước ngoài, Nhà xuất bản chính trị quốc gia » [Directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW du 26 mars 2004 relative à la mission à accomplir auprès des Vietnamiens de l'étranger], *op. cit.*

²³ Võ Văn Kiệt (1922-2008), originaire du Sud et ancien membre du *Việt Minh*, a été avec Nguyễn Văn Linh le fer de lance de la politique du Renouveau. Il a grandement contribué à la restauration de l'économie et au rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis.

²⁴ Hoàng Ngọc Hợp, « Cựu thủ tướng Võ Văn Kiệt và vấn đề Kiều bào » [L'ex-Premier ministre Võ Văn Kiệt et la question des *Kiều bào*], in Nhiều Tác giả, Ủy ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Ouvrage collectif, Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Kiều bào và quê hương* [Les *Kiều bào* et le pays natal], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Trẻ, 2006, p. 723-724.

²⁵ Hoàng Bích Sơn (1924-2000) était alors président du Comité central des *Việt kiều*, membre du Comité central du Parti et responsable de la section des Affaires étrangères (1986-1991).

²⁶ « Tại đại hội lần thứ, Cộng đồng người Việt Nam ở nước ngoài là một phần của dân tộc Việt Nam, Trích tham luận của đồng chí Hoàng Bích Sơn đại biểu đảng bộ khối đối ngoại » [« VI^e Congrès, la communauté vietnamienne de l'étranger est une partie intégrante du peuple vietnamien », extrait du discours du camarade Hoàng Bích Sơn, représentant de la section des Relations internationales du Parti], *Nhân dân*, n° 11856, 23 décembre 1986.

Vietnamien, il y a l'étoffe d'un patriote ». Hoàng Bích Sơn en conclut que le gouvernement vietnamien doit parfaire ses politiques pour que les compatriotes de l'étranger se sentent liés à la communauté nationale et participent au développement du pays. Néanmoins, les années suivantes placent la RSVN sous la pression des associations pro et antigouvernementales de l'étranger, qui jugent le moment opportun pour faire valoir leurs revendications. De nouveaux liens se tissent avec les associations patriotiques d'outre-mer, mais les tentatives de rabibochage avec les associations d'exilés politiques se soldent par un échec²⁷.

La concrétisation du discours d'Union

En 1994, le décret gouvernemental n° 74-CP²⁸ remodèle en profondeur le Comité central des *Việt kiều* et lui assigne des missions tangibles. Ce Comité est chargé de diffuser un message d'Union nationale auprès des *Việt kiều*, de faire des recherches sur les communautés et de proposer des projets de loi dans l'optique de mobiliser les Vietnamiens de l'étranger. La tâche est cependant ardue. La politique sécuritaire des années 1980 a laissé derrière elle des obstacles administratifs et des préjugés sur les *Việt kiều*, et les mesures établies dans le décret n° 74-CP ne peuvent se réaliser que timidement. Néanmoins, les dirigeants maintiennent le cap d'une politique de rapprochement et, en 2004, le Bureau politique promulgue la directive n° 36-NQ/TW. La plus haute instance du pays y affirme avec fermeté et détermination sa volonté de remédier aux manquements des politiques vis-à-vis des Vietnamiens de l'étranger. Un jugement sévère est porté sur les politiques précédentes qui ne sont notamment pas, selon la directive, « en phase avec l'évolution du monde » et qui « ne manifestent pas pleinement l'esprit de la Grande Union nationale ». La directive fait par ailleurs allusion au manque de rigueur de certains cadres dans l'application des mesures et surtout à la discrimination qui persiste à l'égard de

²⁷ Deux rencontres ont lieu les 21 et 24 juin 1989 à l'ambassade du Việt Nam à Paris au cours desquelles le ministre des Affaires étrangères, Nguyễn Cơ Thạch, rencontre notamment la délégation, venue des États-Unis, du « Mouvement pour apporter la démocratie et la prospérité au Việt Nam » dirigé par Nguyễn Huy Lợi, ancien colonel du Sud-Việt Nam (voir Georges Boudarel, « La diaspora vietnamienne et les perspectives de réconciliation nationale », *Vietnam Review*, n° 1, automne-hiver 1996, p. 349).

²⁸ « Nghị Định của chính phủ số 74-CP ngày 30/07/1994 về nhiệm vụ, quyền hạn và tổ chức bộ máy của Ủy ban về người Việt Nam ở nước ngoài » [Décret gouvernemental n° 74-CP daté du 30 juillet 1994 sur la mission, le pouvoir et l'organisation du système du Comité des Vietnamiens de l'étranger], <http://www.thuvienphapluat.vn/archive/Nghi-dinh/Nghi-dinh-74-CP-nhiem-vu-va-quyen-han-va-to-chuc-bo-may-cua-Uy-ban-ve-nguoi-Viet-Nam-o-nuoc-ngoai-vb38833t11.aspx>

certaines catégories de *Việt kiều*. Ainsi, le chapitre II, « Ligne directrice et orientation de la mission pour les prochaines années » (2005), fait part des recommandations suivantes :

« Il faut abandonner tout complexe et préjugé, effacer le passé en renonçant à toute discrimination de classe ; au contraire, [il faut] susciter un esprit d'ouverture, de respect, de sympathie et de confiance mutuelle pour regarder ensemble vers l'avenir. Tout Vietnamien, quelles que soient son origine ethnique, religieuse, familiale, sociale et la raison de son expatriation, s'il désire apporter sa contribution à la réalisation de l'objectif ci-dessus, est bienvenu dans le bloc de la Grande Union nationale²⁹. »

Cette citation en dit long sur le poids des préjugés portés sur le passé et sur leur persistance dans les mentalités. La directive n° 36-NQ/TW devient dès lors une référence et est suivie par la promulgation de nombreuses mesures vouées à établir des liens de solidarité avec les communautés. La série de réformes opérées par les comités des Vietnamiens de l'étranger de Hanoi et de Hô Chi Minh-ville est particulièrement représentative de ces évolutions. Longtemps bridés par la méfiance envers les exilés politiques, ils ont redéfini leur mission et jouent désormais un rôle plus important dans la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger.

3 - Les nouvelles missions des comités des Vietnamiens de l'étranger

Dirigé depuis les hautes sphères du PCV, le Comité de Hanoi a acquis de plus en plus d'autonomie et de responsabilités à compter de 1994. Il joue depuis peu le rôle de pierre angulaire dans la coordination et l'application des politiques envers les Vietnamiens de l'étranger. Le Comité de Hô Chi Minh-ville a lui aussi connu des évolutions significatives, mais ne dispose pas, malgré l'importante présence des *Việt kiều* dans le Sud du pays, du même pouvoir de décision. Il dépend du Comité populaire municipal de la ville et doit aussi se plier aux directives du Comité de Hanoi. On retrouve ici un exemple de la centralisation du pouvoir politique dans la capitale vietnamienne.

²⁹ Parti communiste du Viêt Nam, « Directive du Bureau politique relative à la mission à accomplir auprès des Vietnamiens de l'étranger » (version française), *VIET NAM infos*, n° 28, 15 janvier 2005.



BỘ NGOẠI GIAO
ỦY BAN NHÀ NƯỚC
VỀ NGƯỜI VIỆT NAM Ở NƯỚC NGOÀI

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
STATE COMMITTEE FOR OVERSEAS VIETNAMESE

32 Bà Triệu - Hoàn Kiếm - Hà Nội

Vers un Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger

En novembre 1959, sur un décret du Premier ministre Nguyễn Khang³⁰, le Comité central des *Việt kiều* (*Ban Việt kiều trung ương*)³¹ prend place au sein des structures de la RDVN. Il a pour mission principale d'encourager les Vietnamiens de l'étranger à soutenir la révolution par l'agitation politique et par l'envoi d'argent. Il est aussi chargé de gérer les opérations de rapatriements « patriotiques »³². En juillet 1994, la RSVN édicte le décret n° 74-CP³³ stipulant que le Comité doit remplir une fonction de « gestion étatique » afin d'appliquer les nouvelles politiques envers les *Việt kiều*. Le Comité central des *Việt kiều* change d'appellation pour devenir le « Comité des Vietnamiens de l'étranger » (*Ủy Ban người Việt Nam ở nước ngoài*, désormais CVE). Moins d'un an plus tard, le décret n° 77-CP établit que le CVE dépend désormais directement du ministère des Affaires étrangères. À partir de 1996, le poste de président du CVE est automatiquement attribué au vice-ministre des Affaires étrangères pour une période de quatre ans. Ont occupé ce poste : Nguyễn Dy Niên (1996-2000), Nguyễn Đình Bin (2000-2004), Nguyễn Phú Bình (2004-2007) et Nguyễn Thanh Sơn (décembre 2008-2011).

En 2004, la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW met en évidence les lacunes d'organisation des structures en lien avec les Vietnamiens de l'étranger :

« La coordination entre les ministères et les services compétents, le pouvoir central et les autorités locales, les instances de l'intérieur et celles de l'extérieur, souffre d'une faiblesse certaine, tandis que les organismes consacrés au travail en milieu expatrié manquent de consistance faute de budget suffisant³⁴. »

³⁰ Le Comité a aussi été présidé pendant quatorze ans par le Premier ministre Nguyễn Khang. Ancien ambassadeur en Chine (1957-1959) et membre de la Commission du Comité central du Parti à partir de 1951, il cumulait encore bien d'autres postes, notamment au ministère du Travail et au Front de la Patrie. De toute évidence, la gestion du Comité central des *Việt kiều* reflétait l'extrême centralisation du pouvoir au sein de la RDVN. L'état d'urgence occasionné par la guerre expliquait cette situation.

³¹ « Bốn mươi năm từ Ban Việt kiều trung ương đến Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài » [Quarante ans du Comité central des *Việt kiều* au Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 12, 1999, p. 21-22.

³² Boudarel Georges, « La diaspora et les exilés vietnamiens », *Relations internationales*, n° 54, 1988, p. 232-234.

³³ « Nghị Định của chính phủ số 74-CP ngày 30/07/1994 về nhiệm vụ, quyền hạn và tổ chức bộ máy của Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài » [Décret gouvernemental n° 74-CP daté du 30 juillet 1994 sur la mission, le pouvoir et l'organisation du système du Comité des Vietnamiens de l'étranger].

³⁴ Đảng Cộng Sản Việt Nam [Parti communiste du Việt Nam], « Nghị quyết số 36/NQ-TW ngày 26/03/2004 của bộ chính trị về công tác đối với người Việt Nam ở nước ngoài, Nhà xuất bản chính trị quốc gia » [Directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW datée du 26 mars 2004 relative à la

Le CVE est donc sommé de se réformer à nouveau afin d'assurer la coordination des instances de l'intérieur et de l'extérieur en lien avec les *Việt kiều*. Quatre ans plus tard, par le biais de la décision du Premier ministre n° 102/QĐ/TTG, il adopte l'appellation suivante : « Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger » (*Ủy Ban nhà nước người Việt Nam ở nước ngoài*, ci-après CEVE)³⁵ et devient le conseiller du Parti et de l'État dans les réalisations des politiques à l'égard des *Việt kiều*. Le Comité renforce l'action des quatre départements qui le composent : département de Coordination, département de l'Information et de la Culture, département des Relations économiques et département des Sciences et Technologies. Enfin, le CEVE est en charge de la publication de la revue *Le Pays natal (Tập Chí Quê Hương)*, de l'hôtel Quê Hương³⁶ et du Fonds de soutien à la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger.

Le Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hồ Chí Minh-ville

En 1978, un Comité de relation avec les *Việt kiều (Ban liên lạc Việt kiều)* (CRVK) est créé à Hồ Chí Minh-ville³⁷ dans une période confuse au cours de laquelle beaucoup de Vietnamiens du Sud s'exilent en Occident. La structure relève directement du Comité du Front de la Patrie de la ville. Le vice-président de ce dernier, Phạm Văn Ba, en occupe la présidence. Le CRVK est aussi placé sous la tutelle du Comité central des *Việt kiều* qui a d'ailleurs pris l'initiative de sa fondation. Son rôle est de soutenir le Comité central des *Việt kiều* dans la mise en œuvre des politiques en faveur des Vietnamiens de l'étranger rapatriés au pays. Il doit adresser des rapports au Comité de Hanoi sur l'« état d'esprit » des *Việt kiều* et sur les problèmes qu'ils rencontrent à leur retour au Việt Nam³⁸.

mission à accomplir auprès des Vietnamiens de l'étranger], *op. cit.*, partie I, « Situation actuelle et action récente vis-à-vis des Vietnamiens de l'étranger ».

³⁵ Cao Xuân Thần, « Chức năng, nhiệm vụ của Ủy Ban Nhà nước về người Việt Nam ở nước ngoài trong tình hình mới » [Fonctions et missions du CEVE dans la situation nouvelle], *Tập Chí Quê Hương*, n° 11, 2008, p. 24-25.

³⁶ Créé au début des années 1990, l'hôtel Quê Hương, situé près du CEVE, accueille les Vietnamiens de l'étranger de passage dans leur pays d'origine.

³⁷ « Ban liên lạc Việt kiều từ tháng 6/1978 đến 6/1981 » [Le Comité de relation avec les *Việt kiều* de juin 1978 à juin 1981], site officiel du Comité, <http://www.ubvk.hochiminhcity.gov.vn> (consulté le 21 janvier 2011).

³⁸ Après la victoire nord-vietnamienne, les élites expatriées avaient été invitées à rejoindre le pays pour le servir. Cependant, nombre d'entre elles se sont exilées une seconde fois en raison des discriminations et des contrôles inopinés qu'elles subissaient.

Ces mesures de surveillance répondent aux exigences sécuritaires de la décision n° 122-CP, qui fait preuve de scepticisme envers les *Việt kiều*.

En 1981, le CRVK (décision n° 108/QĐ-UB)³⁹ est placé directement sous l'égide du Comité populaire de Hô Chi Minh-ville⁴⁰. Phạm Văn Ba se maintient à la présidence du Comité jusqu'en février 1982, date à laquelle il est remplacé par le Dr Nguyễn Ngọc Hà, directeur adjoint du département de la Santé de la ville. Les nouvelles fonctions du Comité consistent à soutenir le Comité populaire de la ville dans la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger afin que ceux-ci contribuent au développement du Viêt Nam, et à lui proposer, ainsi qu'au Comité central des *Việt kiều*, des mesures qui leur offriraient des conditions favorables pour vivre et travailler. Il est par ailleurs chargé de déployer des coopérations dans les domaines des sciences et technologies, dans l'investissement de capitaux, dans l'import-export avec des sociétés, des associations, des organisations détenues par des Vietnamiens à l'étranger. Malgré la clarté de ce programme, les actions concrètes seront rares pendant plus d'une décennie. Le quotidien du Comité souffre de la politique sécuritaire des autorités qui tardent à donner le feu vert et un soutien pour leur mise en œuvre.

En 1994, le CVK est rebaptisé « Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hô Chi Minh-ville » (CVEHCMV)⁴¹ par le Comité populaire. Ces changements coïncident avec ceux opérés dans la capitale et il est précisé que le Comité est soumis aux instructions du CVE de Hanoi afin d'assurer l'homogénéité de l'application des politiques concernant les ressortissants vietnamiens à l'étranger⁴². Dès lors, le CVE de Hô Chi Minh-ville se dote de quatre bureaux spécialisés. Le Bureau de l'économie, des sciences et de l'industrie doit encourager les *Việt kiều* à investir au Viêt Nam. Le Bureau de l'information, de la culture et de la société a pour mission d'utiliser les nouvelles technologies de communication pour répondre aux besoins en matière d'information et de culture des communautés. Le Bureau de synthèse, de politique et de documentation a pour but de sensibiliser les Vietnamiens de l'étranger sur les lois et les politiques en vigueur à leur égard ainsi qu'à celui de leurs proches

³⁹ À cette occasion, le mot « relation » est supprimé de l'intitulé du Comité qui se nomme désormais Comité des *Việt kiều*.

⁴⁰ « Ban Việt kiều T. P. Hồ Chí Minh từ tháng 6/1981 đến 12/1994 » [Le Comité des *Việt kiều* de Hô Chi Minh-ville de juin 1981 à juin 1994], <http://www.uvbk.hochiminhcity.gov.vn>

⁴¹ « Ủy Ban người Việt Nam ở nước ngoài T. P. Hồ Chí Minh từ tháng 12/1994 đến nay » [Le Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hô Chi Minh-ville de décembre 1994 à aujourd'hui], <http://www.uvbk.hochiminhcity.gov.vn>

⁴² « Thành lập Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài Thành Phố Hồ Chí Minh thay thế Ban Việt kiều T. P. Hồ Chí Minh » [Fondation du Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hô Chi Minh-ville en remplacement du Comité des *Việt kiều* de Hô Chi Minh-ville], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 1, 1995, p. 16.

dans les provinces du Sud. Enfin, le Bureau d'administration, de management et d'accueil a pour principale fonction de guider les *Việt kiều* dans leurs démarches administratives. Le Comité abrite également le Club des sciences et technologies des *Việt kiều* et l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hồ Chí Minh-ville sur lesquels nous reviendrons plus tard.

Le CVE continue d'être dirigé par Nguyễn Ngọc Hà pendant dix-sept années jusqu'à sa retraite en 1999. Par la suite, ses successeurs ne restent pas aussi longtemps. Huỳnh Ngọc Ẩn, ancien ambassadeur du Việt Nam au Royaume-Uni, préside le Comité durant cinq ans. Il est remplacé en septembre 2004 par Nguyễn Chơn Trung, ancien responsable du Conseil d'administration des zones franches d'exportation et des parcs industriels de Hồ Chí Minh-ville. Depuis 2007, Phan Thám, ancien secrétaire adjoint du Comité du Parti du district de Bình Tân, préside le Comité. Il n'existe aucune règle concernant les modalités de nomination. Dans la plupart des cas, les remplacements se font pour cause de départ à la retraite et les présidents peuvent être issus de sphères variées : économique, politique ou diplomatique. Signalons pour terminer l'absence de Vietnamiens de l'étranger au sein de ces deux structures, à l'exception notable de Nguyễn Ngọc Hà qui est resté plusieurs années à la tête du Comité de Hồ Chí Minh-ville. Ils ont en revanche la possibilité, depuis la fin des années 1980, d'intégrer les associations de proches des *Việt kiều* qui sont incluses au Front de la Patrie. Celui-ci, comme il est expliqué ci-après, entend représenter le peuple vietnamien et symboliser l'Union nationale.

4 - L'Union nationale à l'épreuve des mouvements anticommunistes

La RSVN et la diffusion d'un message d'Union nationale

Le choix de la RDVN a d'abord été d'envoyer un message aux Vietnamiens de l'étranger *a priori* dénué d'idéologie politique, mais exaltant en revanche des repères culturels qui seraient communs à tous les Vietnamiens. Il insiste particulièrement sur l'attachement au pays natal, sur le culte des ancêtres, et rappelle le mythe des origines de la nation vietnamienne. Il joue clairement sur la nostalgie du pays d'origine et stimule l'amour de la patrie. Il se double, par ailleurs, d'une campagne d'information visant à montrer les changements économiques et politiques opérés au Việt Nam depuis le *Đổi mới*. La diffusion

de cet appel à l'Union nationale se fait par le canal médiatique et diplomatique, et est relayée par la rumeur et les discussions informelles.

Au mois d'août 1995, lors d'une conférence organisée par le Comité des Vietnamiens de l'étranger, le vice-Premier ministre Phan Văn Khải souligne que l'une des finalités importantes des politiques envers les *Việt kiều* est de leur offrir des informations et des supports culturels pour que la nostalgie, la tradition nationale ainsi que la langue vietnamienne puissent être préservées et développées dans les communautés. Selon le vice-Premier ministre :

« Le patriotisme va toujours de pair avec la préservation et le respect de la langue vietnamienne et de l'identité nationale. Tous ces éléments constituent un dénominateur commun de tous les Vietnamiens de l'étranger⁴³. »

Pour atteindre ces objectifs, l'État-Parti vietnamien se dote d'un réseau médiatique de communication. Le Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hồ Chí Minh-ville publie la revue *Les Kiêu bào et le pays natal (Kiêu bào và quê hương)*, et le Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger de Hanoi la revue *Le Pays natal (Tập Chí Quê Hương)*. Cette dernière est distribuée mensuellement au Viêt Nam et dans trente et un autres pays depuis 1994⁴⁴. Elle aborde plusieurs sujets : les lois et les politiques envers les *Việt kiều*, la situation économique et politique au Viêt Nam et la culture vietnamienne. La revue donne également des informations sur les communautés et une tribune d'expression est réservée aux *Việt kiều*.



⁴³ Bùi Công Hùng, « Mở rộng và đẩy mạnh thông tin văn hoá đối với cộng đồng người Việt Nam ở nước ngoài » [Élargir et renforcer la communication des informations culturelles auprès des Vietnamiens de l'étranger], *Tập Chí Quê Hương*, n° 10, 1996, p. 6.

⁴⁴ Vendue 6 000 *đồng* au Viêt Nam, la revue est également disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://quehuongonline.vn>

À la presse écrite s'ajoute la chaîne VTV4 qui diffuse gratuitement des programmes adressés aux Vietnamiens de l'étranger depuis 1998 sur presque tous les continents (sauf une partie de l'Afrique et de l'Amérique du Sud). La programmation reprend des émissions diffusées par les chaînes de la télévision vietnamienne et dispose aussi de ses propres programmes tels que *Rencontre avec les téléspectateurs de VTV4* et une émission consacrée à l'apprentissage de la langue vietnamienne. Le Viêt Nam se soucie en effet de maintenir la langue auprès des nouvelles générations de Vietnamiens de l'étranger afin que ces derniers conservent ou développent des attaches avec leur pays d'origine. Les autorités vietnamiennes s'emploient donc à diffuser des outils pédagogiques, à former des professeurs et à ouvrir des classes de vietnamien dans les communautés⁴⁵. Enfin, la sensibilisation culturelle et patriotique des *Việt kiều* s'effectue par l'organisation de tournées d'artistes vietnamiens et par la mise en place de coopérations culturelles avec les artistes d'origine vietnamienne.

Cependant, l'accueil du message d'Union nationale est mitigé. Sa réception est positive en Europe (notamment en Angleterre, en Belgique et en Allemagne) et dans les pays géographiquement proches du Viêt Nam (Cambodge, Laos et Thaïlande)⁴⁶. En revanche, les relations demeurent compliquées dans les pays à forte concentration d'exilés politiques, et particulièrement aux États-Unis. Le terrain médiatique et culturel y est déjà occupé par des journaux, des chaînes de télévision, des associations et des artistes hostiles à la RSVN. En 2004, la directive n° 36-NQ/TW souligne le besoin de « renouveler résolument et complètement les méthodes d'information et de propagande » auprès des Vietnamiens de l'étranger. Ainsi, l'utilisation d'Internet se développe et celle de la télévision, de la radio et de la presse écrite se renforce. Cette initiative ne tarde pas à créer des rapports de forces avec les opposants de certaines communautés. Notamment lorsque le Viêt Nam prévoit en 2004 d'amplifier la diffusion des programmes de VTV4. Nguyễn Dy Niên, ministre des Affaires étrangères, mentionne sur cette même chaîne que les détracteurs de ce projet « ne font que preuve de leur étroitesse d'esprit » et que « l'information est une chose importante pour ceux qui habitent loin de leur pays natal ». Il termine son intervention télévisée en affirmant qu'il espère recevoir l'appui des gouverne-

⁴⁵ Cette initiative se renforce par la promulgation de la décision du Premier ministre n° 281/QĐ-TTg datée du 22 mars 2004 concernant la ratification du projet de supporter l'enseignement et l'apprentissage de la langue vietnamienne auprès des Vietnamiens de l'étranger (« Quyết định của Thủ tướng Chính phủ số 281/QĐ-TTg ngày 22 tháng 3 năm 2004 về việc phê duyệt Đề án Hỗ trợ việc dạy và học tiếng Việt cho người Việt Nam ở nước ngoài »).

⁴⁶ Bùi Công Hùng, « Mở rộng và đẩy mạnh thông tin văn hoá đối với cộng đồng người Việt Nam ở nước ngoài » [Élargir et renforcer la communication des informations culturelles auprès de Vietnamiens de l'étranger], *op. cit.*

ments des pays concernés pour soutenir le projet⁴⁷. La voie diplomatique paraît être, en effet, un atout de taille pour le nationalisme transnational de la RSVN. Ceci vaut particulièrement pour les États-Unis qui ont accueilli, du fait de leur engagement militaire au Sud-Viêt Nam, de nombreux exilés politiques.

L'apaisement diplomatique avec les États-Unis a grandement contribué à changer l'image du Viêt Nam auprès des Américains d'origine vietnamienne. Ainsi, en 1997, soit trois ans après la normalisation des relations entre le Viêt Nam et les États-Unis, un consulat vietnamien s'est implanté à San Francisco, où réside la plus forte concentration de Vietnamiens de l'étranger⁴⁸, et un second au Texas en mars 2010⁴⁹. Les représentations diplomatiques jouent un rôle important dans la promotion de la culture vietnamienne et ont, selon Lê Quốc Hùng, consul du Viêt Nam en Californie⁵⁰, la mission de « maintenir la langue vietnamienne, l'identité et les traditions nationales » auprès des Vietnamiens de l'étranger. Depuis lors, les deux pays multiplient les échanges économiques, les coopérations et les rencontres diplomatiques au cœur desquels la question des *Việt kiều* occupe une place importante. Cette nouvelle donne a contribué à affaiblir et isoler les mouvements antigouvernementaux, comme l'a dernièrement souligné l'ambassadeur du Viêt Nam aux États-Unis, Lê Công Phụng, dans une interview retranscrite dans le journal *Quân đội Nhân dân* :

« Les échanges commerciaux entre le Viêt Nam et les États-Unis sont passés d'environ 600 millions de dollars en 2000 à environ 15 milliards de dollars en 2009. Quelque 13 000 étudiants vietnamiens étudient aujourd'hui aux États-Unis. Le Viêt Nam est parmi les rares pays asiatiques du Sud-Est à avoir un dialogue stratégique, de sécurité et de défense avec les États-Unis. [...] La diaspora vietnamienne aux États-Unis devrait atteindre le chiffre de 2 millions de personnes contre 1,7 million selon les statistiques officielles. Il s'agit de la plus grande communauté de Vietnamiens à l'étranger. Leur hostilité au pouvoir vietnamien diminue de plus en plus en raison de la déclaration officielle des États-Unis de développer leurs relations d'amitié et de coopération avec le Viêt Nam et des politiques bienveillantes du Viêt Nam à l'égard de cette communauté⁵¹. »

⁴⁷ Linh Huong, « *Việt kiều* : un fond d'assistance et une chaîne de télé pour un meilleur rapprochement », *Le Courrier du Viêt Nam*, 6 juin 2004.

⁴⁸ Lê Quốc Hùng, « Greetings from the Consul General », site officiel du consulat vietnamien à San Francisco, <http://www.vietnamconsulate-sf.org> (consulté le 15 décembre 2010).

⁴⁹ « Un Consulat général du Viêt Nam à Houston », *Agence vietnamienne d'information*, 29 mars 2010.

⁵⁰ Lê Quốc Hùng, « Greetings from the Consul General », *op. cit.*

⁵¹ *Quân đội Nhân dân*, 12 juillet 2010.

Les nouveaux liens d'amitié tissés entre les deux pays autorisent également les politiques vietnamiens à venir prôner l'Union nationale au sein même des communautés. Par exemple, le 22 juin 2007 à Washington, lors de la première visite officielle du président Nguyễn Minh Triết, celui-ci s'adresse à la communauté vietnamienne dans les termes suivants :

« Nous sommes tous des Vietnamiens ayant la peau jaune et le sang rouge et notre mère commune est le Viêt Nam. Bien que cette mère ait des difficultés, nous aimons cette mère pour toujours⁵². »

L'appartenance filiale et la fidélité de tous les Vietnamiens à leur terre natale auxquelles fait référence le président sont des constantes du discours nationaliste vietnamien. Quelques jours plus tard, lors d'une interview accordée à la chaîne américaine CNN, Nguyễn Minh Triết s'exprime à propos des Américains d'origine vietnamienne qui s'opposaient à sa visite et de manière plus générale au régime vietnamien :

« Notre message est que les Vietnamiens résidant à l'étranger en général et aux États-Unis en particulier font partie intégrante du peuple vietnamien. Le gouvernement vietnamien souhaite les voir réussir aux États-Unis. Nous souhaitons qu'ils servent de lien entre le Viêt Nam et les États-Unis. Nous les invitons à revenir visiter le Viêt Nam pour voir les évolutions du Viêt Nam et changer leur point de vue sur leur pays⁵³. »

Si les relations du régime avec l'ensemble des communautés vietnamiennes à travers le monde ont montré des signes d'ouverture de la part du régime, le nationalisme à distance de la RSVN est néanmoins parfois mal accueilli par certains *Viêt kiều* qui cherchent à l'endiguer. Reste à déterminer dans quelle mesure ces derniers représentent un obstacle à la réalisation de l'Union nationale.

La restructuration des groupuscules antigouvernementaux

Les Vietnamiens de l'étranger qui militent pour des changements politiques au Viêt Nam regroupent divers profils : religieux, militants démocratiques, dissidents communistes et exilés politiques originaires du Sud-Viêt Nam. Ils ont créé, au début des années 1980, de nombreuses associations, pour la plupart établies aux États-Unis. Pour des raisons d'ego et de divergence

⁵² *Tuổi Trẻ*, 22 juillet 2007.

⁵³ *Sài Gòn Giải Phóng*, 26 juin 2007, p. 8.

de fond, ces associations n'ont jamais réussi à rassembler leurs forces au sein d'un mouvement commun et beaucoup d'entre elles n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. Néanmoins, l'interventionnisme grandissant du Viêt Nam dans les communautés a favorisé, à son insu, l'unification de différentes mouvances d'opposition. Le groupe *Việt Tân* apparaît aujourd'hui comme le principal instigateur de ce rassemblement. Qualifiés de minoritaires par les autorités vietnamiennes, les membres de cette organisation réussissent tout de même à troubler la réalisation de la Grande Union nationale.

Le renouveau du Việt Tân

Le Parti pour la réforme du Viêt Nam (*Việt Nam Canh Tân Cách Mạng Đảng*, ou *Việt Tân* en abrégé) a été fondé sur une initiative de Hoàng Cơ Minh, vice-amiral de la Marine sous la République sud-vietnamienne. Après son exil aux États-Unis, il fonde en 1980 le Front national pour la libération du Viêt Nam (FNLVN) dans l'espoir de renverser le pouvoir communiste. L'ancien vice-amiral et ses partisans prennent le maquis dans la région montagneuse d'Udon en Thaïlande où ils créent le *Việt Tân* (1982). L'entreprise militaire du FNLVN se solde finalement par un échec et par la mort de Hoàng Cơ Minh en 1987. Les années suivantes, le *Việt Tân* traverse une crise interne et devient inactif. L'écroulement de l'Union soviétique lui offre un nouveau départ, et l'ouverture du Viêt Nam l'occasion de redéfinir une stratégie.

Au début des années 1990, l'organisation s'applique à rassembler les mouvements d'opposition, toutes tendances confondues, au sein d'un programme commun. Selon *Le Courrier du Việt Nam*, le *Việt Tân* élargit son réseau en Europe en mettant en place de nombreuses associations telles que l'Union vietnamienne pour la liberté, l'Association des experts vietnamiens d'outre-mer, le Comité central de la République tchèque pour la liberté, et établit des liens avec des opposants de l'intérieur du pays⁵⁴. Après une quinzaine d'années consacrées à sa restructuration, le parti *Việt Tân* a annoncé officiellement son retour lors d'une cérémonie organisée à Berlin en 2004. La stratégie change de tout au tout et l'organisation s'engage dans une « lutte pacifique et non violente » dans le but d'« établir une démocratie pluraliste » au Viêt Nam⁵⁵. Le recours à la force est devenu une option obsolète après toutes ces années. Le régime communiste est solidement ancré, le *Việt Tân* ne dispose d'aucun soutien militaire et l'utilisation de la violence noircirait son image.

À l'occasion du VI^e Congrès du Parti, Đỗ Hoàng Điem est élu président du Comité central du *Việt Tân*. Titulaire d'un *Master of Business Administration*

⁵⁴ Tuan Việt, « *Việt Tân* ou un groupuscule d'extrémistes exilés », *Le Courrier du Việt Nam*, 8 avril 2007.

⁵⁵ Site officiel du *Việt Tân*.

obtenu à l'université de Houston, il est membre de l'organisation depuis 1982. Le secrétaire général est Lý Thái Hùng, ingénieur au Japon et auteur de l'ouvrage *De l'Europe de l'Est au Viêt Nam*⁵⁶. Les neuf autres membres officiels du Comité central résident aussi à l'étranger⁵⁷. Đặng Vũ Chấn (Washington, États-Unis), médecin, est membre du Comité central depuis 2001. Đỗ Đăng Liêu (Australie), diplômé en sciences économiques et du travail social, est le cofondateur de l'Association des étudiants vietnamiens de Bruxelles et un ancien membre de l'Association générale des étudiants vietnamiens de Paris ; il a rejoint le *Việt Tân* en 1989 et est membre du Comité central depuis 2001. Hoàng Cơ Định, docteur en chimie à l'université de Lille (France), est un membre important du *Việt Tân* depuis 1982. Hoàng Tử Duy (Washington, États-Unis), ancien agent financier à la Banque mondiale, est membre du *Việt Tân* depuis 1996 et du Comité central depuis 2001. Nguyễn Đỗ Thanh Phong (Australie), cardiologue, est membre du *Việt Tân* depuis 1998 et du Comité central depuis 2006. Nguyễn Hoàng Thanh Tâm (Australie), titulaire d'une maîtrise en multimédias, est membre du *Việt Tân* depuis 1998 et du Comité central depuis 2006. Nguyễn Kim (États-Unis), ancien officier supérieur de l'armée de l'air du Sud-Viêt Nam, joue un rôle important dans le *Việt Tân* depuis 1982. Nguyễn Quốc Quân (États-Unis), titulaire d'un doctorat en mathématiques à l'université de Caroline du Nord, est membre depuis 1988. Nguyễn Trọng Việt (États-Unis), médecin anesthésiste, est membre depuis 1984.

L'organisation forme un réseau transnational qui s'inscrit dans diverses structures : entreprises, cabinets d'avocats, organisations non gouvernementales et associations diverses. Elle semble cultiver le secret et miser sur l'infiltration. Ainsi, la rubrique « Qui sommes nous ? » du site officiel de l'organisation indique :

« Le *Việt Tân* compte des membres et des partisans à travers tout le Viêt Nam et dans la plupart des communautés vietnamiennes d'outre-mer. Nos membres forment le lien entre le pays et la diaspora. Nous sommes l'étudiant universitaire à Hanoi, le blogueur à Saigon, le médecin à Sydney, l'ingénieur en Californie et le retraité à Paris. Nos membres comprennent des prisonniers de conscience célèbres et de simples particuliers qui ont sacrifié leur vie pour un Viêt Nam libre. Organisé par sections au niveau local, le *Việt Tân* est dirigé par un Comité central mené par un président, M. Đỗ Hoàng Diễm, et un secrétaire général, M. Lý Thái Hùng⁵⁸. »

⁵⁶ Lý Thái Hùng, *Đông Âu tại Việt Nam*, Sacramento, Nxb Vietnews, 2006, 608 p. Selon le site *Việt Tân*, cet ouvrage analyse la chute du communisme en Europe de l'Est et les leçons applicables au Viêt Nam.

⁵⁷ Le Comité comprend aussi des membres au Viêt Nam. Le site ne fait pas mention de leur nom, de leur nombre ni de leurs activités pour des raisons évidentes.

⁵⁸ Site officiel du *Việt Tân*.

Encadré 1 : Biographie de **Đỗ Hoàng Điem**

Đỗ Hoàng Điem est président du Parti pour la réforme *Việt Tân* depuis 2006. Il est né en 1963 à Saigon. Il quitte le Viêt Nam lors de la prise de Saigon et rejoint les États-Unis en juin 1975. Il devient membre du *Việt Tân* en 1982 alors qu'il est encore étudiant. Parallèlement à ses activités militantes, il obtient un *Bachelor of Science* à l'université de Californie (Irvine) en 1984 et un *Master of Business Administration* à l'université de Houston en 1987. Il occupe par la suite divers postes de direction dans différents secteurs comme celui de la finance, de la production et de la santé. Il monte peu à peu en grade dans le *Việt Tân* et est directeur régional du Parti en Californie du Sud de 1991 à 1995. L'année suivante, il devient directeur des Affaires externes du Parti jusqu'en 2004, date à laquelle il est promu directeur politique pour un an. Il est élu président du *Việt Tân* pour cinq ans lors du VI^e Congrès du Parti en septembre 2006 à la place de Nguyễn Kim.

En mai 2007, **Đỗ Hoàng Điem** est reçu à la Maison-Blanche par George W. Bush pour discuter du traitement sévère appliqué par le gouvernement vietnamien à l'égard des militants vietnamiens pour la démocratie et de l'imminente visite diplomatique du président vietnamien, Nguyễn Minh Triết, aux États-Unis. Durant cet entretien, **Đỗ Hoàng Điem** demande au président américain de faire pression sur Hanoi pour faire respecter les droits de l'Homme et soutenir les forces démocratiques afin que s'opèrent des changements au Viêt Nam.

Le *Việt Tân* veut ainsi donner l'image d'un groupe organisé et diversifié dont la principale préoccupation est de défendre la liberté du peuple vietnamien. L'opacité et le mode de fonctionnement de l'organisation ne permettent cependant pas de connaître le nombre de membres qui la composent et de savoir si elle est vraiment très ancrée dans les communautés. Il est sûr que les vicissitudes que le *Việt Tân* (scandales financiers et règlements de comptes) a traversées pendant les années 1980 et l'ouverture diplomatique et économique du Viêt Nam ont porté atteinte à sa crédibilité. Le *Việt Tân* doit donc s'adapter à une nouvelle situation et œuvrer au ralliement des Vietnamiens qui sont à l'étranger et au Viêt Nam.

Ainsi, il dit vouloir faire émerger une société civile au sein de la population vietnamienne en « débridant les talents et les aspirations de la nation vietnamienne ». Le groupe utilise pour cela la radio, la presse et Internet, et organise des opérations de sensibilisation au sein même du peuple vietnamien et des communautés vietnamiennes de l'étranger. Le *Việt Tân* cherche par ailleurs le soutien des gouvernements occidentaux et d'organisations non gouvernemen-

tales telle Amnesty International pour mettre sous pression les autorités vietnamiennes. Pour ce faire, il invoque la violation des droits de l'Homme et de la liberté d'expression au Viêt Nam.

En 2004, le *Việt Tân* a par exemple mis en place la « Campagne de soutien à la liberté sur Internet au Viêt Nam » qui vise à sensibiliser la communauté internationale à la question de la liberté d'expression au Viêt Nam⁵⁹. Cette campagne a aussi pour objectif de créer une « société civile virtuelle » et de soutenir les cyberdissidents vietnamiens qui sont emprisonnés, comme par exemple le blogueur Nguyễn Văn Hải⁶⁰. Autre exemple : en avril 2009, le *Việt Tân* lance la campagne « Sauvez Tây Nguyên » à l'occasion de la Journée mondiale de la Terre. Selon le *Việt Tân*, cette région montagneuse du Centre du Viêt Nam est menacée car le gouvernement vietnamien a décidé d'exploiter les mines de bauxite qui s'y trouvent en coopération avec une société chinoise qui ne respecte pas les normes écologiques. Ainsi, le *Việt Tân* sensibilise la population de cette région par l'intermédiaire d'un site Internet et de pétitions.

Comment Hanoi voit-elle aujourd'hui cette opposition ?

L'organisation ainsi que les autorités vietnamiennes ne semblent pas prêtes à un compromis. Au contraire, ces dernières cherchent à faire disparaître cette opposition qu'elles assimilent à une forme de terrorisme et qui est considérée comme un frein à l'Union nationale.

Dans un rapport intitulé *Recherche sur la psychologie et sur la pensée politique de la communauté vietnamienne à l'étranger. La solution à entreprendre pour la solidarité nationale*⁶¹, rédigé en 2006, Lê Hung Quốc, vice-directeur du département consulaire de Hồ Chí Minh-ville, indique que, depuis quelque temps, les organisations « réactionnaires » sont sorties de leur silence pour agir au grand jour. Il qualifie néanmoins, à l'instar du discours

⁵⁹ Site officiel du *Việt Tân*, rubrique « Les campagnes actuelles ».

⁶⁰ Sous le pseudonyme « Điều Cày », Nguyễn Văn Hải avait ouvert un blog de discussion sur Yahoo! 360° qui abordait des sujets comme la corruption et la liberté d'expression au Viêt Nam. Il créa par la suite le site Internet du « Club des journalistes libres » (*Câu Lạc Bộ Nhà Báo Tự Do*) pour être finalement condamné en février 2008 à trente mois d'emprisonnement sous prétexte d'évasion fiscale. Après une perquisition à son domicile, sa peine fut prolongée pour « propagande contre l'État socialiste ». Il est toujours en prison à l'heure actuelle. Duy Hoang, « Viêt Nam – Libérez le blogueur Điều Cày », <http://fr.globalvoicesonline.org/2010/11/02/48154/>

⁶¹ Lê Hung Quốc, Bộ ngoại giao, số ngoại vụ T. P. Hồ Chí Minh [Ministère des Affaires étrangères, département des Affaires extérieures de Hồ Chí Minh-ville], *Đề tài nghiên cứu khoa học : Nghiên cứu tâm lý và tư tưởng chính trị của cộng đồng người việt nam ở nước ngoài. Giải Pháp thực hiện đại đoàn kết dân tộc* [Sujet de recherche scientifique : Recherche sur la psychologie et sur la pensée politique de la communauté vietnamienne à l'étranger. La solution à entreprendre pour la solidarité nationale], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Thành Phố, 2006, 126 p.

officiel, les anticommunistes *Việt kiều* de minoritaires et d'extrémistes. À en croire la presse d'opposition de l'étranger, Hanoi est loin d'être restée passive face au rassemblement des associations qui lui sont hostiles. Ainsi, selon un article de Nguyễn Trọng Việt, membre du Comité du *Việt Tân*, le gouvernement vietnamien soudoierait des éléments perturbateurs pour semer la zizanie dans les associations antigouvernementales, et des médias à sa botte traiteraient volontairement des sujets propices à semer la discorde⁶². Le *Việt Tân* dénonce aussi plusieurs cyberattaques orchestrées à l'encontre de différents sites militants pour la démocratie au Việt Nam.

Les moyens d'action de l'opposition ne se limitent pas aux seuls médias. Les militants se rendent au Việt Nam même pour faire du prosélytisme au sein de la population vietnamienne, au risque de se faire emprisonner, comme cela a été le cas en 2007 : en effet, le 16 novembre, trois membres du groupe *Việt Tân* sont interpellés à Hồ Chí Minh-ville et accusés de propagande contre l'État vietnamien. Il s'agit de Thị Thanh Vân, journaliste française d'origine vietnamienne, correspondante du mensuel *Démocratie au Vietnam* et de la radio Nouvel Horizon, de Trương Léon, activiste résidant aux États-Unis, et de Lư Ngọc Bang, militant de nationalité thaïlandaise. Avec l'aide de deux sympathisants vietnamiens, ils auraient tenté de distribuer 7 000 tracts « réactionnaires » indiquant les fréquences d'écoute de la radio Nouvel Horizon et appelant à l'insurrection et à l'adhésion au *Việt Tân*. Quelque temps plus tard, Nguyễn Quốc Quân, *Việt kiều* américain et membre du Comité du *Việt Tân*, est arrêté après s'être introduit au Việt Nam *via* le Cambodge sous une fausse identité. Enfin, le 23 novembre, un couple de *Việt kiều* californiens, soit disant lié au *Việt Tân*, est arrêté à l'aéroport de Hồ Chí Minh-ville en possession, selon la Sûreté vietnamienne, d'une arme à feu⁶³.

Ces arrestations ont donné lieu à la mobilisation d'associations de défense des droits de l'Homme et à des tensions avec la diplomatie américaine. En effet, Hanoi reprochait à l'ambassadeur des États-Unis au Việt Nam, Michael Michalak, de ne pas admettre le fait que le *Việt Tân* soit un groupe terroriste (*nhóm khủng bố*). La presse vietnamienne l'a critiqué de façon virulente et le

⁶² Nguyễn Trọng Việt, « Tentative de prise de contrôle des médias par Hanoi pour diviser la communauté vietnamienne d'outre-mer », *Vietnam démocratie*, février 2000, sur le site Internet Alliance Vietnam liberté, <http://www.lmvntd.org/avl/> (consulté le 20 mars 2008).

⁶³ Trần Quang, « Vợ chồng Lê Văn Phan thừa nhận súng là của Việt Tân » [Le couple Lê Văn Phan reconnaît que le pistolet appartient au *Việt Tân*], *Lao Động*, n° 286/207, 8 décembre 2007, p. 7. La version vietnamienne concernant cette affaire est critiquée par les opposants des communautés qui accusent les autorités d'avoir glissé une arme dans les bagages de ces deux touristes innocents afin de noircir l'image du *Việt Tân* et de l'assimiler au terrorisme. Selon eux, il est très bizarre que ces deux touristes aient été relâchés peu après sans avoir été poursuivis ni expulsés du territoire.

journal *L'Armée populaire (Quân đội nhân dân)* s'est demandé si le « problème *Việt Tân* pouvait devenir un obstacle dans les relations vietnamo-américaines⁶⁴ ». Finalement, la diplomatie américaine a calmé le jeu et semble s'être pliée à la version vietnamienne. Quelques jours plus tard, ses deux ressortissants, ainsi que la Française Thị Thanh Vân et le Thaïlandais Luru Ngọc Bang, ont été libérés et expulsés du territoire vietnamien.

La RSVN et ses détracteurs se livrent donc à une lutte d'influence en utilisant les mêmes moyens et méthodes : médias, infiltration et recherche de soutiens ou pressions auprès des gouvernements des pays où vivent des *Việt kiều*. L'impasse dans laquelle se trouvent les deux camps remonte à plusieurs années et trouve son origine dans la guerre civile vietnamienne Nord-Sud. L'historien et économiste Đặng Phong qualifiait il y a dix ans l'opposition au régime de « furoncle » qui empoisonne les relations entre le Việt Nam et les *Việt kiều*, et qui empêche ces derniers de s'intégrer dans le pays :

« Tant qu'on n'enlève pas ce furoncle, le mouvement des *Việt kiều* aura des difficultés à devenir sain et unifié. Tant que la force des *Việt kiều* se divise, qu'il existe encore des gens qui attendent leur retour au pays pour "faire chuter le communisme" et prendre le pouvoir, qu'il existe encore des gens qui ne comprennent pas la situation du pays, mais qui veulent éduquer tout le peuple ainsi que la machine étatique, tant qu'il existe encore des *Việt kiều* qui prennent le mouvement anticomuniste pour un moyen de subsistance, tant qu'il existe encore des gens qui aggravent les difficultés et les blessures du Việt Nam pour sauver leur abandon... alors 2 millions de Vietnamiens d'outre-mer ne pourront pas devenir une force comme ils veulent et doivent l'être. Dans ce contexte, les patriotes n'ont pas un environnement optimal à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour mettre en œuvre leurs vœux réels : s'intégrer au pays⁶⁵. »

Le « furoncle » auquel faisait référence Đặng Phong est encore aujourd'hui bien présent et perturbe la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger. La prise de position des nouvelles générations va se révéler déterminante dans la poursuite ou la fin de l'opposition au régime vietnamien. Pour l'instant, les tensions sont encore palpables et le Việt Nam doit composer ses politiques transnationales avec cette donnée.

⁶⁴ Linh Thu, « Có nên để "vấn đề Việt Tân" trở thành vật cản trong quan hệ Việt-Mỹ ? » [Le « problème *Việt Tân* », un obstacle dans les relations vietnamo-américaines ?], *Quân đội nhân dân*, n° 16756, 14 décembre 2007, p. 8.

⁶⁵ Đặng Phong, *Việt kiều và sự nhập cuộc với kinh tế Việt Nam* [Les *Việt kiều* dans l'intégration économique du Việt Nam], non publié, 2000, p. 38.

Chapitre 2

Les structures au service de la mobilisation des Vietnamiens de l'étranger

1 - Les associations membres du Front de la Patrie

Fondé en 1955⁶⁶, le Front de la Patrie (*Mặt Trận Tổ Quốc*) se compose de quarante-quatre organisations dont le Parti communiste. Il symbolise la Grande Union nationale et représente notamment les femmes, la jeunesse, les personnes âgées, les groupes religieux, les ethnies, les agriculteurs et, depuis les modifications apportées en 2001 à la Constitution de 1992, les Vietnamiens de l'étranger. Cependant, ces derniers peuvent intégrer depuis les années 1990 les associations de proches de *Việt kiều* qui sont membres du Front de la Patrie.

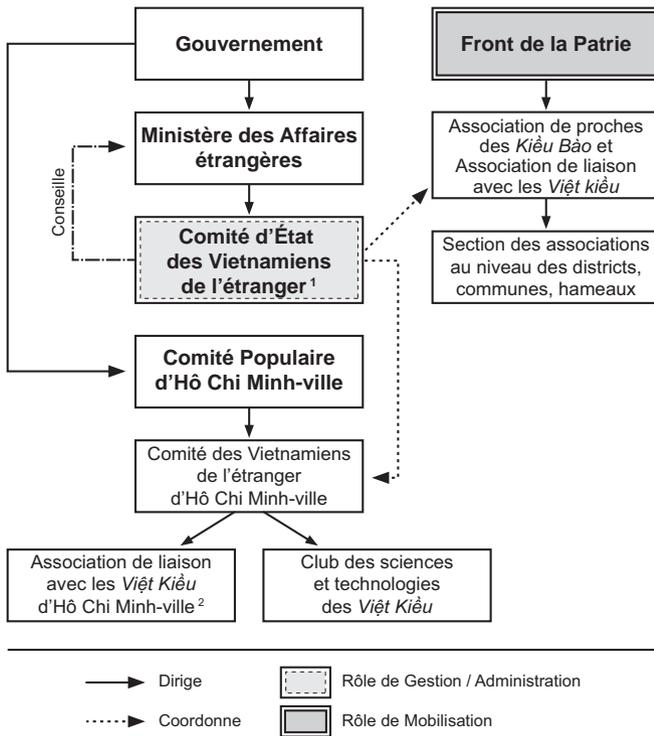
Créer un mouvement de solidarité par l'intermédiaire des proches

L'entraide au sein des familles vietnamiennes est très développée. Les Vietnamiens exilés – qui sont souvent plus aisés que les Vietnamiens de l'intérieur – ont le devoir d'apporter un soutien financier à leur famille au Viêt Nam. Dès le milieu des années 1980, les autorités décident de mobiliser les proches des *Việt kiều* pour que cette solidarité familiale soit à la fois « pour la

⁶⁶ Le Front de la Patrie adopta cette appellation en 1955, mais ses origines remontent aux années 1930. Pour le détail, voir <http://www.mattran.org.vn>

famille et utile pour l'État » (*lợi nhà vừa ích nước*)⁶⁷. Une première expérience prend forme à Nha Trang où est fondé en 1985 le Bureau de relation avec les familles des *Việt kiều*, et une seconde à Hải Phòng, où est créée en 1989 une association de liaison avec les *Việt kiều*. L'expérience s'étend à d'autres villes et provinces au début des années 1990.

Organigramme 1. Les structures en lien avec les Vietnamiens de l'étranger



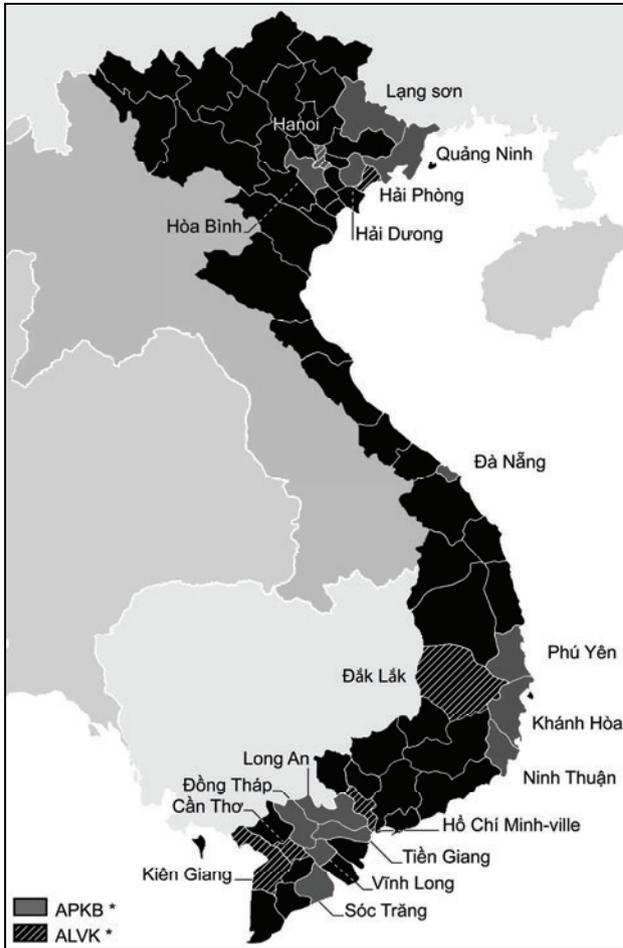
Note : l'organigramme n'est pas exhaustif dans la mesure où il n'inclut pas les structures chargées d'une mission consulaire ni l'association des entrepreneurs *Việt Kiều*.

(1) La direction du Comité est assurée par le vice-ministre des Affaires étrangères.

(2) L'association est également membre du Front de la Patrie.

⁶⁷ Trần Trọng Đăng, *Người Việt Nam ở nước ngoài* [Les Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 1997, p. 446.

Localisation des Associations du Front de la Patrie
en lien avec les Vietnamiens de l'étranger



APKB : Associations des proches des *Kiều bào*
ALVK : Associations de liaison avec les *Việt kiều*

Sources : Saigon Times Books, *Cẩm nang Kiều bào 2010, 1001 câu trả lời cho Kiều bào về thăm, làm ăn, sinh sống tại quê nhà* [Guide pour les *Kiều bào* 2008 : 1 001 réponses pour les *Kiều bào* qui rentrent visiter, travailler, vivre au pays natal], Saigon, Nxb Trẻ, Thời Báo Kinh tế Sài Gòn, 2010, p. 48-49 ; Nguyễn Chiến Thắng, Lê Tiến Ba, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết* [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir], Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, p. 215-218.

Les trois premières Constitutions du Viêt Nam (1946, 1959 et 1980) mentionnent que « l'État protège les droits et intérêts légitimes des Vietnamiens de l'étranger ». En 1992, la nouvelle Constitution ajoute :

« L'État crée des conditions permettant aux Vietnamiens résidant à l'étranger d'entretenir des relations étroites avec leur famille et leur lieu natal ainsi que d'apporter leur contribution à l'édification de leur lieu natal et de leur pays⁶⁸. »

C'est dans ce contexte que le secrétariat du Comité du Front de la Patrie et le Comité central des *Việt kiều* édictent le texte interministériel n° 5/HD-LB⁶⁹ afin de guider la création d'associations de liaison avec les *Việt kiều* (*Hội liên lạc Việt kiều*) et d'associations de proches des *Kiều bào* (*Hội thân nhân Kiều bào*) qui, malgré des appellations différentes, exercent les mêmes fonctions. Elles sont fondées sur l'initiative des comités du Front de la Patrie des provinces et des villes et ont, outre la mobilisation des proches au niveau des districts, des communes et des hameaux, les missions suivantes :

- organiser des actions pour renforcer la solidarité, l'affection mutuelle et l'esprit patriotique des membres et de leurs proches à l'étranger ;
- diffuser et appliquer les politiques et les lois en rapport avec les *Việt kiều* ;
- guider les *Việt kiều* dans leurs démarches administratives, dans leurs investissements économiques et dans la réalisation de projets humanitaires ou de développement.

Parmi les dix-huit associations fondées au Viêt Nam, celle de Hải Phòng apparaît comme la plus dynamique et fait figure d'exemple à suivre. Il est à ce titre intéressant d'analyser son parcours et de donner des exemples de ses réalisations.

L'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng

La ville de Hải Phòng compte de nombreux ressortissants du « Mouvement des *Việt kiều* patriotes » de Thaïlande, de Nouvelle-Calédonie, du Laos et du Cambodge rapatriés au début des années 1960 ainsi que des personnes parties

⁶⁸ *Les Constitutions du Viêt Nam (1946-1959-1980-1992)*, Hanoi, Nxb Thế Giới, 2003, p. 164.

⁶⁹ « Văn bản liên bộ số 05/HD-LB Hướng dẫn về việc thành lập Hội thân nhân người Việt Nam định cư ở nước ngoài » [Texte interministériel n° 5/HD-LB : Guider la fondation des associations de proches de Vietnamiens résidant à l'étranger], cité par Trần Trọng Đăng, *Người Việt Nam ở nước ngoài* [Les Vietnamiens de l'étranger], *op. cit.*, p. 449.

étudier en France dans les années 1930⁷⁰. À la fin des années 1980, certains d'entre eux veulent participer à la politique du Renouveau du pays et proposent pour cela de mobiliser les Vietnamiens de l'étranger. Leur initiative est soutenue par le Front de la Patrie de la ville qui fonde en 1989 l'Association de liaison avec les *Việt kiều* (ALVK) de Hải Phòng.

Celle-ci compte à ses débuts quarante adhérents. Le premier Comité exécutif (1989-1992) se compose de onze membres : cinq *Việt kiều* et six proches de *Việt kiều*, dont un homme d'affaires, quatre ingénieurs et deux docteurs⁷¹. Le président est un *Việt kiều* français et le vice-président permanent est un *Việt kiều* thaïlandais⁷². Les années suivantes, l'Association ne cesse de prendre de l'envergure. Depuis 2005, le Comité exécutif est composé de trente-trois membres⁷³ et, en 2009, l'Association regroupe 1 400 adhérents (dont cent *Việt kiều*) et possède treize succursales à l'étranger.

Après vingt ans d'activité, l'ALVK de Hải Phòng affiche un bilan correct. Elle a permis l'augmentation des devises envoyées par les expatriés, la réalisation de programmes humanitaires (aide aux victimes de l'agent orange, aux pauvres et aux handicapés)⁷⁴ et la concrétisation de projets d'investissement bénéfiques au développement de la ville (hôpital, université)⁷⁵. Selon un responsable de l'Association, ce succès est le fruit du travail des membres qui font preuve d'habileté pour créer un lien fondé sur la solidarité, la confiance et l'amour du pays avec les Vietnamiens de l'étranger. Il met par ailleurs l'accent sur le travail d'accompagnement de l'Association qui permet aux *Việt kiều* de renouer avec leur pays d'origine dans les meilleures conditions :

⁷⁰ Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng [Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng], « 20 năm ngày thành lập Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng » [20 ans depuis le jour de la fondation de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng], Hải Phòng, Nxb Hải Phòng, 2009, p. 10.

⁷¹ Ces *Việt kiều* vivent en permanence au Việt Nam.

⁷² Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng [Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng], « Ban Chấp hành Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng từ 14/10/1989 đến 2009 » [Le Comité exécutif de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng du 14 octobre 1989 à 2009], Hải Phòng, Nxb Hải Phòng, 2009, p. 37-39.

⁷³ On trouve parmi eux quatre membres déjà présents en 1989 : Madame Đặng Thị Lợi (*Việt kiều* française de retour au Việt Nam), présidente depuis 1993 ; Lê Nghiêm (proche de *Việt kiều*), vice-président permanent depuis 1993 ; Nguyễn Mạnh Cường (proche *Việt kiều*), vice-président depuis 1993, et Madame Vũ Thị Thu (*Việt kiều* de Nouvelle-Calédonie de retour au Việt Nam).

⁷⁴ Selon l'article cité ci-dessous, ces programmes ont été financés grâce à un capital de 15 milliards de *đồng*.

⁷⁵ Hoàng Hương, « Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng : Góp phần xây dựng quê hương » [L'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng : Contribue à construire le pays natal], 16 novembre 2010, <http://www.baomoi.com/Home/DoiNoi-DoiNgoai/vovnews.vn/Gop-phan-xay-dung-que-huong/5202354.epi>

« Les membres de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng sont très ouverts. Ils sont admirables dans la mesure où ils sont bénévoles et consciencieux. Ils jouent le rôle de guide pour les affaires, les logements, les mariages, etc. Grâce aux proches, les *Việt kiều* de retour ont pu intégrer divers réseaux. Cela aurait été difficile de faire des affaires ou de participer au développement de la ville sans cet encadrement⁷⁶. »

Les bons résultats de l'Association sont aussi liés aux attraits économiques de la ville⁷⁷ qui accueille vingt-sept projets d'investissement (d'une valeur de 100 millions de dollars) d'entrepreneurs *Việt kiều*⁷⁸. Parmi ces projets, la construction du « village *Việt kiều* » (*Làng Việt kiều*) de Hải Phòng est notable de par son envergure, mais aussi du fait de sa symbolique⁷⁹. Son initiateur, Nguyễn Tài Phương⁸⁰ (*Việt kiều* des États-Unis), a souligné le soutien important de l'ALVK dans sa démarche :

« L'Association a un haut sens des responsabilités et se montre à l'écoute des *Kiểu bào*. [...] Elle a des programmes pour soutenir les *Kiểu bào* de retour au pays natal dans les domaines de l'investissement, du développement économique et de l'humanitaire. L'Association a aidé les *Kiểu bào* à mieux comprendre les politiques dans le pays et à créer un sentiment d'attachement avec le pays natal⁸¹. »

⁷⁶ Propos recueillis par l'auteur à Hải Phòng en juin 2010.

⁷⁷ Hải Phòng dispose d'un port, d'un aéroport et d'une main-d'œuvre abondante.

⁷⁸ Thu Hằng, « Hải Phòng đón làn sóng đầu tư của *Việt kiều* » [Hải Phòng reçoit des vagues d'investissements de *Việt kiều*], *Báo Đầu tư, Cơ quan của bộ kế hoạch và đầu tư*, 3 juillet 2010, <http://www.baomoi.com/Home/KinhTe/www.baodautu.vn/Hai-Phong-don-lan-song-dau-tu-cua-Viet-kieu/4483321.epi>

⁷⁹ Le financement du projet de village des *Việt kiều* à Hải Phòng (arrondissement Lê Chân) s'élève à 21 millions de dollars. La fin des travaux est prévue pour 2015. Le village doit s'étendre sur une superficie de 9,8 hectares et comprend des villas de luxe, des centres commerciaux, des écoles, des crèches et des centres de loisirs. Selon Nguyễn Tài Phương, le village à trois objectifs : contribuer au processus d'urbanisation et de développement de la ville, satisfaire les besoins des *Việt kiều* en matière de logement et de services et, en dernier lieu, inciter les *Việt kiều* qui vivent à l'étranger, en particulier ceux originaires de la province, à venir participer au développement économique de Hải Phòng. Voir Khánh Linh, « Khởi công dự án Làng Việt kiều tại Hải Phòng » [Début du projet de construction du village *Việt kiều* de Hải Phòng], *Báo điện tử Đảng Cộng Sản Việt Nam*, 8 mai 2010, http://www.cpv.org.vn/cpv/modules/news/newsdetail.aspx?cn_id=402292&co_id=30106#

⁸⁰ Nguyễn Tài Phương est directeur de la société *joint-venture* Investissement et Développement Việt Anh. Il est revenu à Hải Phòng, sa ville natale, en 1988.

⁸¹ Hoàng Hương, « Hội liên lạc Việt kiều Hải Phòng : Góp phần xây dựng quê hương » [L'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng : Contribue à construire le pays natal], *op. cit.*

Le rapport instauré entre l'Association et les investisseurs *Việt kiều* se révèle être un échange de bons procédés. La première aide à franchir les obstacles administratifs et à intégrer les réseaux. En retour, les seconds jouent le jeu politique des autorités et favorisent le développement et l'économie de la ville. L'engagement des *Việt kiều* patriotes rapatriés à Hải Phòng a été décisif pour l'Association. Ils ont réussi à instaurer une relation de confiance et de solidarité entre les autorités de la ville et les Vietnamiens de l'étranger. Toutefois, les bons résultats de l'Association cachent certaines difficultés⁸². Mais celles-ci sont moindres que celles rencontrées dans certaines provinces et villes du Centre et du Sud qui comptent une majorité d'exilés politiques. Les autorités locales craignent en effet de se heurter à des problèmes et ne prennent pas l'initiative d'y créer une association.

La persistance des blocages politiques

On recense actuellement dix-huit associations réparties inégalement dans tout le pays⁸³. La concentration la plus importante (douze) se trouve dans le Sud, en particulier au Sud de la région de Hồ Chí Minh-ville (huit). On compte sept associations dans le Nord, dont deux à Hanoi. Un vide demeure au Centre du pays où seule la ville de Đà Nẵng accueille une association⁸⁴. Cette partie du Việt Nam est particulièrement pauvre et rencontre des difficultés dans l'application des mesures politiques vis-à-vis des *Việt kiều*. Selon des statistiques qualifiées d'« incomplètes », la revue *Quê Hương* estime à quarante et une sur soixante les provinces où vivent des familles de Vietnamiens de l'étranger⁸⁵. La mobilisation des proches est donc loin d'être effective.

La situation était encore plus préoccupante une décennie plus tôt et avait amené le président du Front de la Patrie, Phạm Thế Duyệt, à signaler les lacunes de la politique de mobilisation à l'occasion d'une conférence à Hải Phòng en

⁸² Un responsable de l'Association de Hải Phòng avoue que les mentalités évoluent doucement vis-à-vis des Vietnamiens de l'étranger et qu'il existe encore des réticences à leur égard. Ainsi, des projets, et notamment celui du village *Việt kiều* de Hải Phòng, ont nécessité beaucoup de temps et de nombreuses démarches administratives. Propos recueillis par l'auteur à Hải Phòng en juin 2010.

⁸³ Voir la carte pour plus de détails.

⁸⁴ Notons que cette partie du Việt Nam ne comprend aucune autre structure (Comité, Club, branche de Club) en lien avec les Vietnamiens de l'étranger.

⁸⁵ Khánh Thiện, « Mặt trận Tổ quốc Việt Nam với công tác vận động người Việt Nam ở nước ngoài và thân nhân Kiều bào » [Le Front de la Patrie du Việt Nam et la mobilisation des Vietnamiens à l'étranger et des proches de *Kiều bào*], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 7, 2001, p. 2-3.

juin 2001⁸⁶. Il met en cause les comités du Front⁸⁶ de la Patrie pour leur négligence dans la formation des cadres chargés de la mobilisation et pour leur manque d'initiative dans la fondation ou la consolidation d'associations. Phạm Thế Duyêt regrette à ce propos le nombre important de villes et de provinces dépourvues d'associations alors que beaucoup de Vietnamiens de l'étranger y ont de la famille. L'exemple le plus frappant est celui de Hô Chi Minh-ville qui ne se dote d'une association qu'en 2006⁸⁷, soit dix-sept ans après la ville de Hải Phòng ! Bien qu'il insiste fortement sur les manquements administratifs des comités du Front de la Patrie pour expliquer cette situation, le président du Front de la Patrie déplore aussi la persistance de préjugés qui font que les Vietnamiens de l'étranger se sentent discriminés et rechignent de fait à investir au Viêt Nam. Enfin, il était difficile pour Phạm Thế Duyêt de ne pas évoquer, au moins brièvement, les blocages liés aux différends avec les opposants au régime. Il suggère ainsi de passer outre et de lutter contre les « activités d'un petit nombre d'extrémistes qui s'opposent au pays ». La langue de bois est pourtant parfois de mise à ce sujet. Ainsi, selon M. Y, responsable d'une association, la lenteur avec laquelle a été fondée l'Association de Hô Chi Minh-ville est due au fait que la ville compte quelque 250 000 familles ayant presque toutes des proches à l'étranger. De fait, sa création nécessitait une organisation et des préparatifs plus importants. À l'opposé, M. T, lui aussi responsable d'une association, évoque clairement des blocages d'ordre politique pour expliquer les difficultés de la mobilisation des proches au Centre du pays⁸⁸. L'entretien ci-dessous a été réalisé avec de dernier en juin 2011.

Question : *Pourquoi y a-t-il très peu d'associations de proches de Viêt kiều au Centre du pays ?*

Réponse : *Il y a en effet très peu d'associations au Centre. Cela dépend des dirigeants de ces provinces... Certains évitent les problèmes politiques. Les opinions divergent sur la question, mais certains d'entre eux craignent de*

⁸⁶ « Phát biểu của Chủ tịch Phạm Thế Duyêt tại Hội nghị triển khai đề án tăng cường vận động người Việt Nam ở nước ngoài và thân nhân Kiều bào » [Discours du président Phạm Thế Duyêt lors de la conférence sur le renforcement du projet de mobilisation des Vietnamiens à l'étranger et des proches des *Kiều bào*], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 7, 2001, p. 3-4.

⁸⁷ Membre du Front de la Patrie, l'Association est également sous la tutelle du Comité des Vietnamiens de l'étranger de Hô Chi Minh-ville. Elle compte dans ses rangs des profils divers : intellectuels, artistes, dignitaires religieux, officiels de l'État, fonctionnaires d'autres associations de masse et hommes d'affaires. En trois années d'activité, l'Association a établi des succursales aux différents niveaux administratifs de la ville (arrondissements, districts) et regroupe environ 1 000 membres.

⁸⁸ Selon un autre responsable d'association, l'inexistence d'associations au Centre est due au seul fait qu'il y a peu de Vietnamiens de l'étranger originaires de cette partie du pays.

rencontrer des problèmes politiques car la question des Viêt kiêu est délicate. Pourtant, cette région est pauvre et aurait besoin de mieux coopérer avec les Viêt kiêu pour se développer.

Question : *Ne sont-ils pas censés suivre les recommandations de l'État et du Parti ?*

Réponse : *Oui, bien sûr, mais c'est parfois difficile. L'État et le Parti renforcent sans cesse les mesures pour mobiliser les Viêt kiêu, comme cela a été le cas en 2004 avec la directive du Bureau politique. Nous avons effectué de grandes réalisations. Cependant, dans certains cas, les mentalités évoluent plus doucement. Je désire actuellement monter un projet impliquant des Viêt kiêu et je rencontre des difficultés auprès des autorités. Je dois faire beaucoup de démarches. Toutefois, je reste confiant dans l'avenir quant à la résolution de ce problème.*

Question : *Pensez-vous que le fait que des Viêt kiêu « réactionnaires » agissent encore à l'encontre du Viêt Nam soit un frein à la mobilisation ?*

Réponse : *Il faut s'exprimer de façon plus délicate sur ce sujet et ne pas utiliser le mot « réactionnaire ». Vous savez, les Vietnamiens de l'étranger sont une partie inséparable du peuple vietnamien et on doit ne pas essayer de faire de distinction.*

Question : *Mais il existe quand même des gens qui sont opposés au régime vietnamien. Peut-être est-ce pour cela que des responsables ont peur de créer des associations ?*

Réponse : *C'est peut-être le cas pour certains, mais les mentalités évoluent. De plus, les opposants politiques de l'étranger représentent une minorité. J'ai donc confiance dans l'avenir.*

2 - Les associations de l'étranger et les représentations diplomatiques

Les associations progouvernementales de l'étranger

Sous l'impulsion des ambassades vietnamiennes, des associations progouvernementales de Vietnamiens de l'étranger se sont implantées dans les communautés ces vingt dernières années. Elles ont renforcé l'ancien réseau d'associations progouvernementales qui s'était constitué avant 1975.

Tableau 3. Les nouvelles associations progouvernementales

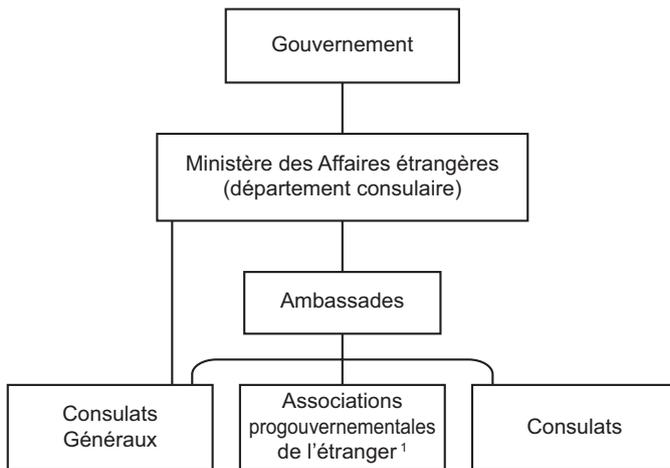
| Nom et pays | Année de création | Nombre de membres du Comité exécutif | Nombre de Vietnamiens résidant dans ce pays |
|--|-------------------|--------------------------------------|---|
| Association des Vietnamiens de Taïwan | 2011 | n.d. | 200 000 |
| Association des Vietnamiens du pays natal en Norvège | 2011 | n.d. | 19 000 |
| Association des Vietnamiens en Suisse | 2010 | n.d. | 8 000 |
| Association des Vietnamiens en Suède | 2010 | 15 | 14 000 |
| Association des Vietnamiens en Corée du Sud | 2010 | 27 | 90 000 |
| Bureau de liaison de la communauté vietnamienne au Qatar | 2009 | n.d. | 1 600 |
| Association des Vietnamiens Finlande | 2007 | 22 | 400 000 |
| Association des Vietnamiens en Allemagne | 2006 | n.d. | 120 000 |
| Association des Vietnamiens en Russie | 2004 | 51 | 60 000 |
| Association des Vietnamiens en Angola | 2002 | n.d. | 5 000 |
| Association des Vietnamiens en République Tchèque | 1999 | 57 | 61 820 |
| Association des Vietnamiens en Pologne | 1999 | n.d. | 20 000 |

Tableau 4. Les représentations diplomatiques vietnamiennes

| Zone | Nombre de représentations diplomatiques |
|----------------|---|
| Asie-Pacifique | 35 |
| Europe | 27 |
| Amérique | 12 |
| Afrique | 8 |
| Moyen-Orient | 7 |
| Total | 89 |

Source : <http://www.vnembassy.net/>

Organigramme 2. Représentations diplomatiques vietnamiennes à l'étranger



(1) Les responsables des associations progouvernementales de l'étranger sont membres du Front de la Patrie.

Rétablir les liens avec les associations patriotes d'avant 1975

Pendant la guerre du Viêt Nam, la RDVN bénéficie du soutien d'un réseau d'associations de *Việt kiều* patriotes qui s'étendait de l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Cambodge, Laos) au Japon, en France, en Belgique, en ex-République fédérale d'Allemagne et au Canada. Les relations entre la RDVN et ces associations étaient alors très simples. Celles-ci soutenaient la lutte du Nord-Viêt Nam en envoyant de l'argent et en menant des actions de propagande et d'agitation politique. Ces associations n'avaient aucune initiative politique et se contentaient d'obéir aux ordres des dirigeants de la RDVN. Une fois l'indépendance acquise, la situation a perduré et les associations ont commencé à souffrir d'une certaine mise à l'écart. Peu à peu, elles se sont questionnées sur leur rôle, leur identité et la justesse des orientations politiques du PCV. En 1986, des associations élèvent la voix pour finalement tirer à boulets rouges sur le Parti par l'intermédiaire des journaux associatifs. Des scissions s'opèrent dans un premier temps au Canada, en Belgique et, plus tard, en France où la section des jeunes de l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF) critique le

conservatisme des aînés de l'Union⁸⁹. Les délégations de médiateurs envoyés par le Comité central des *Việt kiều* ont bien du mal à trouver des solutions efficaces au malaise des associations patriotes. En règle générale, les dissidents aspirent à plus d'autonomie et à des évolutions politiques au Viêt Nam.

Encadré 2 : L'UGVF et l'AGEVP, deux associations politiques vietnamiennes de France

La rivalité entre l'Association générale des étudiants vietnamiens de Paris (AGEVP) et l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF) a longtemps été le symbole des divisions de la communauté vietnamienne de France. Le déclin de l'AGEVP fait que, aujourd'hui, la discorde est moins vive que par le passé. Créée en 1964 par des étudiants exilés, celle-ci soutenait le Sud-Viêt Nam. Après la chute du régime de Saïgon, l'Association est inactive pendant deux ans. En 1977, l'arrivée des réfugiés politiques vietnamiens lui permet de prendre un nouveau souffle. Mais, depuis quelques années, l'Association n'arrive plus à renouveler ses membres. Les jeunes ne se sentent pas concernés par le combat politique de l'AGEVP qui continue de se présenter comme l'héritière de l'ambassade du Sud-Viêt Nam⁹⁰. Ceux-ci sont en effet plus intéressés par la découverte de leur pays d'origine.

Cette situation profite à l'UGVF⁹¹ qui, comme les autres associations vietnamiennes progouvernementales de l'étranger, organise de nombreuses activités culturelles pour que les jeunes se sentent liés au Viêt Nam. L'Union possède des antennes dans plusieurs grandes villes de province et compte le nombre le plus important de membres de toutes les associations vietnamiennes de France. Elle se subdivise en sept associations : celle des personnes âgées, celle des travailleurs, celle des commerçants, celle des médecins, celle des scientifiques et techniciens, celle des sciences sociales et celle des jeunes. Au printemps 2010, la XII^e Assemblée générale de l'UGVF, qui s'est tenue en présence de Lê Kinh Tài, ambassadeur du Viêt Nam en France, et du président du CEVE, Nguyễn Thanh Sơn, a été l'occasion pour l'Union de réaffirmer la solidité des liens qu'elle entretient avec le Viêt Nam⁹².

⁸⁹ « Crise dans les organisations des “*Việt kiều* patriotes” à l'étranger », *Chroniques vietnamiennes*, n° 6-7, p. 22. Il est important de préciser que cette revue a été publiée par une association trotskiste de Vietnamiens de France alors en désaccord avec le gouvernement vietnamien.

⁹⁰ Voir à ce sujet Gnaba Abdallah, *La Mémoire réinventée. Chronique anthropologique d'une association vietnamienne de Paris*, Paris, L'Harmattan, 2008, 205 p.

⁹¹ Créée en 1976, l'Union générale des Vietnamiens de France (UGVF) est la descendante de l'Union des étudiants vietnamiens de France qui militait contre l'intervention des États-Unis au Viêt Nam à partir de 1965. Elle a toujours entretenu des liens très étroits avec le gouvernement vietnamien.

⁹² Nguyễn Thu Hà, « XII^e Assemblée générale de l'UGVF : la vitalité des Vietnamiens de France en phase de transition », *Le Courrier du Viêt Nam*, 12 avril 2010, site officiel de l'UGVF, <http://www.ugvf.org/vn/>

La crise politique traversée par les associations est à l'origine de la diminution de leurs effectifs – majoritairement composés d'intellectuels, de techniciens de haut niveau et de médecins⁹³ – et de l'émergence de courants rénovateurs au sein des communautés. Le Viêt Nam a toutefois réussi à restaurer la confiance des associations patriotes de l'étranger. Les autorités vietnamiennes ont en tout cas agi dans ce sens et la contestation de la fin des années 1980 s'est peu à peu apaisée. Si l'on en croit certains articles de la presse vietnamienne, les relations semblent être au beau fixe. Par exemple, en décembre 2008, le CEVE annonce avoir hautement apprécié le don patriotique de 7 290 dollars versé par l'Association du Japon pour soutenir les soldats vietnamiens sur l'archipel de Trường Sa⁹⁴. À l'occasion de l'anniversaire des trente ans de l'Association de Belgique, Ngô Đình Kha, conseiller à l'ambassade du Viêt Nam en Belgique, remercie l'Association pour ses nombreuses contributions et souhaite qu'elle renforce encore sa solidarité envers la mère patrie⁹⁵.

En réponse à la pression des *Việt kiều* patriotes et grâce à l'évolution des mentalités des cadres du Parti, le gouvernement vietnamien a envisagé des relations autres avec les associations de l'étranger. En 1992, Nguyễn Ngọc Nhà préconisait dans son étude d'accorder de nouvelles fonctions à ces dernières et de passer d'« associations d'obligations et de devoirs » à des « associations répondant aux besoins des Vietnamiens de l'étranger⁹⁶ ». Sa proposition a trouvé un écho auprès des autorités et les associations se sont vues attribuer un rôle d'intermédiaire culturel, économique, administratif et politique qui les lie au Viêt Nam. Par ailleurs, elles ont enfin été gratifiées de la reconnaissance à laquelle elles aspiraient depuis de longues années. Le Viêt Nam ne s'est pas contenté de restaurer son réseau d'associations patriotes et s'est efforcé de l'élargir à d'autres pays.

⁹³ Michel Blanchard, « Vent de révolte chez les Vietnamiens pro-Hanoi à l'étranger », *AFP*, 2 février 1990 (« Fonds Boudarel », IAO, ENS de Lyon).

⁹⁴ « Trường Sa dans le cœur des Vietnamiens au Japon », *Agence vietnamienne d'information*, 15 octobre 2008.

⁹⁵ « Hội người Việt Nam tại Bỉ Kỷ Niệm 30 năm Thành lập » [Commemoration des 30 ans de l'Association des Vietnamiens de Belgique], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 11, 2003, p. 21.

⁹⁶ Nguyễn Ngọc Hà, *Về người Việt Nam định cư ở nước ngoài* [Les Vietnamiens résidant à l'étranger], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Thành Phố, 1990, p. 56.

Les nouvelles associations progouvernementales

Au cours de la dernière décennie, douze⁹⁷ associations progouvernementales ont été créées à l'étranger par l'intermédiaire des ambassades vietnamiennes. Quatre de ces associations se trouvent dans d'anciens pays communistes (Pologne, Russie, République tchèque et ex-Allemagne de l'Est⁹⁸) qui avaient accueilli des Vietnamiens dans le cadre de programmes de coopération, et quatre autres dans des pays où le Viêt Nam a récemment exporté de la main-d'œuvre (Corée du Sud, Qatar, Angola et Taiwan). Dans ces deux cas, il n'a pas été difficile pour les autorités vietnamiennes de l'étranger de trouver des volontaires « patriotes » pour fonder et animer des associations. Cela a probablement été moins évident en Norvège, en Finlande, en Suède et en Suisse où les communautés sont principalement composées d'immigrés politiques et économiques. Ainsi, force est de constater qu'une partie des *Viêt kiều* de ces pays ne fait que tolérer l'interventionnisme des autorités vietnamiennes ou y est indifférente.

Les associations entendent soutenir les communautés au niveau juridique. Celle d'Allemagne⁹⁹ a entre autres le devoir de protéger les droits des Vietnamiens de l'étranger en accord avec les lois de leur pays de résidence. Néanmoins, les associations progouvernementales ne se substituent pas aux représentations diplomatiques, mais font le lien avec celles-ci. Toujours dans le but de veiller au bien-être des Vietnamiens de l'étranger, elles organisent diverses activités culturelles¹⁰⁰.

La culture fait en effet office de trait d'union au sein des communautés, mais aussi avec le Viêt Nam. À l'instar de ses homologues, l'Association des Vietnamiens de l'étranger de Finlande a la tâche « de préserver les valeurs culturelles vietnamiennes et de les transmettre aux jeunes générations¹⁰¹ ». Elle organise chaque année, en coopération avec l'ambassade, des camps d'été dans la campagne finlandaise afin de faire découvrir la culture et les traditions vietnamiennes aux jeunes générations à travers divers jeux et activités. Les associations se soucient par ailleurs de préserver et de promouvoir la langue vietnamienne au sein des communautés.

⁹⁷ Bien que nous ne possédions pas de liste exhaustive, il est possible, grâce à la presse nationale vietnamienne, à la revue *Quê Hương* et à leurs sites Internet, d'évaluer leur nombre.

⁹⁸ Précisons que l'Association est à Berlin et que nous ne sommes pas en mesure de préciser si elle a été fondée par des Vietnamiens « légalistes » issus des programmes de coopération communistes ou par des exilés politiques et économiques.

⁹⁹ Site officiel de l'association, <http://hoinguoiviet.de/index.php>

¹⁰⁰ La célébration du Têt est un moment important pour les associations qui profitent de cette occasion pour réunir les membres de la communauté.

¹⁰¹ Site officiel de l'association, <http://hoinguoivietphanlan.org/>

Les associations sont aussi invitées à favoriser le regroupement des hommes d'affaires de la communauté et à soutenir des programmes de coopération économique entre le Viêt Nam et le pays d'accueil. Cette fonction est particulièrement évidente en Angola où l'Association – qui est dirigée par le chef d'une compagnie d'import-export – a participé en 2004 à l'organisation d'un séminaire intitulé « Opportunités d'investissements et d'affaires en Angola¹⁰² » auquel ont participé des hommes d'affaires d'Angola et du Viêt Nam. Il apparaît que les autorités vietnamiennes comptent sur l'Association pour favoriser ses exportations en Angola et dans les pays voisins.

Toutes les associations ont des contacts réguliers avec des représentants du CEVE, des organes diplomatiques vietnamiens de l'étranger et du Front de la Patrie. Les premiers sont parfois présents lors des cérémonies d'inauguration et les seconds envoient des lettres d'encouragement et de soutien. La remise de certificats de mérite (*giấy khen*) à des membres ou à une association tend encore à resserrer les liens. Cette récompense intervient surtout à la suite d'une action patriotique qui s'exprime à travers une action humanitaire. Les associations envoient en effet régulièrement de l'argent ou des biens pour soutenir les victimes des catastrophes naturelles ou de l'agent orange. Dans des cas plus rares, elles témoignent de leur soutien politique au Parti, comme cela a été notamment le cas à propos du contentieux territorial avec la Chine. Ce système de récompenses s'applique aussi aux autres structures en lien avec les Vietnamiens de l'étranger. Il donne suite à la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW qui énonce en 2004 le besoin de « distinguer les organismes et individus méritants qui, outre-mer, contribuent à l'édification de la communauté et à la construction nationale, comme les organismes et individus qui, à l'intérieur, se dépensent pour mobiliser les compatriotes d'outre-mer¹⁰³ ».

Parmi les associations progouvernementales de l'étranger, aucune ne se trouve aux États-Unis ni en Australie, pays qui accueillent pourtant un nombre important de Vietnamiens de l'étranger. Ces communautés, qui sont en grande partie composées d'exilés politiques, se montrent réticentes à leur implantation. Aux États-Unis, les communautés se sont construites dans l'opposition au régime communiste et entretiennent une mémoire collective qui exalte les symboles de l'ancienne République du Sud¹⁰⁴. Le moindre symbole d'un attrait

¹⁰² Chi Mai, « Tòa đàm về cơ hội đầu tư, kinh doanh tại Angola » [Opportunités d'investissements et d'affaires en Angola], *Tập Chí Quê Hương*, n° 3, 2004, p. 27.

¹⁰³ Tirt 7, partie 3 : « La mission essentielle ».

¹⁰⁴ Barbara Vailla, *Boat people vietnamiens : vers l'émergence d'une mémoire collective*, op. cit., p. 139.

pour le régime communiste peut déclencher d'importantes manifestations¹⁰⁵. La RSVN compte alors sur ses représentations diplomatiques pour tenter d'imposer son message d'Union et pour déjouer les plans des activistes antigouvernementaux.

Les représentations diplomatiques de la RSVN

La normalisation progressive des relations internationales du Viêt Nam s'est accompagnée de l'ouverture de plusieurs représentations diplomatiques vietnamiennes à travers le monde. Au cours des vingt dernières années, elles se sont vues attribuer une mission de plus en plus précise envers les citoyens vietnamiens de l'étranger et les Vietnamiens exilés. L'inauguration de l'ambassade du Viêt Nam en Norvège, en juin 2010, portait leur nombre à quatre-vingt-neuf¹⁰⁶. La zone Asie-Pacifique en compte trente-cinq, l'Europe vingt-sept, l'Amérique douze, l'Afrique huit et le Moyen-Orient sept¹⁰⁷. Le réseau diplomatique de la RSVN a notamment la charge d'appliquer diverses mesures envers les ressortissants vietnamiens à l'étranger et les personnes d'origine vietnamienne. En plus de leur rôle officiel, les représentations diplomatiques ont des attributions officieuses visant à identifier et à contrôler les éléments déviants des communautés. Il est par ailleurs fort probable que des opérations d'espionnage et de sabotage soient menées au sein de mouvances anticommunistes. C'est du moins ce que laissent entendre certains articles¹⁰⁸ d'activistes opposés au PCV.

En 1990, le Conseil d'État promulgue une ordonnance concernant l'organisation et le fonctionnement des consulats de la République socialiste du Viêt Nam à l'étranger¹⁰⁹. Il est question de développer des relations amicales et des coopérations entre la RSVN et d'autres pays, de protéger les droits et les

¹⁰⁵ Par exemple, en 1999, à Orange County dans le Sud de la Californie, Trần Văn Trường, gérant d'un magasin de vidéos à « Little Saigon », a provoqué la colère des Américains d'origine vietnamienne en mettant en évidence dans sa boutique un portrait de Hồ Chí Minh ainsi que le drapeau de la RSVN. Pendant plus de deux mois, de nombreux *Việt kiều* ont protesté contre sa présence. Trần Văn Trường a finalement fermé son magasin pour cause – officiellement – de piratage de vidéos.

¹⁰⁶ « Viêt Nam-Norvège diplomatie », *Sài Gòn Giải Phóng*, 11 juin 2010, p. 8.

¹⁰⁷ Vietnamese Diplomatic Missions, « Cơ quan đại diện ngoại giao Việt Nam ở nước ngoài », <http://www.vnembassy.net/>

¹⁰⁸ Voir notamment Nguyễn Trọng Việt, « Tentative de prise de contrôle des médias par Hanoi pour diviser la communauté vietnamienne d'outre-mer », *op. cit.*

¹⁰⁹ « Pháp Lệnh của Hội Đồng Nhà Nước số 44B-LCT/HĐNN8 ngày 24/11/1990 về Lãnh sự » [Ordonnance du Conseil d'État n° 44B-LCT/HĐNN8 datée du 24 novembre 1990 sur les consulats], <http://www.thuvienphapluat.vn/archive/Phap-lenh/Phap-lenh-Lanh-su-1990-44B-LCT-HDNN8vb37904t14.aspx>

intérêts de l'État à l'étranger, des citoyens vietnamiens (*công dân Việt Nam*)¹¹⁰ et également des personnes juridiques/morales (*pháp nhân*). Cette ordonnance reste très timide quant à la mobilisation et l'« éducation patriotique » des exilés vietnamiens non citoyens. Ceux-ci sont tout de même mentionnés, malgré son intitulé, dans l'article 20 (« L'éducation, la mobilisation et l'assistance aux citoyens »), qui indique que les consulats sont chargés d'éduquer les citoyens vietnamiens de l'étranger dans un esprit patriotique afin qu'ils contribuent à la construction et à la défense nationale, de les assister juridiquement sur la base des lois du Viêt Nam et du pays d'accueil et, enfin, de soutenir les actions culturelles et éducatives à la fois des personnes juridiques/morales et des citoyens vietnamiens.

La réserve dont fait preuve cette ordonnance envers les Vietnamiens non citoyens s'amenuise en 1994 grâce au décret gouvernemental n° 183-CP¹¹¹. Une nouvelle appellation apparaît pour désigner les exilés qui n'ont pas la nationalité vietnamienne : les « Vietnamiens dans le pays d'accueil » (*người Việt Nam ở nước tiếp nhận*)¹¹². La mobilisation s'étend désormais à cette catégorie d'exilés qui est désignée avec les citoyens de l'étranger sous le terme « communauté vietnamienne dans son pays d'accueil » (tiret 8 de l'article 15 du décret intitulé « Missions et pouvoirs des représentations »).

Une décennie plus tard, la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW (2004) exige que les représentations diplomatiques renforcent leur mission envers les Vietnamiens de l'étranger. Elle demande aux diplomates vietnamiens détachés à l'étranger de « prendre à cœur l'action auprès des Vietnamiens de l'étranger comme une mission politique de haute importance, de renforcer la protection des citoyens et de sauvegarder les intérêts légitimes des Vietnamiens de l'étranger ». En 2008, le Conseil d'État promulgue le décret de loi n° QH12¹¹³ qui attribue aux représentations diplomatiques une mission plus concrète envers les Vietnamiens de l'étranger. Elles peuvent notamment proposer des mesures pour améliorer la protection et le contact envers ces derniers.

¹¹⁰ Il s'agit ici des Vietnamiens qui vivent à l'étranger et qui ont gardé la nationalité vietnamienne ou des Vietnamiens de passage à l'étranger.

¹¹¹ « Nghị định 183-CP ngày 18/11/1994 của Chính phủ về việc quy định chi tiết thi hành Pháp lệnh về Cơ quan Đại diện nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam ở nước ngoài » [Décret gouvernemental n° 183-CP daté du 18 novembre 1994 prévoyant une réglementation détaillée sur la mise en œuvre de l'ordonnance concernant les représentations de la République socialiste du Viêt Nam à l'étranger], <http://thuvienphapluat.vn/archive/Nghi-dinh/Nghi-dinh-183-CP-Phap-lenh-ve-co-quan-dai-dien-nuoc-Cong-hoa-Xa-hoi-Chu-nghia-Viet-Nam-o-nuoc-ngoai-vb38922t1.aspx>

¹¹² Par la suite, ce terme laisse place à l'appellation « Vietnamiens de l'étranger » qui se généralise à partir de 1994.

¹¹³ « Luật 2008/QH12 về Cơ quan đại diện nước Cộng Hòa Xã Hội chủ Nghĩa Việt Nam ở nước ngoài » [Loi n° 2008/QH12 de l'Assemblée nationale concernant les représentations diplomatiques de la République socialiste du Viêt Nam à l'étranger], <http://duthaoonline.quochoi.vn/du-thao-luat/>

Encadré 3 : Décret de loi n° 2008/QH12 sur les représentations de la République socialiste du Viêt Nam à l'étranger (2008)

Article 10. Soutenir et protéger la communauté des Vietnamiens de l'étranger

1. Propager et introduire des politiques et lois du Viêt Nam relatives aux Vietnamiens de l'étranger.
2. Collecter et rapporter des informations aux organismes compétents du Viêt Nam sur la situation de la communauté et sur le travail de mobilisation et de soutien des Vietnamiens de l'étranger.
3. Recommander aux organismes compétents du Viêt Nam des politiques et des mesures appropriées pour maintenir la proximité de la communauté vietnamienne de l'étranger avec son pays d'origine ; encourager les Vietnamiens de l'étranger à maintenir le caractère national et à participer à des activités dans les domaines concernant la vie sociale du pays d'origine.
4. Créer des conditions favorables et soutenir les Vietnamiens de l'étranger afin de stabiliser leur vie et faciliter leur intégration dans leur pays d'accueil ; proposer les mesures nécessaires pour protéger les droits et intérêts légitimes des Vietnamiens, prévenir des actes discriminatoires contre les communautés vietnamiennes dans leurs nations d'accueil.
5. Organiser et coordonner les activités culturelles au service de la communauté des Vietnamiens de l'étranger.
6. Recommander aux organismes compétents du Viêt Nam des formes appropriées pour récompenser les organisations et les personnalités vietnamiennes de l'étranger qui se sont distinguées au sein d'activités contribuant à la construction communautaire et à la construction nationale.

Si, depuis 1990, le rôle des représentations diplomatiques envers les Vietnamiens s'est renforcé, son efficacité n'en est pas moins remise en cause. Cela a été notamment le cas en mai 2009 lors d'un débat à l'Assemblée nationale portant sur un projet de loi¹¹⁴ concernant les représentations diplomatiques de la RSVN à l'étranger¹¹⁵. À cette occasion, le représentant à

¹¹⁴ « Luật Cơ quan đại diện nước Cộng Hòa Xã Hội chủ Nghĩa Việt Nam ở nước ngoài số 33/2009/QH12 của Quốc hội » [Loi n° 33/2009/QH12 de l'Assemblée nationale sur les représentations diplomatiques de la République socialiste du Viêt Nam à l'étranger], <http://www.luatgiapham.com/phap-luat/dan-s>

¹¹⁵ « Cơ quan đại diện ngoại giao phải bảo vệ công dân Việt Nam » [Les représentations diplomatiques de l'étranger doivent protéger les citoyens vietnamiens], <http://vietbao.vn/Chinh-Tri/Co-quan-dai-dien-ngoai-giao-phai-bao-ve-cong-dan-VN/20849283/96/>

l'Assemblée Nguyễn Minh Thuyết¹¹⁶, après avoir soulevé le manque de pouvoir de décision du ministère des Affaires étrangères dans la nomination du personnel des représentations diplomatiques, critique sévèrement la faiblesse de la protection juridique accordée aux citoyens vietnamiens de l'étranger. Il pointe l'article 9 de la proposition de loi qui ne précise pas à qui les représentations diplomatiques doivent proposer des mesures pour protéger ces derniers. De plus, il sous-entend que les représentations diplomatiques devraient « imposer » des mesures au lieu de seulement les « proposer »¹¹⁷. Le représentant Trần Đình Nhã¹¹⁸ souligne, pour sa part, que les bureaux de représentation doivent considérer la mission de soutenir et de protéger la communauté des Vietnamiens de l'étranger comme une priorité. Il a été étonné de constater, lors d'un voyage à l'étranger, qu'un citoyen vietnamien était emprisonné depuis deux ou trois ans et que l'ambassade du Viêt Nam de ce pays n'était pas encore au courant. Il ajoute qu'au Viêt Nam, quand la police, le parquet ou les tribunaux touchent un citoyen étranger, les bureaux consulaires et les organes diplomatiques de son pays s'affairent pour le protéger.

Ce débat à l'Assemblée nationale a fait ressortir le manque d'efficacité des représentations diplomatiques vietnamiennes au niveau de la protection juridique des citoyens vietnamiens de l'étranger. Il est encore un peu tôt pour juger si la loi n° 33/2009/QH12 de 2009 a permis d'améliorer leur efficacité.

¹¹⁶ Représentant de la province de Lạng Sơn, Nguyễn Minh Thuyết est aussi vice-président du Comité de la culture, de l'éducation, de la jeunesse, de l'adolescence et de l'enfance de l'Assemblée nationale.

¹¹⁷ La requête de Nguyễn Minh Thuyết n'a finalement pas trouvé d'écho au sein de l'Assemblée. En effet, l'article 9 de la loi n° 33/2009/QH12 de 2009 – Soutenir et protéger la communauté des Vietnamiens de l'étranger – est identique à l'article 10 de la loi de 2008.

¹¹⁸ Trần Đình Nhã, représentant de la province Bà Rịa-Vũng Tàu, est aussi vice-président du Comité national de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale.

Chapitre 3

Un contexte propice à l'Union nationale ?

1 - L'encouragement au retour

Ces dernières années, deux retours symboliques de personnalités *Việt kiều*, très médiatisés, ont marqué les esprits : celui de l'ancien général Nguyễn Cao Kỳ, vice-président du Sud-Viêt Nam (1967-1971), et celui du bonze Thích Nhất Hạnh¹¹⁹. En les autorisant à se rendre au Viêt Nam, la RSVN a fait montre de son ouverture vis-à-vis des réfugiés politiques et religieux. Cette tolérance s'inscrit dans une politique d'encouragement au retour qui se manifeste, outre les lois, par un discours qui exalte le « retour aux sources » (*hướng về nguồn cội*). Néanmoins, le retour des exilés n'a pendant longtemps pas été simple et il a fallu plusieurs étapes avant sa généralisation.

De 1975 à 1980, seuls les proches du régime peuvent rentrer. Les années suivantes, le retour pour visite familiale est consenti, mais les *Việt kiều* n'ont aucun statut particulier par rapport à un étranger et sont par ailleurs très surveillés. Les autorisations d'entrée se font au cas par cas et nécessitent un visa¹²⁰. L'obtention de ce dernier peut contraindre au paiement d'un *bakchich*,

¹¹⁹ Indésirable tant au Nord qu'au Sud du Viêt Nam, le bonze Thích Nhất Hạnh (1926-), un des fondateurs du « bouddhisme engagé », était interdit de séjour dans son pays natal depuis son départ en 1966. Après avoir vécu aux États-Unis, il rejoint la France en 1970. En 1982, il fonde dans le Bordelais le célèbre village des Pruniers qui est l'un des plus grands sanctuaires bouddhistes en Europe. Après sa visite au Viêt Nam en 2005, il a déclaré au journal *Le Monde* (19 avril 2005) « avoir semé des graines, notamment celle de la réconciliation ».

¹²⁰ Le visa est obligatoire pour les personnes d'origine vietnamienne qui ont une nationalité étrangère, celles qui ont deux nationalités (vietnamienne et celle du pays d'accueil) et celles qui ont uniquement la nationalité vietnamienne. Cette mesure en dit long sur la considération des *Việt kiều* et sur les craintes qu'ils suscitaient au cours de cette période. En 1997, Trần Trọng Đăng Đàn

comme cela est parfois le cas dans les aéroports où les procédures douanières et policières s'éternisent. Avec le *Đổi mới*, les retours se multiplient et les contrôles sont moins systématiques. Toutefois, le visa est toujours obligatoire. Celui-ci n'excède pas trois mois et peut être renouvelé pour le même laps de temps. Les exilés qui rentrent au Viêt Nam pour investir ou participer à des coopérations économiques, culturelles ou dans les sciences et technologies peuvent espérer obtenir un visa de douze mois¹²¹. Les retours définitifs ne sont pas autorisés et ne vont l'être qu'en 1994 pour les citoyens *Việt kiều* inclus dans l'une des catégories suivantes¹²² : les personnes âgées de soixante ans et plus, et les enfants de moins de seize ans ayant des parents au Viêt Nam ou, à défaut, des citoyens vietnamiens qui se portent garant ; les personnes ayant un niveau universitaire ou une formation dans une des branches dont le Viêt Nam a besoin ; en dernier lieu, les investisseurs affiliés au Comité d'État pour la coopération et les investissements. Ce n'est qu'en 1996 que tous les citoyens *Việt kiều* titulaires d'un passeport vietnamien valide sont autorisés à se réinstaller au Viêt Nam¹²³. En 1999, ils sont exemptés de visa pour entrer ou sortir du Viêt Nam grâce à la décision n° 210/1999/QĐG¹²⁴ qui stipule par ailleurs qu'ils ont les mêmes droits que les Vietnamiens de l'intérieur lorsqu'ils rentrent au Viêt Nam¹²⁵.

souligne dans son ouvrage *Người Việt Nam ở nước ngoài* [Les Vietnamiens de l'étranger, *op. cit.*, p. 268] que cette situation est anormale et très rare dans le monde. Ce n'est qu'en 1999 que les citoyens vietnamiens de l'étranger sont exemptés de visa.

¹²¹ « Inter-ministerial circular of Ministry of Foreign Affairs, of the Interior and Central Committee for Overseas Vietnamese on entry, exit, temporary stay and circulation of resident overseas Vietnamese in Vietnam », Hanoi, 18 janvier 1993 ; *Tập Chí Quê Hương*, n° 10, 1993, p. 27-28.

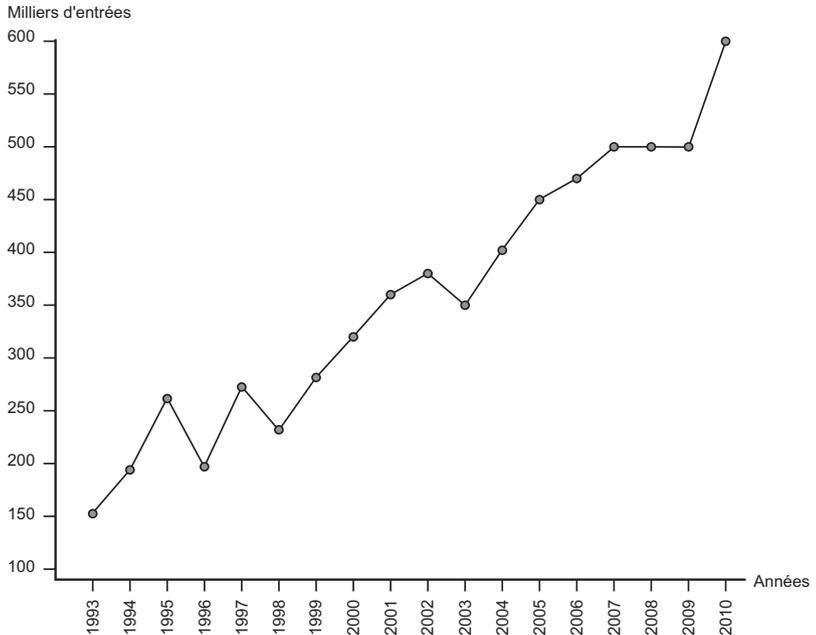
¹²² « Quyết Định của Thủ Tướng Chính Phủ số 59-TTg 04/02/1994 về việc giải quyết cho người Việt Nam định cư ở nước ngoài hồi hương về Việt Nam » [Décision du Premier ministre n° 59-TTg datée du 4 février 1994 pour résoudre la question des retours au Vietnam des Vietnamiens résidant à l'étranger].

¹²³ « Quyết Định của Thủ Tướng Chính Phủ số 875-TTg 21/11/1996 về việc giải quyết cho công dân Việt Nam định cư ở nước ngoài hồi hương về Việt Nam » [Décision du Premier ministre n° 875-TTg datée du 21 novembre 1996 pour résoudre la question des retours au Viêt Nam des citoyens vietnamiens résidant à l'étranger].

¹²⁴ « Quyết Định của Thủ Tướng Chính Phủ số 210/1999/QĐ-TTg 27/10/1999 về một số chính sách đối với người Việt Nam ở nước ngoài » [Décision du Premier ministre n° 210/1999/QĐ-TTg datée du 27 octobre 1999 sur quelques politiques envers les Vietnamiens de l'étranger].

¹²⁵ Ces mesures s'étendent aux personnes d'origine vietnamienne (non titulaires de la nationalité vietnamienne) qui ont rendu des services méritoires à la patrie.

Les entrées des Vietnamiens de l'étranger au Viêt Nam (1993-2010)



Sources : Nguyễn Chiến Thắng, Lê Tiến Ba, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết* [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir], Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, p. 67 (pour les années 1993-2003) et chiffres émanant de différents journaux nationaux (pour les années 2004-2010).

En 2007, sur une décision du Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng, l'exemption de visa s'étend à tous les *Việt kiều*¹²⁶. La demande se fait à l'aide du site Internet du ministère des Affaires étrangères¹²⁷ ou dans les ambassades et les consulats du Viêt Nam à l'étranger. Le certificat d'exemption est valable cinq ans et permet aux *Việt kiều* titulaires d'un passeport étranger d'entrer plusieurs fois au Viêt Nam. Cependant, chacun des séjours ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours, à moins que l'intéressé ne demande une autorisation pour prolonger son séjour. Pour obtenir l'exemption de visa, les *Việt kiều* doivent

¹²⁶ « Quyết định của Thủ tướng Chính phủ số 135/2007/QĐ-TTg ban hành Quy chế về miễn thị thực cho người Việt Nam định cư ở nước ngoài » [Décision du Premier ministre n° 135/2007/QĐ-TTg relative à l'exemption de visa pour les Vietnamiens résidant à l'étranger], 17 août 2007.

¹²⁷ <http://mienthithucvk.mofa.gov.vn/>

présenter un papier qui justifie leur origine vietnamienne. Les justificatifs sont nombreux et peuvent appartenir à un autre membre de la famille : passeport (valide ou expiré), carte d'identité (y compris celle délivrée par l'ancien régime du Sud), livret de famille, acte de naissance, etc. Dans le cas où la personne n'a pas l'une de ces pièces, elle peut demander une déclaration de garantie d'un citoyen vietnamien.

D'après le Comité d'État des Vietnamiens de l'étranger, plus de 16 000 *Việt kiều* ont reçu le certificat d'exemption de visa après les quatre premiers mois d'application de la décision. Trần Trọng Toàn, directeur adjoint du Comité susnommé, considère d'une part que cette mesure est la preuve que l'État et le Parti considèrent les *Việt kiều* comme faisant partie intégrante du peuple vietnamien et que, d'autre part, elle va permettre l'augmentation du nombre de retours¹²⁸. Cette prérogative, bien que largement relayée par les représentations diplomatiques vietnamiennes à l'étranger et les agences de voyage, n'est pas toujours connue des *Việt kiều*. Pourtant, outre la considération, l'exemption de visa accorde aux *Việt kiều* des avantages économiques et pratiques. La demande d'exemption et son renouvellement ne s'élèvent qu'à 17 euros (plus 13 euros en cas de frais postaux) alors que l'obtention d'un visa de tourisme de trois mois est de 50 euros et son renouvellement d'environ 50 euros (ce prix inclut les frais d'agence et peut varier du simple au triple selon la politique d'immigration du moment).

2 - La nationalité et les droits des Vietnamiens de l'étranger

Pendant de longues années, les citoyens *Việt kiều* ont été considérés comme des étrangers au Viêt Nam même. Ils doivent obtenir un visa pour se rendre dans leur pays d'origine et, une fois sur place, ils paient les mêmes prix¹²⁹ que les personnes étrangères (hôtel, avion, train, factures d'électricité, etc.) et ne peuvent accéder à la propriété. À partir du milieu des années 1990, les autorités vietnamiennes prennent diverses mesures pour qu'ils bénéficient des mêmes droits que les Vietnamiens de l'intérieur. Mais ces mesures tardent à se concrétiser et les *Việt kiều* se plaignent du manque de considération à leur égard

¹²⁸ « Le Parti et l'État veillent toujours à faciliter le retour des *Việt kiều* », *Agence vietnamienne d'information*, 3 janvier 2008.

¹²⁹ Jusqu'à la fin des années 1990, le pays applique des tarifs différents pour les nationaux et les étrangers. Ce n'est que peu de temps avant l'abolition de ce système de double prix que les citoyens *Việt kiều* ont bénéficié des mêmes tarifs que les citoyens de l'intérieur.

et des lourdes démarches administratives auxquelles ils sont soumis¹³⁰. Récemment, on a pu noter des avancées juridiques importantes.

Régler la question de la nationalité

La nouvelle loi sur la nationalité de 2009 a permis d'ouvrir le débat sur l'accès à la propriété et sur les droits politiques des citoyens *Việt kiều*. Très peu de *Việt kiều* ont uniquement la nationalité vietnamienne. La plupart (environ 80 %) ont la nationalité de leur pays de résidence¹³¹. Cependant, la majorité des pays où ils résident (États-Unis, France, Canada et Australie) acceptent la double nationalité et ne les obligent donc pas à abandonner leur nationalité d'origine. La loi vietnamienne reconnaît pour sa part une seule nationalité. Néanmoins, depuis 2008, une nouvelle loi permet sous certaines conditions la possession de deux nationalités. En 1988, le code de la nationalité vietnamienne stipule que le Việt Nam ne tolère pas la double nationalité afin de sauvegarder la sécurité nationale et de « déjouer les intrigues visant à exploiter à son détriment les situations de la multinationalité¹³² ». Néanmoins, le président du Comité central des *Việt kiều*, Hoàng Bích Sơn, fait savoir que les compatriotes de l'étranger, qu'ils aient ou non la nationalité vietnamienne, sont moralement des Vietnamiens puisqu'ils « ont toujours du sang vietnamien qui coule dans leurs veines¹³³ ».

Dix ans plus tard, une nouvelle loi est édictée¹³⁴. Elle reste fidèle au principe de la nationalité unique, mais le Việt Nam considère désormais que les *Việt kiều* qui n'ont pas renoncé à la nationalité vietnamienne ou n'en sont pas privés sont des citoyens vietnamiens ainsi que leurs enfants. La nationalité du pays d'accueil n'est donc pas reconnue bien que la plupart des *Việt kiều* suivent uniquement les droits et obligations juridiques de leurs pays de résidence. Ces

¹³⁰ Voir par exemple Phan Anh, « Việt kiều bức xúc thủ tục trong nước » [Les *Việt kiều* sont accablés de procédures dans le pays], 8 février 2007, <http://vietbao.vn/Xa-hoi/Viet-kieu-buc-xuc-thu-tuc-trong-nuoc/10995893/157/>

¹³¹ Nguyễn Chiến Thắng, Lê Tiên Ba, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết* [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir], Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, p. 39.

¹³² « Le nouveau code de la nationalité vietnamienne », *Le Courrier du Việt Nam*, n° 12, 1988, p. 6-8.

¹³³ Hoàng Bích Sơn, « Đồng bào ta ở nước ngoài dù mang quốc tịch nào vẫn là người Việt Nam » [Nos compatriotes de l'étranger sont toujours des Vietnamiens quelle que soit leur nationalité], *Nhân Dân*, 5 juillet 1988, cité par Nguyễn Ngọc Hà, *Về người Việt Nam định cư ở nước ngoài* [Les Vietnamiens résidant à l'étranger], *op. cit.*, p. 37.

¹³⁴ « Văn Bản Mới, Luật Quốc tịch Việt Nam 1998 » [Nouveau texte : Loi sur la nationalité vietnamienne de 1998], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 6, 1998, p. 29-32.

derniers ont donc de manière non officielle la double nationalité. Cette même loi indique les formalités à suivre pour retrouver, maintenir, obtenir ou abandonner la nationalité vietnamienne. Dans les trois premiers cas, les démarches administratives sont compliquées et impliquent la perte de toute autre nationalité. Selon le ministère de la Justice, seulement 674 personnes (dont 231 cas résolus) ont demandé la nationalité vietnamienne entre janvier 1999 et décembre 2007¹³⁵.

Lors d'une conférence organisée par le ministère de la Justice en février 2008, les participants ont fait le bilan de la loi de 1998 et ont cherché à résoudre ses défauts¹³⁶. Il a été admis que la mise en œuvre d'une seule nationalité stricte provoquait des difficultés. Force est de constater que chaque pays est indépendant dans sa gestion de la nationalité et, de fait, le Viêt Nam peut reconnaître une personne comme citoyen à part entière et ne peut interdire les autres pays d'en faire autant. Selon Nguyễn Bá Sơn (département du Droit international, ministère des Affaires étrangères), le Viêt Nam ne s'intéresse pas encore réellement au conflit de lois avec les autres pays. Trịnh Đức Hải (département consulaire, ministère des Affaires étrangères) reconnaît quant à lui que ce que le Viêt Nam a réalisé concernant la question de la nationalité de 1998 jusqu'à aujourd'hui viole le principe d'une nationalité unique.

Cette conférence a été l'occasion de soulever la question de la double nationalité qui se révèle, pour les juristes, difficile à soutenir sur le plan juridique. L'obtention d'une nationalité engendre en effet des droits et des obligations pour les citoyens. M. Ngô Đức Mạnh, vice-président de la Commission des relations internationales, se demande par ailleurs « quels outils le Viêt Nam a pour protéger des citoyens et pour intervenir lorsque des problèmes surviennent à l'étranger ». Il est conclu que, outre le sentiment national, la question de la nationalité doit prendre en compte l'aspect juridique. Finalement, les réticences à l'acceptation de la double nationalité disparaissent et l'Assemblée nationale vote une nouvelle loi en novembre 2008. Cette dernière est modifiée moins d'un an plus tard par le décret gouvernemental n° 78/2009/ND-CP¹³⁷ pour plus de flexibilité.

La nouvelle loi mentionne, comme celle de 1998, que « l'État de la République socialiste du Viêt Nam, en leur créant des conditions favorables,

¹³⁵ QH, « Hai quốc tịch hay một quốc tịch mềm dẻo ? » [Deux nationalités ou une nationalité flexible ?], *Tạp Chí Quốc Hương*, n° 3, 2008, p. 4.

¹³⁶ *Idem*.

¹³⁷ « Nghị định số 78/2009/NĐ-CP ngày 22 tháng 9 năm 2009 Quy định chi tiết và hướng dẫn thi hành một số điều của Luật Quốc tịch Việt Nam » [Décret n° 78/2009/NĐ-CP daté du 22 septembre 2009. Règlement détaillé et instruction d'exécution de quelques points de la loi sur la nationalité], <http://lanhsuvietnam.gov.vn>

encourage les ressortissants d'origine vietnamienne résidant à l'étranger au maintien de leurs liens avec leur pays natal pour contribuer à l'édification du pays¹³⁸ ». Cependant, elle indique contrairement à la précédente, que la RSVN « reconnaît aux citoyens vietnamiens une seule nationalité qui est la nationalité vietnamienne, hormis les cas où la présente loi en dispose autrement¹³⁹ ».

Désormais, le Viêt Nam tolère, sans la reconnaître pour autant et dans certains cas, la possession de deux nationalités. Toute personne ayant eu la nationalité vietnamienne et qui a par la suite acquis une nationalité étrangère, mais qui n'a pas demandé la répudiation de sa nationalité vietnamienne ou qui ne l'a pas perdue, peut entreprendre des démarches en vue de la maintenir. Elle doit pour cela, dans un délai de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2009¹⁴⁰, se rendre dans une représentation diplomatique vietnamienne de son pays d'accueil et présenter un justificatif prouvant sa nationalité vietnamienne. Cette démarche lui permettra d'obtenir un passeport vietnamien¹⁴¹. Les enfants nés de parents tous deux citoyens vietnamiens sont aussi de nationalité vietnamienne, qu'ils soient nés au Viêt Nam ou à l'étranger¹⁴². Une grande partie des nouvelles générations de *Viêt kiêu* est donc en mesure d'aspirer à la nationalité du pays d'origine.

Les *Viêt kiêu* binationaux ont, dans leur pays d'accueil, les mêmes droits et devoirs qu'auparavant et en ont aussi quand ils se trouvent sur le sol vietnamien¹⁴³. Cette situation leur offre plusieurs privilèges : ils ont au Viêt Nam la possibilité d'acheter des biens (immobiliers, automobiles, etc.), des avantages pour la création d'entreprise et l'investissement, tout en gardant les avantages fiscaux de leur pays d'accueil (retraite, assurance santé, etc.). Les binationaux sont soumis à la loi de leur pays d'adoption, mais peuvent avoir recours, s'ils le désirent, à l'aide des représentations diplomatiques vietnamiennes. Le cas inverse est aussi possible lorsqu'ils se trouvent au Viêt Nam¹⁴⁴. L'État vietnamien offre également la possibilité à ceux qui ont répudié ou perdu leur nationalité vietnamienne de la réintégrer à nouveau. Cette

¹³⁸ Article 5 : « Relations entre l'État et les citoyens ».

¹³⁹ Article 4 : « Principe de la nationalité ».

¹⁴⁰ Passé ce délai, les intéressés perdront automatiquement la nationalité vietnamienne.

¹⁴¹ Cette démarche est possible uniquement si le pays d'adoption accepte plusieurs nationalités. Par exemple, l'Allemagne ne tolère pas l'obtention d'une nationalité supplémentaire.

¹⁴² L'enfant né d'un parent citoyen vietnamien et d'un parent de nationalité étrangère est citoyen vietnamien si les deux parents en ont exprimé la demande par écrit au moment de la déclaration de naissance.

¹⁴³ Au niveau des obligations, les citoyens *Viêt kiêu* sont exemptés de service militaire au Viêt Nam.

¹⁴⁴ Cela dépend de la législation de chaque pays. Par exemple, les représentations diplomatiques françaises acceptent de venir en aide à un binational à l'étranger.

demande oblige à renoncer à sa nationalité d'adoption, sauf si le requérant est l'un des cas suivants : les personnes qui sont le conjoint, l'enfant biologique, le père ou la mère biologique d'un citoyen vietnamien ; les personnes qui ont contribué à l'œuvre d'édification et de défense de la Patrie vietnamienne ; les personnes dont la réintégration est bénéfique pour l'État de la République socialiste du Viêt Nam. Selon *Le Courrier du Viêt Nam*, l'administration vietnamienne a traité une cinquantaine de demandes de réintégration de la nationalité vietnamienne¹⁴⁵. La même source indique que 80 000 personnes ont suivi la procédure pour répudier leur nationalité vietnamienne. Ce chiffre s'explique en grande partie par les mariages entre Vietnamiennes et étrangers. Les premières sont contraintes d'abandonner la nationalité vietnamienne pour celle de leur mari dont le pays n'accepte qu'une nationalité, comme Taiwan par exemple. Selon le président du CEVE, Nguyễn Thanh Sơn, dans les cinq années à venir, la nouvelle loi sur la nationalité permettra de définir qui veut et qui peut garder la nationalité vietnamienne¹⁴⁶. Le Viêt Nam sera alors en mesure d'améliorer la gestion et la protection des citoyens *Việt kiều*.

Les droits des *Việt kiều*

Acheter des biens immobiliers au Viêt Nam

Jusqu'en 2001, les *Việt kiều* n'ont pas la possibilité d'acheter un bien immobilier au Viêt Nam. La situation évolue grâce au décret gouvernemental n° 81/CP¹⁴⁷ qui accorde ce droit aux citoyens *Việt kiều* titulaires d'une carte de résidence. Il en va de même pour les personnes d'origine vietnamienne entrant dans l'une des catégories suivantes :

- 1) les personnes qui investissent à long terme au Viêt Nam ;
- 2) les artistes et les scientifiques ;
- 3) ceux qui ont rendu des services méritoires au pays ;

¹⁴⁵ Hà My, « Forte demande de naturalisation vietnamienne », *Le Courrier du Viêt Nam*, 12 juin 2010, <http://lecourrier.vnagency.com.vn>

¹⁴⁶ « Luật Quốc tịch sửa đổi đã đáp ứng nguyện vọng của đồng bào Kiều bào trên toàn thế giới » [Les modifications de la loi sur la nationalité répondent aux aspirations de nombreux *Kiều bào* à travers le monde], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 7, 2009, p. 5-6.

¹⁴⁷ « Nghị định số 81/CP của Chính phủ về việc người Việt Nam định cư ở nước ngoài mua nhà ở Việt Nam » [Décret gouvernemental n° 81/CP sur l'achat d'un logement pour les Vietnamiens résidant à l'étranger], http://moj.gov.vn/vbpq/Lists/Vn%20bn%20php%20lut/View_Detail.aspx?ItemID=23025

- 4) les Vietnamiens résidant à l'étranger qui ont déposé une demande pour revenir vivre au Việt Nam durablement et qui y sont autorisés par les services compétents¹⁴⁸.

Cependant, la complexité des formalités à suivre pour devenir propriétaire a découragé certains *Việt kiều*. Ceux-ci ne savent pas à qui s'adresser, déplorent le caractère flou des textes et un manque d'instruction pour guider des démarches administratives trop longues. Après trois ans d'application du décret n° 81/CP, seuls soixante *Việt kiều* sont en possession d'un logement¹⁴⁹. Malgré des modifications apportées au décret, leur nombre ne s'élève six ans plus tard qu'à cent quarante, dont la majorité (cent) a acheté un logement à Hô Chi Minh-ville¹⁵⁰. Néanmoins, de nombreux *Việt kiều* ont eu recours à un prête-nom (par l'intermédiaire d'un proche citoyen vietnamien) pour accéder à la propriété. Outre la lourdeur de l'appareil administratif, les complications d'accès à la propriété sont aussi liées aux répercussions que peut occasionner l'entrée des *Việt kiều* sur le marché immobilier vietnamien. En 2005, le président de la Commission de législation de l'Assemblée nationale, Vũ Đức Khiển, craignait qu'une trop forte demande d'achats de logements occasionne des troubles. Il a donc proposé et obtenu l'augmentation de trois à six mois de la durée du permis de résidence nécessaire à l'autorisation d'acquisition d'un bien immobilier. Mais l'arrivée des *Việt kiều* sur le marché immobilier comporte parallèlement des bénéfices certains pour l'économie nationale. Elle peut offrir aux promoteurs immobiliers une conjoncture favorable et les *Việt kiều* sont en mesure de soutenir l'urbanisation rapide des villes vietnamiennes grâce à leurs capitaux et à leurs exigences au niveau du standing. Ces arguments ont probablement favorisé la promulgation en 2010 du décret n° 71/CP¹⁵¹ en remplacement de celui de 2001.

Édicté par le Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng, ce nouveau décret allège les procédures administratives, élargit les catégories d'ayants droit et permet l'acquisition d'un nombre illimité de logements contre un seul auparavant.

¹⁴⁸ Ceux-ci doivent avoir un permis de résidence d'au moins trois mois. Par la suite, six mois seront nécessaires, pour finalement retomber à trois mois.

¹⁴⁹ « Dự thảo Nghị định sửa đổi, bổ sung Nghị định : Việt kiều tạm trú được mua nhà » [Ébauche de modification du décret pour compléter le décret n° 81 : Les *Việt kiều* résidents temporaires peuvent acheter une maison], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 10, 2005, p. 26.

¹⁵⁰ Việt Hoàng, « Peu de *Việt kiều* ont acheté des logements », *Le Courrier du Việt Nam*, 27 février 2010, p. 7.

¹⁵¹ « Nghị định 71/2010/NĐ-CP của Chính phủ ban hành ngày 23/06/2010 Quy định chi tiết và hướng dẫn thi hành Luật Nhà ở » [Décret gouvernemental n° 71/2010/NĐ-CP daté du 26 juin 2010 stipulant le détail et guidant l'application de la loi sur le logement], <http://quehuongonline.vn/VietNam/Home/Van-ban-phap-luat/2010/07/3C05D94E/>

Ainsi, en plus de celles mentionnées plus haut, deux nouvelles catégories ont le droit d'acheter un bien immobilier. Il s'agit d'une part des personnes d'origine vietnamienne possédant un savoir-faire particulier dont le pays a besoin et qui travaillent actuellement au Viêt Nam, et d'autre part des conjoints d'un citoyen vietnamien vivant dans le pays. Ces personnes, à l'instar des catégories mentionnées plus haut, doivent être en possession d'une carte de résidence de plus de trois mois. Par ailleurs, les individus d'origine vietnamienne qui ne font pas partie de l'une des catégories spécifiques ont également accès à la propriété à condition qu'ils soient titulaires de l'exemption de visa et d'une carte de résidence de plus de trois mois. Ils ont en revanche le droit d'acheter uniquement une maison ou un appartement.

Grâce au décret n° 71/CP, les droits liés à la possession d'un bien immobilier sont plus étendus qu'auparavant et sont presque identiques à ceux octroyés aux Vietnamiens de l'intérieur. Ainsi, les *Việt kiều* possèdent notamment la possibilité, selon *Le Courrier du Viêt Nam*, « de location, de mandat de gestion, de leg, d'héritage du transfert de propriété foncière faisant partie du projet de développement des logements à des fins commerciales dans les zones où le sol peut se vendre¹⁵² ». Le décret est aussi voué à clarifier et à simplifier les démarches administratives nécessaires à l'achat d'un logement. Par exemple, les scientifiques ont dorénavant uniquement besoin de l'invitation du doyen d'une université, d'une académie ou du directeur d'un institut de recherche comme justificatif. Auparavant, ils devaient l'obtenir d'un ministre ou du président du Comité populaire d'une province¹⁵³.

Selon des estimations¹⁵⁴, environ 100 000 *Việt kiều* ont actuellement l'intention d'acquérir un logement au Viêt Nam. Cela laisse présager, au vu d'un calcul prévisionnel, 12 millions de mètres carrés à bâtir. En considérant à 50 000 dollars le prix moyen d'un logement, le marché immobilier recevrait, à terme, 5 milliards de dollars. Outre les perspectives économiques, les dirigeants vietnamiens ne manquent pas de rappeler que ces avancées juridiques permettent aux *Việt kiều* de se sentir davantage liés à leur pays natal. Ceux-ci peuvent envisager une vie plus stable au Viêt Nam en y trouvant de nouvelles

¹⁵² Hoàng Minh, « Un *Việt kiều* peut désormais acquérir plusieurs logements », *Le Courrier du Viêt Nam*, 22 août 2010, <http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?xt=xt35&page=newsdetail&newsid=65190>. En revanche, les *Việt kiều* n'ont pas, contrairement aux citoyens de l'intérieur, la possibilité de donner le bien en garantie à une société ou à une autre personne morale.

¹⁵³ Hoàng Minh, « Un *Việt kiều* peut désormais acquérir plusieurs logements », *op. cit.*

¹⁵⁴ Selon un cadre du Groupe de développement de logements et de centres urbains (HUD Housings), cité par Huy Quang, « Le nouvel arrêté gouvernemental n° 71 influence-t-il le marché immobilier ? », *Le Courrier du Viêt Nam*, 22 août 2010, <http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?xt=&page=newsdetail&newsid=65191>

opportunités. Cependant, il reste à savoir si la situation va réellement se débloquer sur le terrain et si les *Việt kiều* joueront, dans les années à venir, un rôle important sur le marché immobilier vietnamien.

Les droits politiques

En 1986, un citoyen vietnamien résidant en France soumet la question suivante dans une revue proche de l'Union générale des Vietnamiens de France :

« Pourquoi n'ai-je pas le droit de voter quand il y a des élections au Viêt Nam ? D'autres communautés immigrées en France ont le droit de voter dans leurs ambassades ou leurs consulats, alors pourquoi pas nous ? Et, pourtant, ne suis-je pas vietnamien, je veux dire citoyen vietnamien¹⁵⁵ ? »

Ceci est un exemple parmi d'autres de la frustration ressentie par les citoyens *Việt kiều* qui sont privés de leurs droits politiques au Viêt Nam. En dépit de leurs revendications, cette situation a perduré pendant de longues années. Pourtant, l'article 54 de la Constitution vietnamienne stipule clairement que « le citoyen, sans distinction d'appartenance ethnique, de sexe, d'extraction sociale, de croyance, de niveau d'instruction, de profession, de durée de résidence, s'il a dix-huit ans révolus et plus, a le droit de voter et, s'il a vingt et un ans révolus et plus, peut se présenter comme candidat aux élections à l'Assemblée nationale ou au Conseil populaire suivant les dispositions de la loi¹⁵⁶ ».

Résoudre la question des droits des citoyens de l'étranger a nécessité une évolution des mentalités des politiques vietnamiens ainsi que des avancées concernant la question de la nationalité. En 1997, Trần Trọng Đăng souligne à ce propos que si l'État vietnamien reconnaît les *Việt kiều* qui ont uniquement la nationalité vietnamienne et ceux qui ont deux nationalités comme des citoyens vietnamiens, alors la question de leurs droits électoraux doit se poser¹⁵⁷. Il admet que poser cette question dans la situation d'alors est un peu prématuré et peut attirer les foudres des personnes hostiles à un tel projet. Octroyer des droits politiques aux citoyens *Việt kiều* est un sujet délicat qui a longtemps ralenti la

¹⁵⁵ Tuân, « *Việt kiều*, citoyen vietnamien ? », revue *Graffiti*, n° 19-20, janvier-février 1986, (« Fonds Boudarel », IAO, ENS de Lyon), p. 42.

¹⁵⁶ Chapitre V, « Droits et devoirs fondamentaux du citoyen », article 54, *Les Constitutions du Viêt Nam (1946-1959-1980-1992)*, op. cit., p. 158.

¹⁵⁷ Trần Trọng Đăng, *Người Việt Nam ở nước ngoài* [Les Vietnamiens de l'étranger], op. cit., p. 275-276.

reconnaissance juridique de ces derniers. Ce n'est effectivement qu'à partir de l'adoption d'une loi plus flexible sur la nationalité que la situation a réellement évolué¹⁵⁸.

En février 2011, soit deux mois avant les élections des représentants de la XIII^e Assemblée nationale et du Conseil populaire (2011-2016), le Comité permanent de l'Assemblée promulgue une décision sur le règlement des élections¹⁵⁹. Celle-ci mentionne que les citoyens vietnamiens qui travaillent, étudient, font du tourisme, visitent leurs proches ou résident à l'étranger ont la possibilité de voter à condition qu'ils se rendent au Viêt Nam vingt-quatre heures avant le début des élections et qu'ils présentent leur passeport dans le quartier où ils sont enregistrés comme résidents. Le souhait des *Việt kiều* est seulement en partie réalisé car il leur est encore impossible de voter dans leur pays de résidence *via* les représentations diplomatiques vietnamiennes. L'obligation de rentrer au Viêt Nam est en effet une contrainte importante dans la mesure où la plupart des *Việt kiều* doivent effectuer un long voyage. Toutefois, un obstacle de taille a été levé concernant leurs droits politiques. La presse nationale vietnamienne n'a d'ailleurs pas manqué de consacrer de nombreux articles à la participation des *Việt kiều* aux élections de mai 2011 (sans être réellement en mesure de connaître la tendance de leur vote).

Mais il reste encore une étape décisive à franchir qui tient dans la possibilité pour les *Việt kiều* de se présenter comme candidats aux élections des représentants de l'Assemblée nationale. Cette éventualité a été soulevée en mars 2010 à l'occasion d'une conférence conjointe entre le Comité permanent de l'Assemblée nationale et le Comité central du Front de la Patrie. Le vice-président de ce dernier Comité, Cù Hòa Vãn, propose que les *Việt kiều* qui possèdent la nationalité vietnamienne obtiennent la possibilité de devenir représentants à l'Assemblée nationale afin d'être les porte-parole des nombreux *Việt kiều*. Son homologue du Comité permanent de l'Assemblée nationale, Chu

¹⁵⁸ Bien qu'aucun texte juridique ne l'atteste, il semble que les Vietnamiens de l'étranger uniquement titulaires de la nationalité vietnamienne aient la possibilité de voter en revenant au Viêt Nam avant les précisions juridiques de 2011. On peut imaginer que ce droit leur a été octroyé à compter de l'exemption de visa pour les citoyens de l'étranger en 1999. L'article suivant mentionne du moins qu'ils avaient ce droit en 2007 : « Kiêu bào chưa có điều kiện thực hiện quyền bầu cử » [Les *Kiêu bào* n'ont pas encore les conditions pour mettre en œuvre leurs droits électoraux], 26 février 2007, <http://vnexpress.net/gl/xa-hoi/2007/02/3b9f3816/>

¹⁵⁹ « Nghị quyết số 1020/2011/UBTVQH12 hướng dẫn một số điểm về việc tổ chức cuộc bầu cử đại biểu quốc hội khóa XII và đại biểu Hội đồng nhân dân các cấp nhiệm kỳ 2011-2016 » [Décision n° 1020/2011/UBTVQH12. Quelques indications sur l'organisation des élections des représentants de la XII^e Assemblée nationale et des représentants du Conseil populaire de tous les niveaux de la population pour la période 2011-2016].

Luru, lui répond que l'application d'une telle proposition rencontrera de nombreuses difficultés :

« Par exemple, pour que les *Việt kiều* soient représentants à l'Assemblée, alors comment faut-il organiser les élections, quelles seront les activités de ces représentants à l'étranger, qui supervisera leurs activités [...] ? Tous ces problèmes de fond ont besoin de pouvoir être débattus et résolus¹⁶⁰. »

Finalement, les citoyens *Việt kiều* n'ont pas obtenu le droit de se présenter aux élections de mai 2010. Il subsiste donc encore des blocages, mais il est fort possible que la situation évolue dans un futur proche. Après plusieurs années d'hésitation, les politiques vietnamiens sont allés de l'avant et ont pris à bras-le-corps la question du rapprochement avec les *Việt kiều*. À l'heure actuelle, la question de la participation politique, qui est la plus périlleuse, a été soulevée et en partie résolue. La volonté de certains politiques et en particulier du Front de la Patrie ainsi que la pression exercée par les citoyens vietnamiens de l'étranger sont en mesure de faire encore évoluer les choses vers davantage d'ouverture. Néanmoins, il est certain que la frange plus conservatrice du PCV voit d'un mauvais œil l'attribution d'un rôle politique aux *Việt kiều* qui ont longtemps été perçus comme une menace pour la souveraineté du pays.

L'entrée des *Việt kiều* à l'Assemblée nationale permettrait au pays de bénéficier d'une force nouvelle. Jusqu'à présent, les élites de l'étranger ne pouvaient pas, compte tenu des contraintes administratives, mettre pleinement leurs compétences au service de leur pays d'origine.

¹⁶⁰ Lê Kiên, « Đề xuất bầu đại diện Việt kiều vào Quốc hội » [Pour élire des représentants *Việt kiều* à l'Assemblée], 11 mars 2010, <http://tuoitre.vn/The-gioi/Nguoi-Viet-xa-que/367649/De-xuat-bau-dai-dien-Viet-kieu-vao-Quoc-hoi.html>

Chapitre 4

Le développement « outre-mer » du Viêt Nam

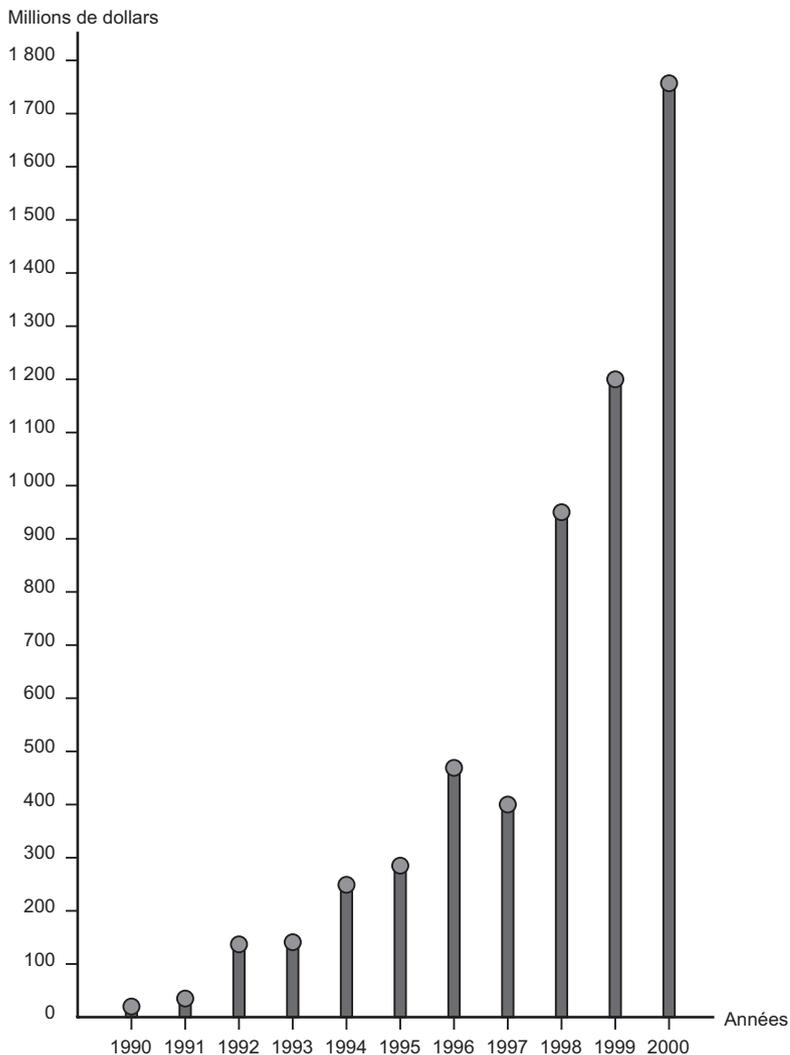
1 - Les *Viêt kiêu* dans l'économie vietnamienne

Les transferts de fonds en provenance des communautés vietnamiennes de l'étranger à destination du Viêt Nam n'ont cessé d'augmenter depuis les années 1990. Ils comprennent, d'une part, des remises monétaires qui permettent aux familles des *Viêt kiêu* d'améliorer leur quotidien et, d'autre part, des montants à investir soit directement par l'envoyeur soit par l'intermédiaire de ses proches au Viêt Nam. Les investissements des *Viêt kiêu* ne représentent qu'une petite partie des transferts financiers totaux. Néanmoins, l'amélioration de l'environnement économique au Viêt Nam et les avantages juridiques octroyés aux *Viêt kiêu* laissent présager des évolutions.

En 2008, les *Viêt kiêu* (principalement des États-Unis, du Canada, d'Australie et de France) ont envoyé 7,2 milliards de dollars à leurs proches au Viêt Nam. Cela a placé le pays au deuxième rang, après les Philippines, des pays bénéficiaires de transferts financiers en Asie du Sud-Est¹⁶¹. Après une légère baisse en 2009 due à la crise économique mondiale, le montant record de 8 milliards a été atteint en 2010. Ces chiffres ne reflètent pas la totalité des contributions des *Viêt kiêu* car ils prennent uniquement en compte l'argent qui transite par le biais du système bancaire et des compagnies de transfert. Les transferts informels sont impossibles à comptabiliser, mais on estime qu'ils sont eux aussi importants.

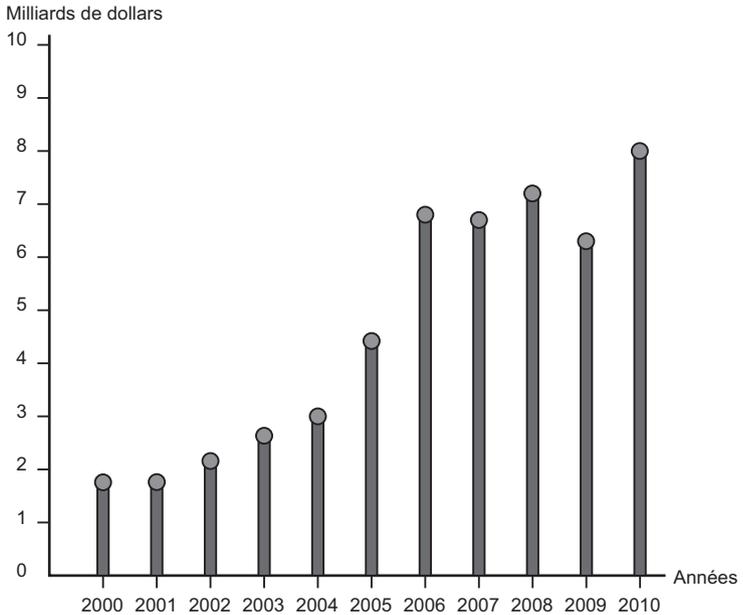
¹⁶¹ Michel Bruneau, Flore Gubert, Andrew Hardy et Jacques Ould Aoudia, « Impacts des migrations sur le développement et la pauvreté », in Stéphane Lagrée, Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud (dir.), *Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Les Journées de Tam Đảo, Université d'été en sciences sociales 2009, Hanoi, Nxb Trí Thức, 2010, p. 296.

Les devises envoyées par les Vietnamiens de l'étranger au Viêt Nam (1990-2000)



Sources : Nguyễn Chiến Thắng, Lê Tiến Ba, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir]*, Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, p. 99.

Les devises envoyées par les Vietnamiens de l'étranger au Viêt Nam (2000-2010)



Sources : *Ibid* (pour les années 2000-2003) et chiffres émanant de différents journaux nationaux (pour les années 2004-2010).

Les devises envoyées par les *Việt kiều* ont commencé à être pleinement favorables à l'économie vietnamienne à compter du *Đổi mới* (1986). Avant 1987, les bénéficiaires étaient contraints de retirer cet argent en *đồng* vietnamiens et préféraient donc recevoir des biens matériels pour les revendre¹⁶². Les années suivantes, les instituts bancaires émettant de la monnaie étrangère se sont multipliés et le gouvernement s'est activé à favoriser le flux de devises en éliminant les contraintes concernant les remises d'argent. En 1999, la décision

¹⁶² Anh Dang Nguyen, « Enhancing the development impact of migrant remittances and diaspora : the case of Viet Nam », *Asia-Pacific Population Journal*, vol. 20, n° 3, 2005, p. 114, <http://www.unescap.org/esid/psis/population/journal/Articles/2005/V20N3A5.pdf>

du Premier ministre Phan Văn Khải n° 170/1999/QĐ-TTg exonère d'impôt les sommes reçues depuis l'étranger.¹⁶³

Cette même décision indique que l'État vietnamien favorise aussi les transferts d'argent à but philanthropique. Les dons humanitaires en provenance des communautés se sont multipliés à compter de l'ouverture du Viêt Nam et avec l'augmentation des retours. Ils sont principalement destinés à lutter contre la pauvreté, soutenir les victimes de l'agent orange et des catastrophes naturelles, et financer des projets à but éducatif. Les actions humanitaires se font soit par le biais des associations créées spontanément par des étrangers et des personnes d'origine vietnamienne soit par l'intermédiaire d'associations mises en place par le Viêt Nam. Ces dernières regroupent des proches de *Việt kiều* au Viêt Nam, des étudiants vietnamiens de l'étranger et des Vietnamiens résidant à l'étranger. Ces associations forment des réseaux d'aide humanitaire encadrés et stimulés par les autorités vietnamiennes.

De 1988 à 1995, les *Việt kiều* ont entrepris cinquante-cinq projets d'investissement à Hồ Chí Minh-ville, la capitale économique du pays, dans les secteurs de l'industrie, des services, du tourisme et de l'aquaculture¹⁶⁴. Mais seuls quarante projets, d'une valeur totale d'environ 27 millions de dollars, se sont réalisés. En 1994, pour faciliter la participation économique des *Việt kiều*, les autorités ont mis en place une loi pour les encourager à investir au Viêt Nam. Dix ans plus tard, la directive n° 36-NQ/TW mentionne qu'il faut les inciter à investir et à entreprendre des affaires dans le pays et prendre en considération les investissements de toute ampleur, qu'ils soient réalisés par les intéressés eux-mêmes ou par l'intermédiaire de parents dans le pays. Les mesures prises par le gouvernement ont permis une nette augmentation des investissements des entrepreneurs *Việt kiều*.

En 2006, 1 465 projets¹⁶⁵ d'une valeur de 380 millions de dollars ont été enregistrés. Mais, comme le souligne Phan Hữu Thắng, directeur de l'Office d'investissement étranger au ministère du Plan et de l'Investissement, ce chiffre est bien loin d'être satisfaisant car il représente à peine un vingtième du total des

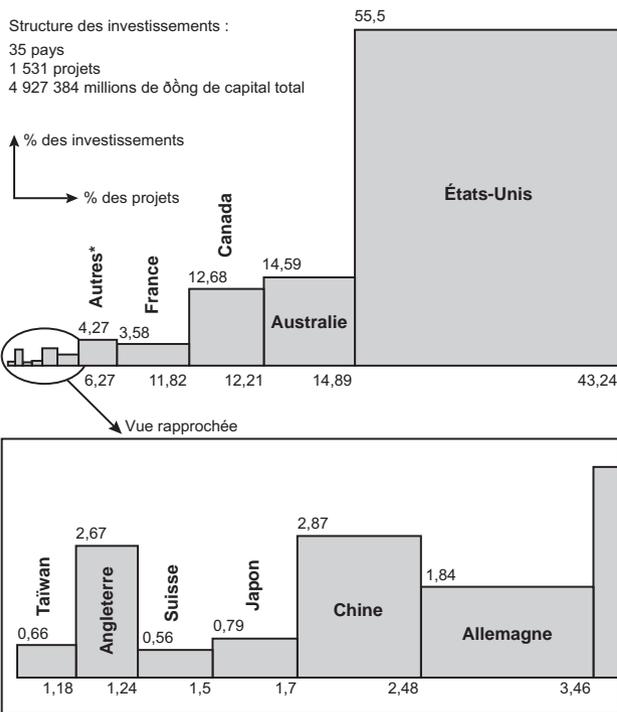
¹⁶³ « Quyết định của Thủ tướng Chính phủ số 170/1999/QĐ-TTg về việc khuyến khích người Việt Nam ở nước ngoài chuyển tiền về nước » [Décision du Premier ministre n° 170/1999/QĐ-TTg pour encourager les Vietnamiens de l'étranger à transférer de l'argent au pays], <http://thuvienphapluat.vn/archive/Quyết-dinh/Quyết-dinh-170-1999-QĐ-TTg-khuyen-khich-nguoi-Viet-Nam-o-nuoc-ngoai-chuyen-tien-ve-nuoc-vb45592t17.aspx>

¹⁶⁴ « Về tình hình đầu tư và hoạt động kinh tế của người Việt Nam ở nước ngoài trên địa bàn T. P. Hồ Chí Minh » [À propos des investissements et des actions économiques des Vietnamiens de l'étranger à Hồ Chí Minh-ville], *Tạp Chí Quốc Hương*, n° 1, 1996, p. 5.

¹⁶⁵ On compte, parmi ces 1 465 projets, 199 entreprises *joint-ventures*, 1 132 entreprises à responsabilité limitée et 134 entreprises privées.

devises envoyées par les *Việt kiều*¹⁶⁶. Par ailleurs, les investissements qu'ils ont réalisés ne sont pas bénéfiques aux secteurs considérés comme prioritaires par le gouvernement. Ainsi, les secteurs des technologies, de l'éducation, de la formation et de la recherche sont délaissés au profit de l'industrie, des services et de l'agriculture, de la sylviculture et de la pisciculture.

Histogramme 1. Origine des investissements des *Việt Kiều* au Viêt Nam, par pays étranger, en 2006

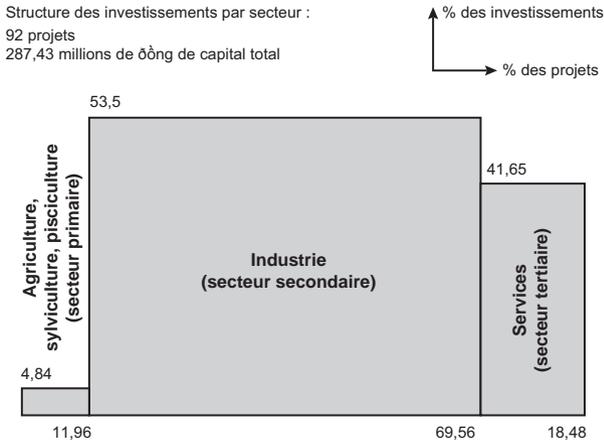


* Nouvelle-Zélande, Norvège, Argentine, Singapour, Panama, Hongrie, Italie, Écosse, Philippines, Cambodge, Algérie, Zimbabwe, Russie, Pologne, Finlande, Pays-Bas, Thaïlande, Laos, Hong Kong, Corée du Sud, Danemark, République Tchèque, Belgique, Suède, Autriche.

Source : Histogrammes réalisés à partir des chiffres cités dans la revue *Quê Hương*, n° 9, 2006.

¹⁶⁶ Tư Giang, « Đầu tư của Kiều bào chưa bằng 1/20 kiều hối » [Les investissements des *Kiêu bào* ne sont pas encore équivalents à 1/20 des devises], 9 avril 2007, <http://vietbao.vn/Kinh-te/Dau-tu-cua-kiieu-bao-chua-bang-120-kiieu-hoi/75156413/87/> (consulté le 22 juin 2011).

Histogramme 2. Nombre de projets et montant des investissements par secteur, en 2006



Source : *Ibid.*

La revue *Quê Hương* publiée en 2006 un dossier spécial sur les investissements des *Việt kiều*¹⁶⁷. Il y apparaît que l'écrasante majorité des investissements s'effectue dans le Sud du pays qui accueille 1 397 projets sur 1 531 et concentre plus de 82 % du montant total des investissements. La plupart des *Việt kiều* sont originaires de cette partie du pays qui est en outre, de par son histoire, plus ouverte aux échanges commerciaux. Le Centre regroupe le plus petit nombre de projets (cinquante), mais leur montant total est plus important que celui des quatre-vingt-quatre projets entrepris au Nord. Le potentiel touristique du Centre du pays attire d'importants investissements. Citons par exemple le complexe touristique Vinpearl. Inauguré en 2006, ce complexe se situe sur l'île de Hòn Tre et a vu le jour grâce aux investissements de *Việt kiều* ukrainiens. Il s'étend sur une superficie de plus de 150 hectares et comprend un parc d'attractions et un golf.

Les entrepreneurs *Việt kiều* privilégient les trois plus grandes villes du pays qui sont des zones à forte croissance économique. La capitale économique du pays, Hô Chi Minh-ville, compte 1 193 projets, Hanoi 74 et Đà Nẵng 37. Ces

¹⁶⁷ « Đầu tư của người Việt Nam ở nước ngoài tại Việt Nam » [Les investissements des Vietnamiens de l'étranger au Việt Nam], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 9, 2006, p. 9-13.

villes sont dotées d'infrastructures modernes et offrent des opportunités prometteuses aux investisseurs. Les zones rurales, en particulier au Centre et au Nord, n'attirent que très peu ces derniers.

Les *Việt kiều* des États-Unis sont de loin les plus nombreux à investir au Viêt Nam. Ils possèdent à eux seuls 43 % des projets et 55,5 % du montant total investi par les *Việt kiều*. Rappelons que la communauté vietnamienne américaine est la plus importante en nombre. Les entrepreneurs *Việt kiều* d'Australie se placent en deuxième position avec 15 % des projets et du montant total des investissements. Viennent ensuite le Canada et la France qui comptent à peu près le même nombre de projets (environ 12 %). Cependant, le montant des investissements des *Việt kiều* français est beaucoup plus faible et ne représente que 3,58 % du total des investissements des *Việt kiều*.

Selon le ministère du Plan et de l'Investissement, en 2009, environ 3 000 entrepreneurs *Việt kiều* sont venus au Viêt Nam avec l'intention d'y investir un peu moins de 2 milliards de dollars¹⁶⁸. Seulement 60 % des projets qu'ils avaient entrepris se sont réalisés. Mais, malgré les difficultés rencontrées à cause de la crise économique mondiale, les autorités vietnamiennes sont confiantes dans l'avenir. Le nouveau cadre juridique élaboré pour les *Việt kiều* et en particulier la loi sur le logement incitent à l'optimisme. L'ouverture du marché immobilier aux *Việt kiều* a en effet de grandes chances d'inciter ces derniers à investir dans leur pays d'origine.

Les entrepreneurs *Việt kiều* au Viêt Nam

Au début des années 1990, lorsque le Viêt Nam s'ouvre à l'économie de marché, le pays n'inspire pas confiance aux entrepreneurs internationaux. Selon Bùi Văn Tuyên¹⁶⁹, au cours de cette période, les *Việt kiều* de retour au Viêt Nam pour y investir avaient surtout à cœur d'aider le pays à se développer :

« Nous voulions aider le pays à se développer, à sortir de la pauvreté. Que vouliez-vous que nous venions faire au Viêt Nam lors de cette période ? Il n'y avait rien ! L'image du pays n'était pas

¹⁶⁸ Hằng Nga, « Nhìn lại đầu tư Việt kiều » [Regard en arrière sur les investissements des *Việt kiều*], *Nhịp Cầu Đầu Tư*, 18 janvier 2010, p. 16-19.

¹⁶⁹ Bùi Văn Tuyên a été très tôt membre de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hải Phòng et a toujours œuvré au rapprochement de son pays d'origine avec son pays d'accueil, la France. Il a réalisé de nombreux investissements bénéfiques pour le développement du Viêt Nam et est aujourd'hui à la tête du groupe BVT. En juillet 2011, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, il a été décoré de l'Ordre national de la Légion d'honneur par l'ambassadeur de France au Viêt Nam pour sa contribution au développement des relations d'amitié entre la France et le Viêt Nam.

bonne [...]. Les autorités vietnamiennes essayaient de convaincre les *Việt kiều* de venir au Viêt Nam pour investir. Moi-même, j'ai été approché. Par la suite, je me suis rendu par mes propres moyens dans plusieurs communautés et notamment aux États-Unis pour essayer de donner une meilleure image du Viêt Nam aux hommes d'affaires¹⁷⁰. »

Pour devenir plus attractif, le Viêt Nam a dû prouver qu'il est possible de faire des affaires sereinement dans le pays. Les premiers temps ont été difficiles et les entrepreneurs ont dû s'adapter à un environnement complexe. Il a été délicat pour le pays de sortir d'une économie planifiée et de s'ouvrir au capitalisme. La mésestime et la défiance qu'inspiraient les *Việt kiều* compliquaient encore les choses. Le gouvernement a pris des mesures politiques pour faciliter les investissements et créer un climat propice aux affaires. Mais, comme le souligne un autre homme d'affaires *Việt kiều*, les autorités vietnamiennes ont longtemps fait du *stop and go* (Encadré 4).

Des *Việt kiều* directeurs d'entreprise se sont plaints à maintes reprises des difficultés qu'ils rencontraient au Viêt Nam pour y vivre et y travailler. Par exemple, Bùi Văn Tuyền confie que, quand l'occasion se présentait, il n'hésitait pas à demander aux autorités de prendre des mesures pour alléger les démarches administratives auxquelles devaient se plier les *Việt kiều*. Forts de leur assise économique et du patriotisme dont ils ont fait preuve, certains *Việt kiều* ont donc réussi à faire entendre leurs revendications.

Mais le gouvernement vietnamien devait et doit encore composer dans son ouverture économique avec les opposants au régime. Selon M. C (Encadré 4), certains d'entre eux investissent des structures mises en place par le gouvernement pour les entrepreneurs *Việt kiều* par le gouvernement pour y faire de la politique. Une nouvelle fois, la persistance des divergences du passé semble être en mesure de freiner l'ouverture du Viêt Nam.

Néanmoins, il est désormais possible pour les *Việt kiều* de faire des affaires au Viêt Nam plus par opportunisme que par patriotisme. La presse vietnamienne consacre des articles aux entrepreneurs *Việt kiều* qui réussissent dans le pays. Le ton est souvent patriotique et l'accent est mis sur l'attachement au pays d'origine qui se concrétise par un retour aux sources¹⁷¹. Afficher réussite et richesse n'est plus tabou au Viêt Nam. Néanmoins, il existe des limites à ne pas

¹⁷⁰ Propos recueillis en septembre 2010.

¹⁷¹ Voir par exemple Hà Thanh, « Việt kiều Mỹ về Việt Nam : “Cơ hội là ở đây” » [Un *Việt kiều* américain rentre au Viêt Nam : « Les opportunités sont ici »], 24 mai 2011, <http://vnexpress.net/gl/the-gioi/2011/05/viet-kieu-my-ve-viet-nam-co-hoi-la-o-day/> (consulté le 22 juin 2011). Hiếu Thiện, « Anh trở về vì tình yêu quê hương » [Je rentre car j'aime mon pays natal], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 4, 2002, p. 20-22.

dépasser, comme en témoigne la mésaventure vécue par Nguyễn Gia Thiều il y a quelques années. Originaire de Hồ Chí Minh-ville, Nguyễn Gia Thiều s'exile en 1979 à l'âge de seize ans en France où il réalise des études supérieures en gestion et en informatique appliquée. Dans les années 1990, il décide de rentrer dans son pays d'origine pour y faire des affaires. Le succès est au rendez-vous et Nguyễn Gia Thiều conquiert en une dizaine d'années 80 % du juteux marché de téléphonie mobile en assurant la commercialisation des produits de Nokia et de Samsung. Cette *success story* fulgurante affichée (villa et voiture de luxe, mariage avec une ex-miss Viêt Nam devenue actrice) ne tarde pas à lui attirer des ennuis¹⁷². L'homme d'affaires est arrêté en janvier 2003 pour fraude fiscale et contrebande et sa société Đông Nam est mise en faillite. Certaines rumeurs laissent entendre que des entreprises locales proches du pouvoir auraient fait pression sur des hommes influents du Parti pour mettre fin à l'ascension dérangeante de ce *Việt kiều*. D'autres mentionnent le fait que Nguyễn Gia Thiều aurait commis l'erreur de refuser de verser des pots de vin aux bonnes personnes et de s'appropriier sans partage le monopole du marché de la téléphonie mobile. Condamné à vingt ans de prison et à 25 millions de dollars d'amende, l'intéressé nie les faits qui lui sont reprochés. Les mésaventures cauchemardesques de Nguyễn Gia Thiều s'achèvent finalement par son amnistie en 2009 à l'occasion des fêtes du nouvel An lunaire¹⁷³.

Cette affaire reste un cas isolé, mais a peut-être été une mise en garde de la part des autorités à l'égard des hommes d'affaires qui dépassent certaines limites. Il est en revanche sûr que faire preuve de patriotisme dans les affaires peut être un bon moyen de réussir au Viêt Nam. Le parcours de Nguyễn Ngọc Mỹ, président du Club des entrepreneurs *Việt kiều*, en est un bon exemple.

¹⁷² Jean-François Chichizola, « Un Français sous la menace de 27 ans de prison au Vietnam », *Le Figaro France Société*, n° 19073, p. 10. Jean-Michel Decugis, « Vietnam : un Français coupable de réussite », *Le Point*, octobre 2005.

¹⁷³ P. Thảo, « Ông Nguyễn Việt Chiến, Nguyễn Gia Thiều được đặc xá » [Nguyễn Việt Chiến et Nguyễn Gia Thiều ont été graciés], 17 janvier 2009, <http://dantri.com.vn/c36/s20-303820/ong-nguyen-viet-chien-nguyen-gia-thieu-duoc-dac-xa.htm> (consulté le 22 juin 2011).

Encadré 4 : Entretien

Monsieur C., cinquante ans,
homme d'affaires au Viêt Nam depuis les années 1990 (décembre 2010).

Faites-vous parti d'un club ou d'une association ?

Je ne participe pas aux événements organisés par le gouvernement pour les *Viêt kiêu* par peur d'être utilisé politiquement. D'autre part, beaucoup de *Viêt kiêu* sont présents dans les structures proposées par le gouvernement avec de mauvaises intentions. Les *Viêt kiêu* des États-Unis sont les plus agités et, sous couvert de participer à ces structures, font de la politique. Je pense que ces gens sont restés scotchés à l'histoire et n'ont pas compris les évolutions qui se sont opérées au Viêt Nam. On y retrouve aussi des *Viêt kiêu* français, des intellectuels dont beaucoup ont plus de soixante ans et se permettent alors de donner de leçons. Beaucoup d'entre eux vivent aussi dans le passé, la nostalgie. Certains ne sont pas politisés, mais ils cherchent sans arrêt à se donner de l'importance. Ces gens-là me fatiguent ! À côté de ça, il existe aussi des gens formidables qui reviennent car ils aiment vraiment leur pays et ont compris les évolutions. Cependant, ils sont pollués par ceux qui sont douteux, et gênés par les ambitions des gens qui ne sont pas sincères.

Comment jugez-vous les politiques du gouvernement envers les hommes d'affaires *Viêt kiêu* ?

Au début, c'était bien sûr très difficile. Dans les années 1990, le pays s'ouvrait doucement, le contexte était difficile. Il y avait des gens qui profitaient du manque de cadre juridique pour escroquer des personnes ou des entreprises. Le gouvernement incitait fortement à faire des *joint-ventures*. De plus, les codes étaient différents avec les Vietnamiens du pays qui s'ouvraient au capitalisme. Il existait de gros décalages culturels et aussi de pouvoirs d'achat. Les changements sont arrivés très rapidement et il fallait constamment s'adapter au contexte. Le gouvernement a toujours fait du *stop and go* car il a toujours rencontré des problèmes pour distinguer les « bons » et les « mauvais ». Des réticences subsistent toujours. Par ailleurs, le Parti et l'État passent parfois des décrets, comme par exemple dans les années 2000. Mais ils sont malins : le décret passe et on en a connaissance, mais il n'existe aucun formulaire qui permette d'appliquer son contenu.

Dans quel esprit faites-vous des affaires au Viêt Nam ?

Pour ma part, je veux contribuer au transfert de technologies dans les sociétés vietnamiennes. Je veux que le Viêt Nam jouisse d'une bonne image et qu'il soit protégé des mauvais comportements. Un jour, je devais faire des affaires avec une personne qui s'est très vite montrée condescendante et injurieuse envers les Vietnamiens. Je n'ai pas hésité une seconde et j'ai mis fin à notre coopération.

Le Club des entrepreneurs *Việt kiều*

Le Club des entrepreneurs *Việt kiều* (*Câu Lạc Bộ Doanh Nghiệp Việt kiều*) a été fondé en septembre 2001. Il est la propriété de la Compagnie de services d'investissements et de loisirs *Việt Hải Đăng*¹⁷⁴. Afin de bien comprendre dans quel contexte est apparu le Club, il convient de revenir sur le parcours de son président qui est aussi le directeur de la Compagnie susnommée¹⁷⁵. Originaire de Hà Tĩnh (Centre), Nguyễn Ngọc Mỹ gagne le Sud en 1954 où il s'engage dans les forces navales du gouvernement de Saigon. Peu après la réunification, il est contraint d'intégrer un camp de rééducation pour une période de dix mois. En 1978, à l'âge de vingt-huit ans, il quitte le Việt Nam en *boat people* pour un camp de réfugiés en Malaisie. Après deux mois d'attente, il est autorisé à s'installer en Australie où il crée en 1981 la compagnie Nguyễn's Brother qui œuvre dans le domaine de la construction. Quelques années plus tard, sous le nouveau nom Keira Construction, la compagnie compte trois cents employés. En 1992, le désir de Nguyễn Ngọc Mỹ de renouer avec son pays d'origine allié à l'habileté dont il a fait preuve dans le domaine des affaires et de la construction lui permet de devenir membre du Conseil australien du commerce au Việt Nam. Il effectue à ce titre plusieurs voyages au Việt Nam au cours desquels il acquiert une connaissance solide du marché de la construction. Un an plus tard, il est nommé P-DG de la société Services techniques du bâtiment Việt Nam-Australie (groupe VIBIS). Ce projet voit le jour grâce à l'initiative de l'Office de développement international australien. Le groupe VIBIS aide au transfert de technologies, notamment en collaborant avec le Việt Nam, pour mettre en place un cadre juridique national adapté aux normes de construction internationales et à la formation d'employés qualifiés. En outre, VIBIS facilite les projets de coopération entre les entreprises australiennes et vietnamiennes. En 2000, Nguyễn Ngọc Mỹ ajoute une nouvelle corde à son arc et investit dans le secteur des divertissements par le biais de la société Sport, Compétition et Amusement (*Cty Dịch vụ Thể thao và Thi đấu Giải trí* ou SES). Fort des nombreux réseaux qu'il a établis et de son assise économique au Việt Nam, il décide de créer le Club des entrepreneurs *Việt kiều* en 2001. Cette initiative s'accompagne du désir de soutenir le développement économique de son pays d'origine.

¹⁷⁴ Site officiel du Club, <http://www.ov-club.com>

¹⁷⁵ Parcours relaté par Đăng Giới, « Doanh nhân Việt kiều thành đạt trên đất mẹ », *Tienphongonline*, <http://www.tienphong.vn/Tianyong/Index.aspx?ArticleID=1280&ChannelID=3>. Voir aussi l'interview de Nguyễn Ngọc Mỹ par Nguyệt Quế, *Vietnamnet*, <http://www.nguoivienxu.vn/news.aspx?id=778&sub=5#>

En résumé, le Club a pour mission de soutenir les investissements des entrepreneurs locaux et étrangers. Il fournit des expertises sur les investissements et sur les questions marketing, aide à la formation de réseaux et coopère avec les entreprises de *Việt kiều* et les entreprises nationales afin de stimuler les investissements et de créer des débouchés commerciaux en faveur des organismes internationaux, des hommes d'affaires *Việt kiều* et étrangers. Le Club a donc un champ d'action très large et n'est pas uniquement réservé aux *Việt kiều*. Ces derniers jouent en quelque sorte, grâce à leur double appartenance, le rôle de catalyseur auprès des entreprises vietnamiennes et étrangères. Le Club se présente d'ailleurs comme un pont linguistique et culturel. Il organise des séminaires et des meetings afin que les membres puissent mieux appréhender l'environnement économique vietnamien. Les frais d'adhésion sont de 150 dollars par an pour un membre du Club, ainsi que pour les membres associés (ou invités), et de 350 dollars pour une entreprise.

En 2005, le Club comptait trois cents adhérents et des succursales dans les villes de Hanoi, Cần Thơ et Vũng Tàu. Lors de la cérémonie d'inauguration de la branche de Hanoi en septembre 2005, on a pu noter la présence du sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères, Lê Văn Bằng, et du vice-président du CEVE, Trần Quang Hoan¹⁷⁶. Bien que le Club ne dépende officiellement d'aucune institution, on peut facilement imaginer qu'il a été dès ses débuts soutenu par les autorités vietnamiennes. Nguyễn Ngọc Mỹ, pour sa part, a toujours été en parfaite adéquation avec le discours d'Union nationale préconisé par l'État et le Parti. Le Comité central du Front de la Patrie et le CEVE lui ont d'ailleurs décerné le certificat du mérite en juin 2004 pour ses réalisations en faveur de la construction de son pays natal. Dernièrement, Nguyễn Ngọc Mỹ a créé de nouvelles entreprises et manifesté son intention d'étendre le réseau du Club des entrepreneurs dans d'autres provinces.

Les filières de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều*

Hormis le Club des entrepreneurs *Việt kiều*, aucun autre organisme n'œuvrait à la mobilisation des hommes d'affaires d'origine vietnamienne de l'étranger jusqu'en 2008. En 2004, la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW souligne le besoin de créer des structures adéquates pour susciter intérêt et confiance chez les investisseurs *Việt kiều*. Le but est de drainer les capitaux et

¹⁷⁶ « Câu lạc bộ doanh nghiệp Việt kiều ra mắt địa điểm mới tại Hà Nội », *Tạp Chí Quê Hương*, n° 10, 2005, p. 25.

le savoir-faire économique de ces derniers tout en les utilisant pour élargir les circuits de consommation des produits vietnamiens ainsi que la coopération avec les entreprises des pays étrangers.

À l'occasion du Meeting des entrepreneurs *Việt kiều* qui s'est déroulé à Đà Nẵng en septembre 2006, la directive du ministère des Affaires étrangères n° 2210b/2006/QĐ-UBND a été rendue publique¹⁷⁷. Elle consacre la mise en place du Bureau de mobilisation pour la fondation future de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều*. Soutenu par le CVE, il est composé de dix-sept membres. Phạm Nhật Vượng, *Việt kiều* ukrainien, président du groupe Technocom et de l'Association des entreprises vietnamiennes en Ukraine, a été nommé président du Bureau. Il apparaît que les autorités vietnamiennes se sont appuyées sur un réseau associatif d'entreprises vietnamiennes, particulièrement développé dans les pays d'Europe de l'Est¹⁷⁸, pour mener cette opération de mobilisation. Cette dernière passe aussi par l'organisation de conférences visant à solidariser les hommes d'affaires *Việt kiều* entre eux ainsi qu'avec leur pays d'origine. C'est dans cet esprit qu'a eu lieu la conférence de l'Alliance des entrepreneurs *Việt kiều* d'Europe à Londres en mars 2008¹⁷⁹. Coordinné par le Bureau de relation avec les entrepreneurs *Việt kiều* d'Europe et l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* du Royaume-Uni, cet événement voit la participation des présidents des Associations d'entrepreneurs *Việt kiều* de République tchèque, de Pologne, de Hongrie, de Slovaquie, de Bulgarie, de Roumanie et d'Ukraine ainsi que celle du Premier ministre, Nguyễn Tấn Dũng, et celle du ministre des Affaires étrangères, Phạm Gia Khiêm.

C'est probablement par le biais d'observations faites lors de ce type de rencontres que Nguyễn Tấn Dũng a estimé qu'il était temps d'entamer les procédures pour fonder l'Association des entrepreneurs *Việt kiều*. Suivant son constat, le Conseil gouvernemental édicte en octobre 2008 l'avis

¹⁷⁷ Thanh Mai, « Hội nghị doanh nhân Việt Nam ở nước ngoài » [Meeting des entrepreneurs *Việt kiều*], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 9, 2006, p. 3.

¹⁷⁸ Le Việt Nam entretenait des liens particuliers avec les pays « frères » du bloc communiste et beaucoup de Vietnamiens se sont rendus en Europe de l'Est par l'intermédiaire de programmes de coopération. Selon le président de l'Association de Slovaquie, les *Việt kiều* qui faisaient des affaires dans ces pays ont commencé à se solidariser au début des années 1990. Le passage à l'économie de marché et à un environnement plus concurrentiel a été à l'origine de ce rapprochement qui trouve une réelle cohérence au début des années 2000 à travers la création d'associations. Voir à ce sujet Trần Văn Kha, [président de l'Alliance des entrepreneurs vietnamiens en Slovaquie], « Hội doanh nghiệp Việt Nam tại Slovakia quá trình hình thành và phát triển » [L'Association des entrepreneurs vietnamiens en Slovaquie perspective en cours et développement], site officiel de l'Association de Slovaquie, www.doanhnghiepvn-sk.com

¹⁷⁹ Nguyễn Đồng Hải, « Hội Nghị Liên Hiệp Doanh Nghiệp Việt kiều Châu Âu tại London » [Conférence de l'Alliance des entrepreneurs *Việt kiều* d'Europe à Londres], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 4, 2008, p. 24.

n° 6513/VPCP-QHQT pour formaliser l'initiative du Premier ministre. Moins de six mois plus tard (le 13 mars 2009) et après trois ans de préparatifs, le ministère de l'Intérieur promulgue la décision n° 273/QĐ-BNV qui entérine la création de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* (*Hiệp Hội Doanh nhân Việt kiều*). Basée à Hanoi, l'Association est sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et collabore avec le CEVE ainsi qu'avec la Chambre du commerce et de l'industrie. La création et les conditions dans lesquelles évolue l'Association révèlent l'importance accordée aux entrepreneurs vietnamiens de l'étranger. Phạm Thiếu Hoa, secrétaire général de l'Association, estime que celle-ci est nécessaire en cette période d'intégration économique et qu'elle permet aux entreprises vietnamiennes hors du pays de bénéficier d'un toit commun pour développer leurs affaires au Việt Nam¹⁸⁰.

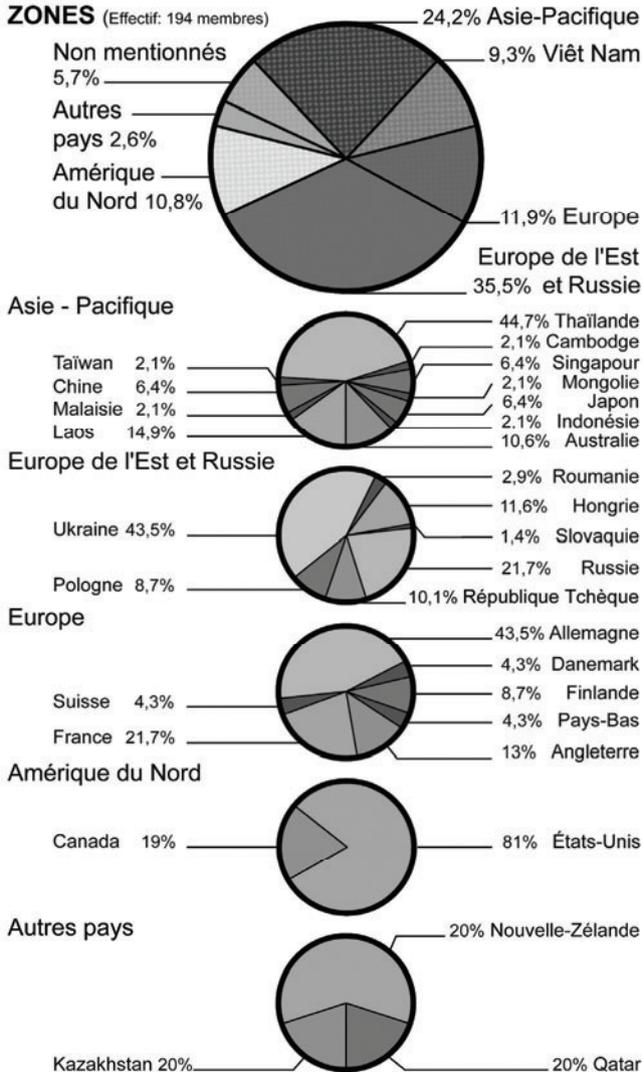
Adhérer à l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* nécessite une lettre de recommandation d'un membre ou d'une ambassade du Việt Nam ainsi qu'une cotisation annuelle de 500 dollars. Les membres sont des entrepreneurs vietnamiens ou d'origine vietnamienne et des fonctionnaires du gouvernement vietnamien. Ainsi, deux représentants de la Chambre du commerce et de l'industrie et le vice-président du CEVE, Vũ Hoàng Anh, font parti du Comité exécutif.

Cette association compte cent quatre-vingt-quatorze membres répartis dans trente-deux pays, dont le Việt Nam¹⁸¹. En observant les lieux de résidence des participants, plusieurs informations intéressantes apparaissent. Ainsi, le plus grand nombre de membres se trouvent en Europe de l'Est et en Russie qui regroupent 35 % des participants. L'Ukraine arrive largement en tête avec trente membres, suivie de la Russie (quinze). Le président de l'Association est d'ailleurs un *Việt kiều* ukrainien, en l'occurrence Phạm Nhật Vượng (auparavant président du Bureau de mobilisation), et le vice-président permanent est un *Việt kiều* russe. Les hommes d'affaires vietnamiens qui vivent en Europe de l'Est sont pour la plupart des élites qui ont eu l'opportunité de partir grâce à leur proximité avec le Parti communiste. Bien qu'ils aient choisi de ne pas rentrer au moment de l'écroulement du bloc soviétique qui marquait la fin des programmes de coopération avec l'Union soviétique, ils ont maintenu des liens forts avec le Việt Nam. Ils occupent donc une place centrale dans les relations économiques entre leur pays de résidence et leur pays d'origine. Par ailleurs, certains d'entre eux qui sont revenus au Việt Nam sont à la tête de grandes entreprises.

¹⁸⁰ Linh Thao, « Lieu de rencontre entre les hommes d'affaires *Việt kiều* », *Le Courrier du Việt Nam*, 12 mars 2010, p. 9.

¹⁸¹ Pour le détail, se reporter au graphique « Pays de résidence des membres de l'AEVK » réalisé à partir du site officiel de l'Association, www.doanhnghiepvn-sk.com

Pays de résidence des membres de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều*



Source : données tirées du site officiel de l'association <http://www.doanhnghiep.vn>

Les Vietnamiens d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest représentent seulement 20 % des membres. Ce pourcentage est minime en comparaison des nombreux entrepreneurs *Việt kiều* qui résident dans ces deux zones. Cela vaut surtout pour les Vietnamiens des États-Unis qui sont nombreux et qui sont pourtant les premiers investisseurs au Viêt Nam. Les exilés politiques ont encore du mal à adhérer au discours d'Union des autorités vietnamiennes, même lorsqu'il s'agit de faire des affaires économiques. Mais l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* est encore récente et les autorités vietnamiennes continuent de favoriser son expansion.

Dernièrement, une antenne de cette association a été créée dans la région de la Belgique et du Luxembourg et une autre à Washington, afin de favoriser l'augmentation du nombre de membres en Europe et aux États-Unis. Selon David Huy Hô, membre de son Comité de gestion à Hanoi et président de la branche américaine, la « communauté américaine d'origine vietnamienne joue un rôle important dans le maintien et la culture des relations américano-vietnamiennes, ainsi que dans la création d'un environnement d'affaires favorable¹⁸² ». À l'occasion de la cérémonie d'inauguration, l'ambassadeur du Viêt Nam aux États-Unis, Lê Công Phụng, souligne pour sa part que le gouvernement vietnamien soutient vigoureusement les activités de l'Association des entrepreneurs *Việt kiều* afin de mobiliser les compétences et capacités des individus et des collectifs d'entreprises dans l'intérêt des entreprises, de la communauté vietnamienne et du Viêt Nam.

2 - Participation mitigée des élites de l'étranger

L'histoire mouvementée du Viêt Nam a occasionné une fuite des cerveaux qui atteint son paroxysme entre 1975 et le début des années 1980. Peu avant la prise de Saïgon, de nombreuses élites proches de l'ancien régime sont évacuées par les États-Unis¹⁸³. Les années suivantes, la politique de rééducation et de marginalisation des intellectuels du Sud pousse nombre d'entre eux à partir par bateau ou *via* le programme de départs organisés des Nations unies. Par ailleurs, le contrôle idéologique exercé par le PCV a aussi conduit des élites proches du

¹⁸² « Une antenne des entrepreneurs vietnamiens voit le jour aux États-Unis », *Agence vietnamienne d'information*, 13 avril 2010.

¹⁸³ Selon Philippe Franchini (*Les Guerres d'Indochine*, vol. 2, Paris, Pygmalion, 1988, p. 431), 22 300 personnes ont bénéficié du plan d'évacuation mis en place par les États-Unis. La majorité d'entre elles sont des officiers supérieurs, des cadres, des hauts fonctionnaires, des banquiers, des financiers, des industriels, des intellectuels, des médecins, des pharmaciens, des ingénieurs et des commerçants.

régime à s'exiler sporadiquement lors de ces trois dernières décennies. Récupérer cette « matière grise » (*chất xám*) est l'une des priorités de la politique d'Union nationale. Le pays a en effet grandement besoin de se développer dans les secteurs des sciences et technologies, de l'éducation et de la communication.

Les autorités vietnamiennes estiment qu'environ 300 000 *Việt kiều* (dont 150 000 aux États-Unis et 40 000 en France) ont fait des études universitaires, postuniversitaires ou sont des techniciens hautement qualifiés¹⁸⁴. Parmi eux, plusieurs occupent des postes importants dans des centres de haute technologie, des instituts de recherche, des universités, des hôpitaux, des entreprises et des organisations internationales. Le Viêt Nam considère ce potentiel de « matière grise » comme une force importante dans le développement du pays et s'efforce de l'exploiter par le biais de textes juridiques¹⁸⁵ et de coopérations.

Des experts d'origine vietnamienne de renom offrent une aide à long terme ou temporaire à leur pays natal. Par exemple, Trần Quốc Hùng, directeur de l'Institut de recherche de la Deutsche Bank, et Vũ Quang Việt, expert en comptabilité et statistiques à l'ONU, ont apporté de précieux conseils au gouvernement vietnamien dès le début des années 1990¹⁸⁶. En 2008, Nguyễn Đình Uyên, qui a travaillé pour la Nasa et le ministère de la Défense des États-Unis, a décidé de rentrer au Viêt Nam avec sa famille pour servir son pays d'origine. Plus récemment, le mathématicien Ngô Bảo Châu s'est dit disposé à mettre ses services au profit du développement du Viêt Nam trois mois par an.

Mais les contributions des élites *Việt kiều* sont loin d'être à la hauteur des espérances des autorités. Les résultats mitigés du programme TOKTEN et du Club des sciences et technologies des *Việt kiều* sont une preuve tangible de ces difficultés.

¹⁸⁴ Nguyễn Chiến Thắng et Lê Tiến Ba, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết* [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir], *op. cit.*, p. 129.

¹⁸⁵ De 1993 à 2001, on dénombre six mesures politiques visant à encourager les élites vietnamiennes de l'étranger à participer au développement du Viêt Nam. En 2004, la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW mentionne l'importance de leur mobilisation et invoque des mesures pour faciliter leur participation. Quatre ans plus tard, la directive n° 19/2008/CT-TTg, sur « la continuation et le renforcement du plan d'action du gouvernement sur le travail à réaliser auprès des Vietnamiens de l'étranger », formule à nouveau des mesures vouées à mobiliser les intellectuels de l'étranger.

¹⁸⁶ Phúc Tiến, « Gặp hai trí thức Việt kiều tư vấn cho thủ tướng chính phủ » [Rencontre avec deux intellectuels *Việt kiều* consultants pour le Premier ministre du gouvernement], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 12, 1994, p. 12.

Encadré 5 : Résultats d'une étude sur les souhaits des intellectuels *Việt kiều* qui veulent apporter leur contribution¹⁸⁷

À la question « Quelles sont les raisons qui empêchent d'attirer de manière efficace les intellectuels qui œuvrent dans les sciences et technologies à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et qui les gênent pour participer au développement économique et social de la ville ? », posée par le département des Sciences et Technologies à environ trois cents intellectuels scientifiques, ceux-ci ont répondu : le salaire n'est pas encore approprié (71,6 %) ; les infrastructures techniques sont encore insuffisantes (55,7 %) ; l'utilisation efficace de la matière grise est faible (49,5 %) ; les opportunités pour les intellectuels et les échanges internationaux ne sont pas assez importantes (32,9 %) ; les conditions ne sont pas encore favorables pour la liberté de création (28,4 %).

À la question « Quel est le facteur le plus important pour inciter les intellectuels à participer durablement ? », ils répondent : une gestion équitable et claire (25,4 %) ; un bon traitement (27,5 %) ; la liberté de création (23 %) ; un équipement moderne (13,6 %) ; d'autres facteurs (10 %).

Encadré 6 : Le programme TOKTEN des Nations unies

Le programme TOKTEN (*Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals*) a été initié par le programme des Volontaires des Nations unies (VNU) et vise à inciter les expatriés à retourner dans leur pays d'origine – pour une période allant de deux semaines à trois mois – afin qu'ils mettent à disposition leurs compétences. Le programme TOKTEN-Việt Nam débute en 1989 et donne naissance à deux projets¹⁸⁸. Financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le *TOKTEN Project* (1989-1993) s'articule autour d'une coopération entre l'Office des Nations unies pour les services aux projets et le Comité d'État des sciences du Việt Nam. Au cours de ces quatre années, vingt volontaires d'origine vietnamienne se rendent au Việt Nam en tant que consultants pour le gouvernement. De 1995 à 1999, le PNUD et le gouvernement vietnamien subventionnent le projet *Umbrella Programme for Expert Service* qui inclut la collaboration du programme des VNU avec des organismes vietnamiens. Ainsi, vingt experts TOKTEN ont principalement coopéré avec l'Institut de recherche de stratégies scientifiques et de technologies, l'Institut d'équipement médical,

¹⁸⁷ « Kết quả khảo sát về mong muốn cống hiến của trí thức Việt kiều », présenté par Vinh Giang, « Trí thức Việt kiều : Lương không phải là tất cả ! » [Les intellectuels *Việt kiều* : le salaire ne fait pas tout !], 8 décembre 2008, <http://vnn.vietnamnet.vn/khoahoc/2008/12/817403/> (consulté le 16 février 2011).

¹⁸⁸ Phương Linh, « Tiếp tục chương trình TOKTEN tại Việt Nam » [Poursuivre le programme TOKTEN au Việt Nam], *Tạp Chí Quê Hương*, n° 7, 2001, p. 8-9.

le Comité scientifique de la province de Bến Tre et l'université polytechnique de Hanoi. En 2001, le gouvernement vietnamien décide de poursuivre sous son égide le programme TOKTEN qui touche à sa fin. Après dix ans d'application, ce dernier a permis la venue de seulement quarante experts, ce qui est très peu en comparaison d'autre pays (Chine et Inde). Le président du CEVE, Nguyễn Phú Bình, avoue lors d'une interview en 2004¹⁸⁹ que le programme rencontre des difficultés et que le Comité est à la recherche d'une nouvelle source de financement pour essayer de le maintenir¹⁹⁰.

Le Club des sciences et technologies

Le Club des sciences et technologies des *Việt kiều* (*Câu Lạc Bộ Khoa Học và Kỹ Thuật Việt kiều*) a été fondé en décembre 2005 sur une directive du CVE de Hồ Chí Minh-ville. Cette initiative a été encouragée par le ministère des Sciences et Technologies et la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW. Le Club vise à réunir les experts et les intellectuels *Việt kiều*. De plus, il s'applique à favoriser les échanges d'informations et d'expériences avec les organisations scientifiques et les entreprises étrangères¹⁹¹.

Lors de sa création, le Club compte cent trente-deux *Việt kiều* et, une année plus tard, cent quarante-cinq. Il accueille deux autres catégories de membres : les membres associés, individus et organisations étrangères souhaitant rejoindre le Club et se conformer à ses objectifs ainsi que les membres honoraires, individus invités par le Comité exécutif du Club. Celui-ci a pour président Trần Hà Anh¹⁹², *Việt kiều* français, Docteur en sciences, et pour vice-président Nguyễn Lương Dũng¹⁹³, *Việt kiều* allemand, Docteur en mécanique. Les *Việt kiều*

¹⁸⁹ Cẩm Hà, « Người Việt ở nước ngoài : Đầu tư làm giàu trên quê hương Việt Nam » [Les Vietnamiens de l'étranger : Les investissements qui enrichissent le pays natal], *Tuổi Trẻ Cuối tuần*, 4 janvier 2004, <http://tuoitre.vn/Tuoi-tre-cuoi-tuan/Tuoi-tre-cuoi-tuan/14958/Nguoi-Viet-o-nuoc-ngoai-Dau-tu-lam-giau-tren-que-huong-VN.html> (consulté le 22 mai 2011).

¹⁹⁰ Nous n'avons trouvé aucun document attestant la fin du programme TOKTEN-Việt Nam. Pour l'heure, le site officiel http://www.tokten_vn.org.vn est inaccessible. Selon un responsable de l'Association de liaison avec les *Việt kiều* de Hồ Chí Minh-ville, le Việt Nam s'implique beaucoup moins dans ce projet. Elle n'a cependant pas été en mesure de nous certifier son arrêt.

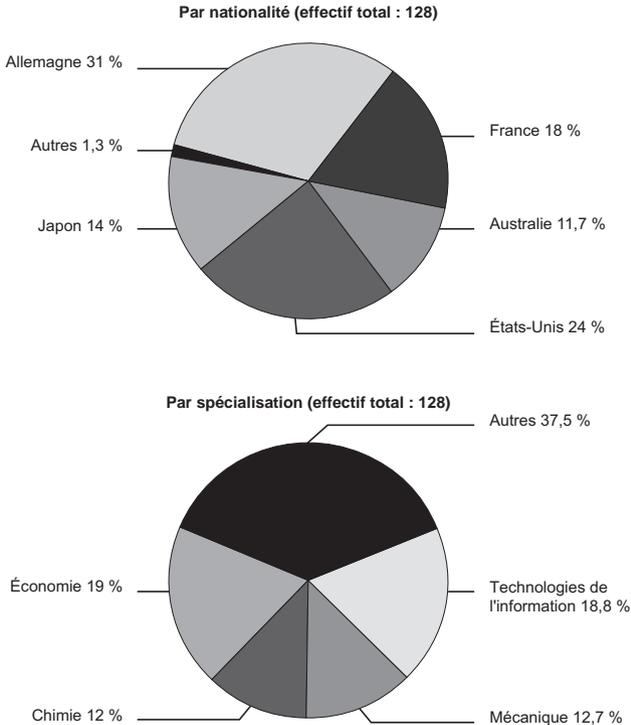
¹⁹¹ Site officiel du Club, <http://www.ovsclub.com.vn/> (consulté le 22 mai 2011).

¹⁹² Trần Hà Anh est, parallèlement à cette fonction, recteur de l'Institut de recherche nucléaire de Dalat.

¹⁹³ Après une trentaine d'années d'enseignement et de recherche en mécanique appliquée en Allemagne, Nguyễn Lương Dũng (1948-) est revenu au Việt Nam en 1992. Il enseigne à l'université polytechnique de Hồ Chí Minh-ville et mène de nombreux projets de coopération entre l'Allemagne et le Việt Nam.

membres du Club vivent ou ont vécu principalement dans des pays développés et œuvrent notamment dans les secteurs de l'économie et des technologies de l'information et de la communication (voir graphique 2).

Graphique 2. Club des sciences et technologies des *Việt Kiều* ; Répartition des membres par nationalité et par spécialisation en 2005



Source : Vi Thảo, « Ra mắt CLB Khoa học và kỹ thuật Việt kiều : Nhiều đơn đặt hàng cho trí thức Việt kiều » [Le lancement du Club des sciences et des technologies *Việt kiều* : de nombreuses commandes pour les intellectuels *Việt kiều*], 28 décembre 2005.

Une partie des activités du Club a pour objet la résolution des problèmes du système de l'enseignement supérieur qui est jugé obsolète. Ainsi, des projets sont proposés afin de créer un réseau d'universités à l'échelle nationale capable de mettre en valeur les ressources humaines du pays, d'utiliser les nouvelles

technologies de l'information et de la communication et de participer à des programmes internationaux¹⁹⁴. Les membres mettent également à disposition leur savoir-faire et leur expertise à travers des projets destinés à assister des entreprises ou des lieux de service public, tels que les hôpitaux. Bien que les actions du Club soient encourageantes, de nombreuses personnes s'accordent à dire que celui-ci n'a pas les moyens financiers de ses ambitions et que, en outre, il rencontre des difficultés pour mobiliser les intellectuels *Việt kiều*. D'une manière générale, ces derniers se plaignent de diverses contraintes qui les empêchent de s'investir pleinement dans le développement du Việt Nam.

Des difficultés à géométrie variable

La plupart des intellectuels *Việt kiều* de retour dans leur pays d'origine rencontrent diverses difficultés. D'après une enquête réalisée par le département des Sciences et Technologies de Hô Chi Minh-ville auprès de trois cents d'entre eux (voir ci-contre), celles-ci sont principalement liées aux conditions de travail dont ils disposent au Việt Nam. La plupart optent donc pour une aide ponctuelle et s'impliquent davantage dans leur pays d'accueil.

Les élites vietnamiennes expatriées bénéficient à l'étranger d'un salaire élevé et d'une vie stable. Au Việt Nam, leur salaire est beaucoup plus faible et elles se heurtent encore à des problèmes administratifs. Pour Trần Hà Anh, président du Club des sciences et technologies des *Việt kiều*, l'idéal serait qu'ils soient rémunérés en fonction des mécanismes du marché¹⁹⁵ et bénéficient d'un meilleur traitement au Việt Nam¹⁹⁶.

De plus, il est souvent compliqué pour les *Việt kiều* de s'intégrer dans les différentes structures (universités, centres de recherche, centres de formation, etc.) de leur pays d'origine. Leurs méthodes de travail ne sont pas toujours comprises ou acceptées. Ils se heurtent par ailleurs, selon M. Y, à de « mauvaises habitudes » qui les gênent considérablement. M. Y est par exemple désolé de constater que certains postes sont occupés par des personnes qui n'ont pas les

¹⁹⁴ Minh Thu, « Giải quyết nguồn nhân lực “via” đại học » [Résoudre le problème des ressources humaines *via* l'université], 6 janvier 2006, <http://sgtt.com.vn/Thoi-su/105248/CLB-khoa-hoc-ky-thuat-Viet-kieu/Giai-quyet-nguon-nhan-luc-via-dai-hoc.html>

¹⁹⁵ La directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW mentionne à ce propos qu'il faut « créer un système de rétribution digne et équitable pour les experts et spécialistes possédant un haut niveau de spécialisation ou aptes à fournir des conseils judicieux en matière de gestion, d'administration, de transfert technologique et d'industrie ».

¹⁹⁶ Vinh Giang, « Trí thức Việt kiều : Lương không phải là tất cả ! » [Les intellectuels *Việt kiều* : le salaire ne fait pas tout !], *op. cit.*

compétences requises et qui sont là grâce à de bonnes relations. Il dénonce à ce propos la corruption qui s'exerce dans les universités et les instituts de recherche¹⁹⁷.

De par son expérience, le docteur Nguyễn Văn Tuấn¹⁹⁸ explique que les *Việt kiều* sont parfois vus d'un mauvais œil par leurs collègues de l'intérieur qui souffrent d'un « complexe d'infériorité » et craignent de se faire remplacer par une personne formée à l'étranger. Pour sa part, Nguyễn Quốc Vọng¹⁹⁹ évoque l'étroite marge de manœuvre et le peu de confiance accordés aux *Việt kiều*²⁰⁰. En outre, il juge le gouvernement inefficace dans la mise en valeur des intellectuels et souligne que le lien entre les sciences et technologies et le développement économique devrait être plus important. Enfin, il met l'accent sur la lourdeur administrative à laquelle sont confrontés les intellectuels *Việt kiều*. Cette situation peut en grande partie s'expliquer par le contentieux qui subsiste avec une partie des exilés. Les infiltrations des opposants au régime au sein des structures susceptibles d'accueillir des intellectuels obligent le gouvernement à rester méfiant. Par exemple, la police a arrêté en septembre 2010 Phạm Minh Hoàng qui enseignait depuis 2002 à l'université polytechnique de Hồ Chi Minh-ville²⁰¹. Ce *Việt kiều* français, membre du *Việt Tân*, a été accusé de sabotage contre l'État vietnamien du fait des articles calomniant le Parti qu'il a diffusés sur Internet et des formations qu'il a données à des étudiants pour les engager dans une « lutte non violente » qui renverserait le régime.

¹⁹⁷ Propos recueillis par l'auteur lors d'un entretien avec M. Y (après avoir vécu plus de dix ans en France, M. Y est revenu au Việt Nam où il enseigne dans une université) à Hồ Chi Minh-ville le 10 décembre 2010.

¹⁹⁸ Nguyễn Văn Tuấn est un professeur de médecine de renommée internationale. En plus de son travail à l'Institut de recherche de médecine Gravan à Sydney, il met régulièrement ses compétences au service de son pays d'origine. Il a notamment fait des recherches sur les conséquences de l'agent orange au Việt Nam. En référence à l'article de Nguyễn Quốc Vọng cité ci-dessous, il invoque sur son blog les raisons qui gênent selon lui une participation efficace des intellectuels d'origine vietnamienne, <http://nguyenvantuan.net/news/6-news/988-vi-sao-it-tri-thuc-viet-kieu-ve-nuoc-lam-viec->

¹⁹⁹ Nguyễn Quốc Vọng est docteur dans le domaine de l'agriculture. Après avoir obtenu son diplôme au Japon, il se rend en Australie où il travaille pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Ce poste lui permet de participer à des projets de développement au Việt Nam qui sont financés par le gouvernement australien. Il a ainsi soutenu des programmes visant à fournir une assistance technique au Việt Nam et à former des experts en agriculture.

²⁰⁰ Nguyễn Quốc Vọng, « Vì sao ít trí thức Việt kiều về nước làm việc? » [Pourquoi peu d'intellectuels *Việt kiều* rentrent-ils travailler au pays?], revue *Tia Sáng*, 9 juillet 2010, <http://www.tiasang.com.vn> (consulté le 16 mai 2011).

²⁰¹ « Détention d'un membre de l'organisation terroriste *Việt Tân* », Agence vietnamienne d'information, 29 septembre 2010.

Dans un article intitulé « Exploiter la matière grise des *Việt kiều* : difficile ou facile²⁰² ? », Vương Toàn suggère la sincérité et l'ouverture à l'égard des nombreux intellectuels qui ont quitté le pays pour des raisons politiques. Selon lui, certains d'entre eux sont encore hantés par le sentiment d'avoir « perdu la face » dans le passé. Mais il précise également que les choses pourront avancer seulement s'ils cessent de nourrir leurs vieilles rancunes et pensent à l'avenir du Việt Nam. Vương Toàn se montre plus optimiste en abordant l'Union des étudiants vietnamiens en France qui abrite le Réseau des scientifiques et experts vietnamiens en France (RSE). Celui-ci regroupe des chercheurs, des professionnels et des étudiants qui collaborent afin d'apporter leur contribution au développement scientifique, technique et économique du Việt Nam et à la coopération bilatérale entre leur pays et la France. Ils organisent notamment, en compagnie d'experts français, des colloques axés sur l'urbanisme et l'énergie au Việt Nam.

Les nombreux étudiants vietnamiens à l'étranger²⁰³ se révèlent en effet être un atout important pour le développement du pays. Les autorités vietnamiennes s'activent donc pour les regrouper au sein d'associations. Par exemple, en janvier 2010, l'Association des étudiants vietnamiens aux États-Unis (*Hội lưu học sinh Việt Nam tại Mỹ*) a été fondée à Washington en présence de Lê Công Phụng, ambassadeur du Việt Nam aux États-Unis²⁰⁴. On compte parmi les soixante-dix membres de l'Association non seulement des étudiants, mais aussi des chercheurs, des stagiaires et des Vietnamiens en mission dans ce pays. C'est notamment le cas de Nguyễn Tú Chi, qui travaille à la Banque mondiale et qui a été élu président par intérim de l'Association. À l'instar du RSE, l'Association des étudiants vietnamiens aux États-Unis permet de créer des réseaux bénéfiques pour le Việt Nam et d'inciter les futurs diplômés à servir leur pays. Cette stratégie pourrait, dans les années à venir, pallier les difficultés de mobilisation des élites expatriées.

²⁰² Vương Toàn, « Khai thác chất xám của người Việt ở nước ngoài-đễ hay khó ? » [Exploiter la matière grise des *Việt kiều* : difficile ou facile ?], *Bản tin của Liên hiệp các Hội Khoa học Kỹ thuật Việt Nam* [Bulletin d'information de l'Union des associations des sciences et technologies], n° 7, 7 juillet 2008.

²⁰³ Depuis l'ouverture du Việt Nam, le nombre d'étudiants vietnamiens à l'étranger n'a cessé de croître. Parmi les destinations les plus prisées, les États-Unis accueillent 13 000 étudiants, la France 8 000 et le Japon 3 000.

²⁰⁴ Site officiel de l'ambassade du Việt Nam aux États-Unis, <http://viet.vietnamembassy.us/tintuc/story.php>

Bibliographie

Ouvrages vietnamiens

- Bộ ngoại giao, ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Ministère des Affaires étrangères, Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Những điều người Việt Nam ở nước ngoài cần biết (Hỏi và đáp)* [Les choses à savoir sur les Vietnamiens de l'étranger (questions et réponses)], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2000, 98 p.
- Bộ ngoại giao, ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Ministère des Affaires étrangères, Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Kỷ yếu, Hội nghị toàn quốc : Sơ kết ba năm triển khai nghị quyết 36-NQ/TW của Bộ Chính trị về công tác đối với người Việt Nam ở nước ngoài và chương trình hành động của chính phủ* [Rapport de conférence nationale : Bilan après trois ans d'application de la directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW à propos des Vietnamiens de l'étranger et du programme d'action du gouvernement], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2007, 406 p.
- Les Constitutions du Viêt Nam (1946-1959-1980-1992)*, Hanoi, Nxb Thế Giới, 2003, 214 p.
- Đảng Cộng Sản Việt Nam [Parti communiste du Việt Nam], « Nghị quyết số 36/NQ-TW ngày 26/03/2004 của bộ chính trị về công tác đối với người Việt Nam ở nước ngoài, Nhà xuất bản chính trị quốc gia » [Directive du Bureau politique n° 36-NQ/TW du 26 mars 2004 relative à la mission à accomplir auprès des Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2007, 35 p
- ĐẶNG PHONG, « The Vietnamese diaspora : returning and integrating into Vietnam », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16, n° 1, 2000, p. 183-205.
- ĐẶNG PHONG, *Việt kiều và sự nhập cuộc với kinh tế Việt Nam* [Les Việt kiều et l'intégration économique du Việt Nam], non publié, 2000, 40 p.
- La diplomatie vietnamienne, *Questions réponses*, Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, 226 p.
- Hội liên lạc với người Việt Nam ở nước ngoài [Association de liaison avec les Vietnamiens de l'étranger], *Điều lệ, Hội liên lạc với người Việt Nam ở nước ngoài* [Le statut de l'Association de liaison avec les Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, 2002, 24 p.
- LÊ HƯNG QUỐC, Bộ ngoại giao, sở ngoại vụ T. P. Hồ Chí Minh [Ministère des Affaires étrangères, département des Affaires extérieures de Hồ Chí Minh-ville], *Đề tài nghiên cứu khoa học : Nghiên cứu tâm lý và tư tưởng chính trị của cộng đồng người việt nam ở nước ngoài. Giải Pháp thực hiện đại đoàn kết dân tộc* [Sujet de recherche scientifique : Recherche sur la psychologie et sur la pensée politique de la communauté vietnamienne à l'étranger. La solution à entreprendre pour la solidarité nationale], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Thành Phố, 2006, 126 p.

- NGUYỄN CHIẾN THẮNG et LÊ TIẾN BA, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Cộng Đồng người Việt Nam ở nước ngoài : Những vấn đề cần biết* [La communauté des Vietnamiens de l'étranger : les choses à savoir], Hanoi, Nxb Thế Giới, 2005, 237 p.
- NGUYỄN QUOC HÀ, *Về người Việt Nam định cư ở nước ngoài* [Les Vietnamiens résidant à l'étranger], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Thành Phố, 1990, 123 p.
- Nhiều Tác giả, Ủy Ban về người Việt Nam ở nước ngoài [Ouvrage collectif, Comité des Vietnamiens de l'étranger], *Kiểu bào và quê hương* [Les *Kiểu bào* et le pays natal], Hồ Chí Minh-ville, Nxb Trẻ, 2006, 966 p.
- Những văn bản pháp quy của Nhà nước Việt Nam liên quan đến người Việt Nam ở nước ngoài* [Les actes juridiques du gouvernement vietnamien concernant les Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 1998, 841p.
- Résolution du VII^e Plénum du Parti communiste du Viêt Nam (IX^e Congrès)*, Hanoi, Nxb Thế Giới, 2004, 74 p.
- Saigon Times Books, *Cẩm nang Kiểu bào 2010, 1001 câu trả lời cho Kiểu bào về thăm, làm ăn, sinh sống tại quê nhà* [Guide pour les *Kiểu bào* 2008 : 1 001 réponses pour les *Kiểu bào* qui rentrent visiter, travailler, vivre au pays natal], Saigon, Nxb Trẻ, Thời Báo Kinh tế Sài Gòn, 2010, 209 p.
- TRẦN TRỌNG ĐĂNG ĐÀN, *Người Việt Nam ở nước ngoài* [Les Vietnamiens de l'étranger], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 1997, 251 p.
- TRẦN TRỌNG ĐĂNG ĐÀN, *Người Việt Nam ở nước ngoài không chỉ có « Việt kiều »* [Les Vietnamiens de l'étranger ne se réduisent pas aux *Việt kiều*], Hanoi, Nxb Chính trị quốc gia [Maison d'édition politique nationale], 2005, 230 p.
- VI THẢO, « Ra mắt CLB Khoa học và kỹ thuật Việt kiều : Nhiều đơn đặt hàng cho trí thức Việt kiều » [Le lancement du Club des sciences et des technologies *Việt kiều* : de nombreuses commandes pour les intellectuels *Việt kiều*], 28 décembre 2005, <http://tuoitre.vn/The-gioi/Nguoi-Viet-xa-que/115696/Nhieu-don-dat-hang-cho-tri-huc-Viet-kieu.html>

Concepts

- BRUNEAU Michel, GUBERT Flore, HARDY Andrew et OULD AOUDIA Jacques, « Impacts des migrations sur le développement et la pauvreté », in LAGRÉE Stéphane, CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François (dir.), *Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Les Journées de Tam Đảo, Université d'été en sciences sociales 2009, Hanoi, Nxb Trí Thức, 2010, p. 296.

- DORAIS Louis-Jaques, « À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, n° 3, 2004, <http://remi.revues.org/index2019.html> (mis en ligne le 25 septembre 2005).
- DUFOIX Stéphane, *Les Diasporas*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2003, 127 p.
- GLICK-SCHILLER Nina et FOURON Georges Eugène, *Georges Woke Up Laughing. Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham-Londres, Duke University Press, 2001, 324 p.
- KASTORYANO Riva, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 4, août 2006, p. 533-553.
- NEDELCU Mihaela, « La projection transnationale de l'État-nation dans les processus de mobilisation des diasporas : le cas roumain », *EUI Florence Working Paper*, 2006, 24 p., <http://www.youscribe.com/catalogue/tous/art-musique-et-cinema/autres/1-la-projection-transnationale-de-l-39-etat-nation-dans-les-414166>
- PINA-GUERASSIMOFF Carine, « Le renouvellement des perspectives transnationales de la Chine », *Critiques internationales*, vol. 3, n° 32, 2006, p. 39-52.
- RICHARD Éric, « Une identité vietnamienne transnationale ? Le cas des Vietnamiens de Montréal », Québec, Université Laval, http://pages.usherbrooke.ca/sodrus/pdf/pdf_col_nov05_1/comm_eric_richard.pdf

Sur le Viêt Nam

- ABDALLAH Gnaba, *La Mémoire réinventée. Chronique anthropologique d'une association vietnamienne de Paris*, Paris, L'Harmattan, 2008, 205 p.
- BARBIERI Magalie, « Les Vietnamiens de l'étranger », in GUBRY Patrick, *Population et développement au Vietnam*, Paris, Karthala-CEPED, 2000, p. 285-310.
- BOUDAREL Georges, « La diaspora et les exilés vietnamiens », *Relations internationales*, n° 54, 1988, p. 231-254.
- BOUDAREL Georges, « La diaspora vietnamienne et les perspectives de réconciliation nationale », *Vietnam Review*, n° 1, automne-hiver 1996, p. 338-357.
- BOUSQUET Gisèle, *Behind the Bamboo Hedge. The Impact of Homeland Politics in the Parisian Vietnamese Community*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991, 189 p.
- DOVERT Stéphane et TRÉGLODÉ Benoît (de) (dir.), *Viêt Nam contemporain*, Paris, Les Indes savantes, 2009, p. 475-496.

- HARDY Andrew, « L'amitié et ses valeurs : esquisse ethnographique des travailleurs vietnamiens dans les pays socialistes d'Europe de l'Est », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16, n° 1, 2000, p. 235-246.
- HARDY Andrew, « Au-delà des vagues : écrire l'histoire des *boat people* vietnamiens », in GOSCHA Christopher et TRÉGLODÉ Benoît (de) (dir.), *Naissance d'un État-Parti. Le Viêt Nam depuis 1945*, Paris, Les Indes savantes, 2004, p. 305-322.
- JAMMES Jérémy, « Caodaism and its global networks : an ethnological approach of a Vietnamese religious movement in Vietnam, Cambodia and overseas », *Moussons. Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, novembre 2009, p. 339-358.
- LANGLET Philippe et QUACH THANH Tam, *Introduction à l'histoire contemporaine du Viêt Nam : de la réunification au néocommunisme (1975-2001)*, Paris, Les Indes savantes, 2001, 248 p.
- LÊ Huu Khoa, *L'Immigration confucéenne en France. « On s'exile toujours avec ses ancêtres »*, *essai de sociologie de l'exil*, Paris, L'Harmattan, 1996, 127 p.
- LÊ Huu Khoa, « Vietnamiens d'outre-mer, communauté réelle ou diaspora potentielle ? », in DOVERT Stéphane et TRÉGLODÉ Benoît (de) (dir.), *Viêt Nam contemporain*, Paris, Les Indes savantes, 2009.
- NGUYỄN THẾ ANH, *Parcours d'un historien du Viêt Nam : recueil des articles écrits par Nguyễn Thế Anh*, Paris, Les Indes savantes, 2008, 1 026 p.

Les publications de l'Irasec

Études régionales Asie du Sud-Est

- Anti-Trafficking Regional Cooperation in Southeast Asia and the Global Linkages from Geopolitical Perspectives**, note d'Anne-Lise Sauterey
- Armée du peuple, armée du roi, les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande** par Arnaud Dubus et Nicolas Révise
- Asie du Sud-Est 2007**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
- Asie du Sud-Est 2008**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
- Asie du Sud-Est 2009**, sous la direction d'Arnaud Leveau
- Asie du Sud-Est 2010**, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
- Asie du Sud-Est 2011**, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
- Asies, tiers du monde**, par la revue *Outre-Terre*
- Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale**, sous la direction de Michel Gilquin
- Des catastrophes naturelles au désastre humain, conséquences et enjeux de l'aide humanitaire après le tsunami et le cyclone Nargis en Thaïlande et en Birmanie**, carnet de Maxime Boutry et Olivier Ferrari
- Des montagnards aux minorités ethniques, quelle intégration nationale pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge**, par Mathieu Guérin, Andrew Hardy, Nguyen Van Chinh, Stan Tan Boon Hwee
- Évolution du rôle du yuan en Asie orientale - La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?**, note de Catherine Figuière et Laëtitia Guillhot
- Informal and Illegal Movement in the Upper GMS - Costs and Benefits of Informal Networks for Goods and People**, carnet de Lynn Thiesmeyer
- Investigating the Grey Areas of the Chinese communities in Southeast Asia**, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau
- La Monnaie des frontières - Migrations birmanes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières**, carnet série Observatoire par Maxime Boutry et Jacques Ivanoff
- L'impact des catastrophes naturelles sur la résolution des conflits en Asie. Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire**, note de Clarisse Hervet
- L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est** par Philippe Migaux
- Le destin des fils du dragon, l'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande**, par Arnaud Leveau
- Les messagers divins, aspects esthétiques et symboliques des oiseaux en Asie du Sud-Est**, sous la direction de Pierre Le Roux et Bernard Sellato
- Les musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation**, sous la direction de Stéphane Dovern et Rémy Madinier
- Mekong-Ganga Initiative**, carnet de Swaran Singh
- Mobilité prostitutionnelle et représentations - Le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge**, note de Nicolas Lainez
- New Dynamics between China and Japan in Asia**, sous la direction de Guy Faure
- Passage sur le Mékong**, par Guy Lubeigt et Jérôme Ming

Pavillon Noir sur l'Asie du Sud-Est, histoire d'une résurgence de la piraterie maritime en Asie du Sud-Est, par Éric Frécon

Perception of Borders and Human Migration - The Human (In)security of Shan Migrant Workers in Thailand, carnet série Observatoire de Ropharat Aphijanyatham

Présence économique européenne en Asie du Sud-Est, sous la direction de Guy Faure et David Hoyrup

Réfléchir l'Asie du Sud-Est, essai d'épistémologie sous la direction de Stéphane Doyet

The Resurgence of Sea Piracy in Southeast Asia, carnet d'Éric Frécon

The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia, sous la direction de Pierre Le Roux, Jean Baffie et Gilles Beullier

Yaa Baa, Production, Traffic and Consumption of methamphetamine in Mainland Southeast Asia, par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

Yaa Baa, production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

Brunei

Brunei, de la thalassocratie à la rente, par Marie Sybille de Vienne (à paraître en 2012)

Birmanie

Back to Old Habits, Isolationism of the Self-Preservation of Burma's Military Regime, carnet de Renaud Egreteau et Larry Jagan

Birmanie contemporaine, monographie nationale, sous la direction de Gabriel Defert
Informal Trade and Underground Economy in Myanmar: Costs and Benefits, carnet série Observatoire de Winston Set Aung

Nay Pyi Taw, Une résidence royale pour la junte birmane, par Guy Lubeigt

State Building, Infrastructure Development and Chinese Energy Projects in Myanmar, note de James O'Connor

The Politics of Silence, Myanmar NGOs' Ethnic, Religious and Political Agenda, carnet de Lois Desaine

Cambodge

Cambodge contemporain, monographie nationale, sous la direction d'Alain Forest

Cambodge soir, chroniques sociales d'un pays au quotidien, sous la direction de Grégoire Rochigneux

Le dictionnaire des Khmers rouges, par Solomon Kane

Indonésie

Aceh : l'histoire inachevée. La fière histoire d'une terre dévastée par les tsunami par Jean-Claude Pomonti et Voja Miladinovic

Islam and the 2009 Indonesian Elections, Political and Cultural Issues - The Case of the Prosperous Justice Party (PKS), par Ahmad-Norma Permata et Najib Kailani, carnet sous la direction de Rémy Madinier

La fin de l'innocence, l'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

Les relations centre périphérie en Indonésie, note de Lucas Patriat

The End of Innocence? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

The Flowering of Islamic Thought - Liberal-Progressive Discourse and Activism in Contemporary Indonesia, note de Suratno

Laos

Laos, From Buffer State to Crossroads, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Du Triangle d'or au Quadrangle économique - Acteurs, enjeux et défis des flux illicites transfrontaliers dans le Nord-Laos, note de Danielle Tan

Le Laos au XXI^e siècle, les défis de l'intégration régionale, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Malaisie

From the Mosque to the Ballot Box, An Introduction to Political Islam in Malaysia, carnet sous la direction de Sophie Lemièrè

Political Development in Sabah, 1985-2010 - Challenges in Malaysian Federalism and Ethnic Politics, note d'Arnold Puyok

Philippines

Élites et développement aux Philippines : un pari perdu ? par Stéphane Auvray, Roberto Galang et Cristina Jimenez-Hallare

La Croix et le Kriss, violences et rancœurs entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines, par Solomon Kane et Felice Noelle Rodriguez

Mindanao - Séparatisme, autonomie et vendetta, carnet de François-Xavier Bonnet

Singapour

A roof Overt Every Head, par Wong Tai-Chee et Xavier Guillot

The Hegemony of an Idea: The Sources of the SAF's Fascination with Technology and the Revolution in Military Affairs, note de Ho Shu Huang

Thaïlande

Alternatives agricoles en Thaïlande, par Roland Poupon

Bangkok, formes du commerce et évolutions urbaines, par Davisi Boontharm

Education, Economy and Identity - Ten Years of Educational Reform in Thailand, carnet sous la direction d'Audrey Baron-Gutty et Supat Chupradit

Femmes prostituées dans la région du sud de la Thaïlande, carnet de Jean Baffie

Les musulmans de Thaïlande, par Michel Gilquin

Policies of the Thai State Towards the Malay Muslim South (1978-2010), carnet d'Arnaud Dubus et Sor Rattanamanee Polkla
State and Media in Thailand During Political Crisis, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau et Chavarong Limpattamapanee
Thaïlande - Aux origines d'une crise, carnet d'Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan Arunotai, Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau
Thaïlande - Ressources documentaires françaises, par Laurent Hennequin
Thaïlande contemporaine, monographie nationale sous la direction de Stéphane Doyet et Jacques Ivanoff
The Muslims of Thailand, par Michel Gilquin
Trafficking for Sexual Exploitation into Southern Thailand, carnet sous la direction de Patacharawalai Wongboonsin

Timor-Leste

Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain, par Frédéric Durand
East-Timor, How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century? carnet sous la direction de Christine Cabasset-Semedo et Frédéric Durand
Timor Lorosa'e, A Country at the Crossroads of Asia and the Pacific, a Geo-Historical Atlas par Frédéric Durand
Timor Lorosa'e, Pays Carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géohistorique, par Frédéric Durand
Timor : 1250-2005, 750 de cartographie et de voyages, par Frédéric Durand
Timor-Leste en quête de repères, perspectives économique-politiques et intégration régionale, par Frédéric Durand
Timor-Leste, The Dragon's Newest Friend, note de Loro Horta

Viêt Nam

Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêt Nam, par Rodolphe de Koninck, Frédéric Durand et Frédéric Fortunel
Japan-Viêt Nam, history of a relationship under influences par Guy Faure et Laurent Schwab
Japon-Viêt Nam, histoire d'une relation sous influences, par Guy Faure et Laurent Schwab
Le Viêt Nam dans l'Organisation mondiale du commerce, Impact sur la croissance et l'emploi, carnet sous la direction de Jean-Pierre Cling, Stéphane Lagrée, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud
Norms and Practices in Contemporary Vietnam, Social Interaction between Authorities and People, carnet sous la direction de Christian Culas et Nguyen Van Suu
Viêt Nam contemporain, monographie nationale, sous la direction de Stéphane Doyet et Benoît de Tréglodé
Volées, envolées, convolées - Vendues, en fuite ou re-socialisées : les « fiancées » vietnamiennes en Chine, par Caroline Grillot